

**28 février**

A l'occasion de la 46ème conférence annuelle de la Légion américaine, le vice-président Richard D. **CHENEY souligne que la stratégie nationale pour la victoire en Irak garantit la défaite finale des terroristes qui s'efforcent d'y déclencher une guerre civile.**

Si M. CHENEY considère que les Etats-Unis doivent reconnaître -- avec MM. Oussama BEN LADEN et Abou Moussab AL-ZARKAOUI -- le caractère central du front irakien dans la GWOT, lequel requiert "patience" et "persévérance" de la part de l'opinion publique américaine, "sacrifice" de celle de leurs forces armées, son optimisme est étayé par deux croyances:

1. les formations politiques irakiennes s'accorderont sur la formation d'un gouvernement d'union nationale "stable" et "viable"
2. l'enracinement de la liberté sapera l'appel de l'idéologie mobilisant en faveur du radicalisme terroriste et inspirera les réformateurs à travers le Grand Moyen Orient ("*Broader Middle East*")

Alors que trois attentats simultanés en plusieurs endroits (deux voitures piégées et un suicide) puis un attentat à la voiture piégée tuent 56 personnes à Bagdad, un sondage *CBS News poll* révèle que le  **pessimisme croissant de l'opinion publique américaine quant aux chances de succès en Irak** (62% contre 36% des personnes interrogées considèrent que la situation se détériore -- 54% contre 45% en janvier 2006) corrode l'approbation de la gestion présidentielle du dossier irakien (30% des personnes interrogées sont satisfaites de la gestion présidentielle du dossier irakien -- 37% en janvier 2006).

Parce que l'approbation de la gestion du dossier irakien est le premier déterminant de l'approbation de l'action générale du président (depuis 2001), seules 34% des personnes interrogées approuvent désormais l'action globale de M. George W. BUSH.

Auditionné par la Commission sénatoriale des Forces Armées, le directeur du renseignement national (*Director of National Intelligence* -- DNI), John D. **NEGROPONTE, liste les six principaux groupes de menaces auxquels sont confrontés non seulement les Etats-Unis mais encore la communauté des "dirigeants responsables"** ([John D. Negroponte, \*Annual Threat Assessment of the Director of National Intelligence for the Senate Armed Services Committee\*, 28 février 2006, 24 p.](#)):

1. la menace djihadiste globale (dont la capacité de nuisance est révélée par l'activité de ses réseaux sur les théâtres d'opérations irakien et afghan et dont l'ampleur sera façonnée par la solution apportée aux problématiques irakienne et du débat intra-musulman entre extrémistes et modérés): dans un ordre comminatoire décroissant:
  - o l'organisation centrale d'al-Qaida à vocation globale
  - o les organisations djihadistes sunnites à vocation régionale affiliées/alliées ou non à al-Qaida mais mobilisées par le même agenda anti-occidental: la *Jemaah Islamiya* en Asie du sud-est, l'Union du Jihad Islamique en Asie centrale ou les groupes terroristes pakistanais en Asie du sud ainsi qu'au Proche-Orient
  - o et les réseaux (parfois simples cellules) à vocation locale se réclamant de l'idéologie d'al-Qaida (ben ladénisme) mais autonomes sur le plan opérationnel
2. la prolifération des armes de destruction massive (ADM) en rapport avec deux Etats "particulièrement préoccupants" voire "de la plus haute préoccupation":
  - o l'Iran
  - o et la Corée du Nord
3. la conjonction de l'instabilité politique, de la mauvaise gouvernance et du déficit démocratique dans de nombreux pays menace les intérêts américains:

- au Moyen-Orient: l'alignement de la Syrie sur la politique étrangère iranienne anti-occidentale, les tensions intercommunautaires au Liban, la persistance d'une situation économique dégradée en Egypte, l'instabilité latente en Arabie Saoudite ou encore la présence majoritaire du *Hamas* au Conseil Législatif Palestinien
  - en Asie du sud, la résilience de l'extrémisme au Pakistan
  - en Eurasie, le couple régression démocratique-diplomatie énergétique agressive en Fédération de Russie
  - en Amérique latine: l'activisme anti-américain -- nourri par les revenus pétroliers -- du président du Venezuela (lequel coopère avec Cuba et la Corée du nord), les signaux incertains envoyés par l'administration de Bolivie ou encore la légitimité atrophie du nouveau président en Haïti
  - en Asie du sud-est: l'activité continue de la *Jemaah Islamiya* en Indonésie et la permanence des rébellions communistes et islamiques aux Philippines
  - en Afrique: la conflictualité non résolue dans la province soudanaise du Darfour ainsi que la criminalisation/militarisation du régime et les violences ethno-religieuses au Nigeria
4. les envers de la mondialisation:
- la compétition pour les approvisionnements énergétiques
  - la criminalité organisée
  - les trafics de drogue comme de personnes
  - et les brusques déclassements socioéconomiques
5. les puissances émergentes:
- la Chine: la modernisation militaire de la *People's Liberation Army* ainsi que les inégalités socioéconomiques entre provinces rurales et urbaines
  - et l'Inde: la croissance soutenue du budget militaire et le refus d'adhérer au Traité de Non-Prolifération nucléaire
6. et les défis transnationaux:
- les frictions résultant des préoccupations pour la sécurité des approvisionnements énergétiques au moment où la demande énergétique croissante des puissances émergentes (Chine et Inde) conforte la puissance géostratégique d'Etats instables producteurs de pétrole (Iran, Arabie Saoudite, Russie et Venezuela) qui traduisent leur marge de manoeuvre nouvelle en politiques étrangères enhardies ("politique nucléaire au bord du gouffre" de l'Iran, "pétro-diplomatie populiste" du Venezuela, etc.)
  - les menaces que pose le narcotrafic (outre le seul trafic de drogue en lui-même): un mariage de raison avec le terrorisme (le financement du second par le premier: Afghanistan et Colombie) et l'impact négatif qu'emporte le trafic de drogue sur la crédibilité/légitimité d'Etats préalablement faillis
  - enfin, les pandémies

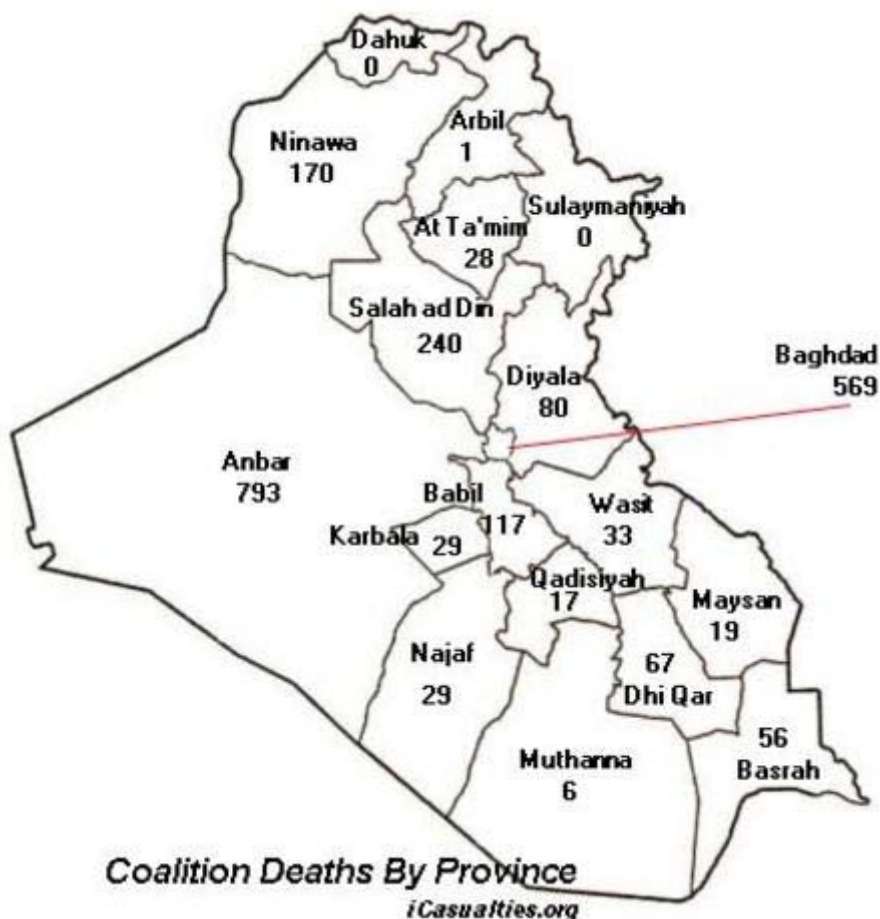
**Les pertes humaines américaines du mois de février 2006** dans le cadre de l'OIF s'élèvent à 54 militaires tués (62 en janvier 2006, voir *graphique 1*), ce qui porte leur cumul depuis mars 2003 à 2 296 militaires américains (*graphique 2*) et élève sur 36 mois la moyenne des pertes humaines mensuelles à 63,7. Les IEDs causent 38 des 54 décès (70%, voir *graphique 3*) en février 2006, ce qui porte le cumul des soldats américains tués par IEDs depuis mars 2003 à 764 (33% du total). Le nombre cumulé des blessés depuis mars 2003 s'élève à 16 653.

Les quatre provinces sunnites d'Anbar, de Bagdad, de Salahaddin et de Nineveh restent les plus létales (42% de la population mais 77% des pertes militaires américaines; 34,5% des pertes militaires américaines pour la seule province d'Anbar; *graphique 4*).

Le groupe indépendant [Iraq Body Count](#) estime qu'entre 28 535 et 32 153 civils irakiens ont été tués depuis le déclenchement de l'OIF en mars 2003.

Les pertes humaines américaines de février 2006 dans le cadre de l'OEF s'élèvent à 16 militaires tués (1 en janvier 2006), ce qui porte leur cumul à 276 depuis octobre 2001, tandis que le nombre des blessés est de 5, ce qui élève leur cumul à 685 depuis octobre 2001.





(Source: Iraq Coalition Casualties)

**Le président George W. BUSH reçoit le premier ministre italien Silvio BERLUSCONI** pour un entretien consacré aux principaux dossiers sécuritaires de l'agenda transatlantique ([George W. Bush, President Welcomes Italian Prime Minister Berlusconi to the White House, The Oval Office, Washington, D.C., 28 février 2006](#)):

1. la paix et la sécurité au Moyen-Orient (y compris l'agenda pour la liberté/démocratie)
2. la sécurité des approvisionnements énergétiques
3. l'assistance à la stabilisation et à la reconstruction en Afghanistan (rôle de la Force Internationale d'Assistance à la Stabilisation), en Irak et dans les Balkans
4. et la problématique nucléaire iranienne

Les journalistes du *Washington Post* **Ellen KNICKMEYER** et **Bassam SEBTI** soulignent les **estimations divergentes des pertes humaines causées par les violences consécutives au dynamitage du mausolée de Samarra le 22 février 2006** ([Ellen Knickmeyer, Bassam Sebti, "Toll in Iraq's Deadly Surge: 1,300", The Washington Post, 28 février 2006](#)):

- plus de trois cents tués selon l'armée américaine et la plupart des médias
- 1 020 selon le service des statistiques de la police irakienne
- mais plus de 1 300 tués selon la morgue centrale de Bagdad

Le colonel Petrus **REINHARD GOLOSE**, **membre des forces indonésiennes chargées du contre-terrorisme**, déclare que l'organisation terroriste al-Qaida dirigée par Oussama BEN LADEN a financé plusieurs des attentats suicides perpétrés en Indonésie par la *Jemaah Islamiyah* depuis 2002:

1. les attentats qui tuèrent 202 personnes à Bali en octobre 2002
2. les attentats qui tuèrent 21 personnes à Jakarta en 2003-04

3. et le triple attentat suicide qui tua 20 personnes à Bali en octobre 2005

Cette déclaration confirme les liens établis -- ne serait-ce qu'*a minima* (aide logistique et financière) -- entre les organisations terroristes à vocation globale et celles à vocation régionale voire locale.

Le professeur de science politique du *Massachusetts Institute of Technology*, Barry R. **POSEN**, **soutient que les craintes nourries par la nucléarisation de l'Iran** (la course aux armements régionale et la radicalisation de la politique étrangère iranienne) **peuvent être aisément gérées** ([Barry R. Posen, "We can live with a nuclear Iran", \*International Herald Tribune\*, 28 février 2006](#)):

1. M. POSEN estime d'abord que la communauté internationale conserve une influence suffisante au Moyen-Orient pour que la course aux armements régionale reste limitée:
  - o l'Egypte reste dépendante de diverses aides étrangères
  - o l'Arabie Saoudite n'obtiendrait pas de garantie nucléaire américaine et/ou européenne le temps de la mise en place de sa propre capacité nucléaire
  - o la Turquie s'abrite déjà sous le parapluie nucléaire américain en tant que membre de l'OTAN
2. M. POSEN estime ensuite que communauté internationale peut rendre l'hypothèse de la radicalisation de la politique étrangère iranienne soit improbable soit gérable:
  - o l'approvisionnement des réseaux terroristes en capacités nucléaires est improbable car le parrainage nucléaire ferait immédiatement du parrain une cible nucléaire légitime (non-discrimination entre terroristes et parrains)
  - o le chantage nucléaire est également improbable car les Etats-Unis défendraient l'autonomie stratégique de leurs alliés régionaux (la plupart des voisins de l'Iran)
  - o la conduite agressive est enfin gérable, d'abord car les Etats du Golfe arabo-persique ont les moyens de gérer les actions subversives iraniennes (réformes intérieures, amélioration des services de police et de renseignement, etc.), ensuite parce que l'hypothèse modératrice d'une action préventive par des puissances nucléaires l'intégrant à leur doctrine (Etats-Unis, Israël) ne saurait être exclue

## **27 février**

**Les 350 détenus qui contrôlent en partie la principale prison de Kaboul (Afghanistan) depuis le 25 février 2006 acceptent de mettre un terme à la violence** qui a tué quatre prisonniers et en a blessé 38.

Emmenés par des individus présentés comme des militants d'al-Qaida et des Taliban, ces détenus s'opposaient au port d'un nouvel uniforme carcéral et réclamaient que leurs procès soient rejugés tandis que les forces de sécurité afghanes encerclaient l'établissement.

**L'agence *Associated Press* révèle le contenu préoccupant du rapport confidentiel de 11 pages préparé par le directeur de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), Mohamed EL BARADEI, pour la prochaine réunion des 35 membres du conseil des gouverneurs de l'AIEA, le 6 mars 2006:**

1. certes, trois années d'enquête n'ont pas révélé de "détournement de matériel nucléaire" de la part de l'Iran
2. mais, en "l'absence d'une pleine coopération de la partie iranienne" (refus de procurer la copie de certains documents, etc.), l'AIEA ne peut établir en dépit de ces trois années d'enquête:
  - o si le programme nucléaire clandestin découvert en 2002 avait vocation à produire des armes nucléaires
  - o si l'Iran conserve sans les déclarer des matériels et/ou activités nucléaires
3. or, les attitudes de l'Iran trahissent sa détermination à poursuivre l'activité d'enrichissement de l'uranium:



- l'Iran a repris l'enrichissement de l'uranium (étape consistant à enrichir -- augmenter la concentration de l'isotope uranium 235 et à réduire celle de l'isotope uranium 238 - le gas hexafluoride d'uranium ou UF 6) dans 10 centrifugeuses
- l'Iran projette l'installation de 3 000 centrifugeuses au quatrième trimestre 2006 (1 500 centrifugeuses sont nécessaires afin de produire les 45 livres d'uranium hautement enrichi nécessaires pour la fabrication d'une arme atomique)

Parce que l'AIEA reste dans l'impossibilité de vérifier l'exactitude des déclarations iraniennes pacifiques actuelles, les questions sur "la direction passée et présente du programme nucléaire de l'Iran" continuent donc de se poser.

Recevant à la Maison-Blanche les veuves de deux démocrates biélorusses "disparus" en 1999 et 2000, le président George W. **BUSH se dit préoccupé par la situation générale de la démocratie comme des droits de l'homme en Biélorussie** et par la conduite particulière du gouvernement biélorusse à l'approche de l'élection présidentielle du 19 mars 2006 ("harcèlement" de la société civile, enquêtes sur les "disparitions" négligées, etc.)

L'agence *Associated Press* rapporte qu'**un membre de la brigade chargée des opérations de contre-insurrection au sein du ministère irakien de l'Intérieur (MI), la Brigade Wolf, a identifié parmi cinq insurgés arrêtés par les forces du MI le Syrien Abu AL-FAROUQ, un assistant proche du dirigeant de l'organisation al-Qaida en Irak, Abou Moussab AL-ZARKAOUI.** M. AL-FAROUQ aurait été chargé de la planification et du financement des groupes insurgés opérant dans le secteur sunnite de Ramadi.

Le porte-parole du ministère saoudien de l'Intérieur, Mansour **AL-TURKI, annonce que cinq militants présumés liés à la tentative d'attentat du 24 février 2006, perpétrée par l'organisation al-Qaida en Arabie Saoudite contre l'installation pétrolière d'Abqaiq, ont été tués et un arrêté** dans la banlieue est de Riyad.

Parmi les tués se trouve le dirigeant de la branche saoudienne d'al-Qaida, Fadh bin Faraj AL-JUWAIR.

Le représentant au commerce Rob **PORTMAN qualifie l'accord de libre-échange conclut avec la Colombie après deux années de négociations d'"élément essentiel" de la stratégie régionale des Etats-Unis** pour tout à la fois promouvoir le libre-échange, le développement économique, la lutte contre le trafic de drogue et l'établissement d'institutions démocratiques au sein de l'hémisphère occidentale.

L'*International Crisis Group* (ICG) conclut son analyse de la dégradation (depuis le renversement du régime baathiste en avril 2003) des relations entre communautés irakiennes le long des failles ethniques, confessionnelles et tribales (principalement le "schisme sunno-chiite") de manière alarmante: **l'ICG préconise aux acteurs politiques irakiens ainsi qu'à la communauté internationale d'agir "urgemment pour empêcher qu'un conflit de basse intensité n'escalade en une guerre civile totale"** disloquant l'Irak avant de déstabiliser la région dans son ensemble ([International Crisis Group, The Next Iraqi War? Sectarianism and Civil Conflict, Ammam/Baghdad/Brussels, Middle East Report n°52, 27 février 2006, 43 p.](#)).

Certes, l'année 2005 a accéléré la sectarianisation du discours et la radicalisation des pratiques politiques (appels à la violence et au nettoyage ethnique) en même temps que l'érosion des gardes-fous institutionnels préservant de la guerre civile:

1. moindre emprise du discours modéré du grand Ayatollah Ali AL-SISTANI
2. marginalisation du centre politique séculier
3. déclin de l'influence américaine avec la perspective du retrait des troupes
4. et remise en cause par les Etats voisins de l'Irak de leur engagement en faveur de l'intégrité du territoire irakien

Mais les germes de guerre civile résultent en fait de la conjonction de trois déterminants:

1. l'approbation le 15 octobre 2005 d'une Constitution "marginalisant" en même temps qu'"aliénant" la communauté arabe sunnite en tant que suite logique des élections manquées du 30 janvier 2005 qui avaient écarté la minorité sunnite
2. l'ethnicisation déjà prégnante au sein du Conseil de Gouvernement Intérimaire institué en juillet 2003
3. et la nature répressive d'un régime baathiste qui s'efforça de contrecarrer l'émergence d'une culture politique irakienne

Afin de "recalibrer le processus politique" et retrouver le "chemin de la réconciliation", l'ICG formule cinq propositions:

1. l'établissement d'un authentique gouvernement union nationale s'engageant à traiter les préoccupations des Irakiens (la sécurité, l'emploi et la restauration des services publics essentiels) et amorcer le démantèlement des milices
2. la révision des dispositions constitutionnelles relatives à la nature du fédéralisme et à la répartition des revenus du pétrole
3. le soutien à l'instauration d'institutions qui ne soient pas sectaires
4. la détermination du retrait des troupes américaines d'Irak par la situation sécuritaire (le progrès des forces de sécurité irakiennes, armée comme police) et politique (un processus politique inclusif) sur le terrain
5. enfin, la planification de guerre civile afin d'enrayer -- en cas de déclenchement -- un débordement mécanique déstabilisant les Etats voisins de l'Irak

Le journaliste du *New York Times* Michael R. **GORDON** révèle qu'un rapport militaire américain classifié réalisé par le *U.S. Joint Forces Command* en 2005 confirme que des agents des services du renseignement allemands ont substantiellement contribué aux phases I et II de l'**Opération Iraqi Freedom** (avant son déclenchement le 19 mars 2003) en procurant en février 2003 une copie du plan irakien de défense de Bagdad à un responsable de la *Defense Intelligence Agency* -- DIA ([Michael R. Gordon, "German Intelligence Gave U.S. Iraqi Defense Plan, Report Says", \*The New York Times\*, 27 février 2006](#)).

Si la coopération allemande est restée limitée, le comité des chefs d'états-majors des armées américain n'en pas moins classé l'Allemagne comme "non membre de la coalition mais coopérant", parmi les nombreux Etats ayant finalement coopéré au niveau militaire des services de renseignement tout en s'opposant publiquement au niveau politique des directions pour des motifs d'opportunités (ainsi l'Arabie Saoudite et l'Egypte qui ont soutenu secrètement mais effectivement l'OIF ont-elles été classées comme "partenaires silencieux").

L'analyste du centre de recherche *Power and Interest News Report* (PINR), Brian **MAHER**, considère que l'histoire irano-syrienne de "**coordination stratégique**" -- sous-tendue par un faisceau d'intérêts régionaux s'entrecroisant (partis Baath jusqu'en 2003, opposition à l'Etat d'Israël, etc.) -- continue dans un "**axe syro-iranien**" constitué à la faveur de plusieurs dossiers dont le point focal reste le Liban ([Brian Maher, "Syrian and Iranian Interests Converge in Lebanon", 27 février 2006](#)):

1. l'intérêt de la coopération bilatérale pour la Syrie est un double renforcement:
  - o de sa capacité de résistance à la pression internationale (garantie d'un exil iranien pour les décideurs politiques syriens éventuellement condamnés dans le cadre de l'enquête internationale sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic HARIRI; engagement d'un soutien militaire et financier iranien afin de compenser d'éventuelles sanctions prises par la communauté internationale)
  - o de sa marge de manoeuvre au Liban
2. l'intérêt de la coopération bilatérale pour l'Iran réside dans un maintien et une garantie:
  - o le maintien du *Hezbollah* libanais par lequel Téhéran promeut ses intérêts régionaux (notamment son opposition à Israël)

- la garantie syrienne d'entreposer les armes (notamment des ADM) et matériels iraniens menacés par d'éventuelles sanctions du CSNU
- 3. l'intérêt de la relation bilatérale consiste enfin pour les deux pays à promouvoir leur capacité de nuisance commune:
  - opposition à l'influence américaine dans la région (*via* l'Irak depuis 2003)
  - instrumentalisation des protestations musulmanes consécutives aux caricatures du prophète Mahomet (objectif: démontrer leur capacité de mobilisation)
  - enfin, menace de constitution d'un "croissant chiite" (redouté par les régimes arabes sunnites du Moyen-Orient) qui s'étendrait de l'Iran au Liban, en passant par l'Irak et la Syrie

Dans le contexte de la montée en puissance des partis islamiques et du renouveau du messianisme iranien, le journaliste du *New York Times* Michael **SLACKMAN** conjecture les **répercussions régionales qu'emporterait une guerre civile irakienne entre Chiïtes et Sunnites** ([Michael Slackman, "Chaos in Iraq Sends Shock Waves Across Middle East and Elevates Iran's Influence", \*The New York Times\*, 27 février 2006](#)):

1. les flux de réfugiés affecteraient principalement la Jordanie qui a déjà accueilli un million d'Irakiens depuis la chute du président Saddam HUSSEIN
2. la détérioration de la situation économique endommagerait avant tout les Etats ne disposant pas d'une rente pétrolière (la Jordanie, la Syrie, l'Égypte et le Yémen)
3. la dégradation des relations entre communautés chiïtes et sunnites -- voire la rébellion des premières généralement exclues du pouvoir contre les secondes souvent seules détentrices -- concernerait les nombreux Etats où la population chiïte minoritaire n'en est pas moins nombreuse et/ou financièrement puissante: le sultanat d'Oman, Bahreïn, le Liban, le Yémen, le Koweït, la Syrie, les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite
4. enfin, le terme de l'équilibre régional des puissances entre l'Irak et l'Iran renforcerait encore un régime iranien dont la capacité de nuisance en Irak (*via* le levier chiïte) couplée au cours du baril de pétrole favorisent déjà son audace nucléaire en le préservant de l'interventionnisme américain

L'ancien secrétaire d'Etat et conseiller pour la sécurité nationale du président Richard NIXON, Henry A. **KISSINGER**, considère que le **processus de paix israélo-palestinien doit être ajusté à la nouvelle situation sur le terrain**, déjà révélée par le choix du *Hamas* aux élections législatives palestiniennes du 25 janvier 2006 et que façonnera encore le scrutin législatif israélien du 28 mars 2006 ([Henry A. Kissinger, "What's Needed From Hamas", \*The Washington Post\*, 27 février 2006](#)).

Si l'irruption du bras politique de l'Organisation de la Résistance Islamique comme parti majoritaire au Conseil Législatif Palestinien ne doit pas être considérée comme une rupture (elle ne fait qu'institutionnaliser un "état d'esprit", encore largement partagé selon M. KISSINGER par les leaders d'opinions et les médias tant arabes que palestiniens: le refus de reconnaître à l'"intrus" israélien le droit à une existence étatique légitime), la poursuite des négociations entre l'Autorité Palestinienne (AP) et l'Etat d'Israël n'en implique pas moins que le *Hamas* franchisse le "même Rubicon conceptuel" que l'ancien premier ministre israélien Ariel SHARON, qui avait fini par admettre (par nécessité puis par intérêt) l'existence d'un Etat palestinien.

Cet ajustement conceptuel pourrait n'avoir lieu qu'*a minima* si l'union du Quartet (Etats-Unis, Union européenne, Nations Unies et Fédération de Russie) et la mobilisation de l'opinion publique arabe modérée convainquent le *Hamas* qu'il n'existe pas de stratégie alternative à la paix avec l'Etat d'Israël.

Ce dernier et l'AP pourraient alors négocier un "accord intérimaire à durée indéfinie":

1. obligations des deux parties: renoncer à faire prévaloir son point de vue sur les pierres d'achoppement que sont les questions:
  - des frontières définitives
  - du retour des réfugiés palestiniens



- et du statut de la ville sainte de Jérusalem
- 2. obligations de l'Etat d'Israël:
  - se replier dans les limites prévues par les accords de paix israélo-palestiniens antérieurs (Déclaration de Principes sur les Arrangements Intérimaires d'Autonomie dite "Accord d'Oslo I"; Accord de Taba du 28 septembre 1995 dit "Accord d'Oslo II") et les "paramètres de Clinton" du 23 décembre 2000
  - et démanteler les colonies situées au-delà de l'actuelle "barrière de sécurité"
- 3. obligations pour l'AP (principalement le *Hamas*):
  - renoncer à la violence (notamment à l'action terroriste)
  - accepter les accords de paix israélo-palestiniens existants
  - limiter les forces militaires présentes sur le territoire du futur Etat palestinien
  - et cesser la propagande anti-israélienne

## 26 février

Alors que la situation sécuritaire relative s'améliore, **la volonté de reprendre les négociations en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale est manifeste d'une extrémité à l'autre du spectre politique irakien:**

- le Front Irakien de la Concorde, principale coalition électorale sunnite, décide de réintégrer les négociations qu'il avait quitté le 23 février 2006
- le leader religieux chiite Moqtada AL-SADR, au cours d'un discours à Basra retransmis sur la chaîne *Al Iraqiya*, appelle à l'unité entre Chiïtes et Sunnites (tout en réitérant sa demande d'un retrait daté des forces américaines d'Irak et en organisant des manifestations de protestation contre "la dictature de la Grande-Bretagne, de l'Amérique et d'Israël")

Au cours d'une conférence de presse à Bushehr en compagnie de son homologue russe, Sergei KIRIYENKO, le directeur de l'Agence Iranienne de l'Energie Atomique, Gholamreza **AGHAZADEH, déclare que l'Iran et la Fédération de Russie se sont entendus sur le principe d'un projet commun pour l'enrichissement de l'uranium.**

Si cette déclaration -- précédant de quelques jours la réunion de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique le 6 mars 2006 -- doit encore être formalisée en un accord que l'Iran conditionne à des garanties américaines de sécurité (engagement solennel de ne pas attaquer l'Iran ou subvertir le régime iranien), l'acceptation de la proposition russe soutenue par les Etats-Unis et l'Union européenne (continuer la conversion de l'uranium sur le sol iranien mais externaliser la phase de l'enrichissement sur le territoire russe) signifierait la renonciation de l'Iran à maîtriser le cycle complet du combustible nucléaire.

**Les forces de sécurité afghanes encerclent la principale prison de Kaboul** que 350 détenus contrôlent en partie depuis le 25 février 2006.

Emmenés par des individus présentés comme des militants d'al-Qaïda et des Taliban, ces détenus s'opposent au port d'un nouvel uniforme carcéral et réclament que leurs procès soient rejugés.

Le journaliste pakistanais Ahmed **RASHID impute la relocalisation d'Ousamma BEN LADEN et des Taliban du sanctuaire pachtoun aghan à la zone pachtoun pakistanaise à la radicalisation du nord-ouest du Pakistan qu'ont favorisée les défaillances des politiques américaine et pakistanaise** depuis le déclenchement de l'Opération *Enduring Freedom* le 7 octobre 2001 ([Ahmed Rashid, "He's Welcome In Pakistan", The Washington Post, 26 février 2006](#)). Si la bande de 2 000 km que constituent les zones tribales pachtounes pakistanaïses (peu peuplées et escarpées) sert désormais de "havre" pour le leader de l'organisation al-Qaïda et de "base" ou pas de tir pour les opérations taliban contre l'Afghanistan du président Hamid KARZAI, c'est selon M. RASHID parce que:

1. le refus du secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD de mobiliser suffisamment de troupes terrestres en octobre-novembre 2001 contre al-Qaida et ses soutiens taliban leur permit de fuir l'Afghanistan pour se retrouver au Pakistan en zone hospitalière; ce refus était motivé par l'objectif prioritaire de la transformation de l'armée américaine
2. le refus du président pakistanais Pervez MOUCHARRAF de chasser efficacement les Taliban des zones tribales pachtounes pakistanaises leur permit d'y réimplanter des camps d'entraînement sur le modèle de ceux organisés par M. BEN LADEN en Afghanistan à partir de 1996; ce refus était motivé par la crainte présidentielle que les Taliban n'accèdent à nouveau au pouvoir en Afghanistan au terme de l'intervention américaine

Le conseiller pour la sécurité nationale du président George W. BUSH, Stephen J. **HADLEY**, **déclare sur CBS ("*Face the Nation*") que la formation d'une police irakienne loyale au gouvernement est le principal déterminant de la réduction des violences ethno-confessionnelles irakiennes.**

Avant que son professionnalisme ne préserve la police irakienne d'une désagrégation le long des lignes de clivages ethno-confessionnels, M. HADELY reconnaît que plusieurs objectifs intermédiaires doivent encore être satisfaits:

1. désethniciser la composition des forces de police locales (en panachant la composition des pelotons de police)
2. réduire l'entrisme des milices principalement chiïtes (en sélectionnant plus attentivement les candidats)
3. conjurer les risques de conflits d'allégeance chez les nouveaux policiers entre ancienne appartenance milicienne et nouvelle loyauté gouvernementale (en favorisant un esprit de corps)
4. réapprécier auprès de la population irakienne l'image d'une institution qui pâtit des révélations de crimes de droit commun, chambres de torture et escadrons de la mort (en développant une police de proximité dont l'éthique soit irréprochable)

Le principal mérite des récentes violences intercommunautaires irakiennes réside dans ce que les parties en conflit prennent conscience du coût dissuasif d'une guerre civile entre Chiïtes et Sunnites (impliquant certainement des nettoyages ethniques) qui se doublerait -- voire que précéderait -- un conflit intra-chiïte entre milices rivales. De surcroît, le journaliste du *New York Times* Steven R. **WEISMAN considère qu'une éventuelle guerre civile irakienne entre Chiïtes et Sunnites déborderait mécaniquement hors des frontières de l'Irak** pour emporter un double impact régional ([Steven R. Weisman, "What Civil War Could Look Like", \*The New York Times\*, 26 février 2006](#)):

1. premièrement, les voisins de l'Irak répercuteraient -- parfois par mimétisme -- les frictions communautaires entre Chiïtes et Sunnites:
  - o les Chiïtes aisés (contrôlant une partie de la manne pétrolière) du Liban, du Koweït et d'Arabie Saoudite se rebelleraient contre leurs gouvernements respectifs
  - o la conflagration régionale chiïto-sunnite aboutirait au remodelage des frontières héritées de la double disparition de l'Empire Ottoman puis du colonialisme
2. deuxièmement, les voisins de l'Irak seraient tentés d'intervenir dans une guerre civile irakienne perçue comme le symbole de la lutte interconfessionnelle:
  - o l'Iran -- fort du raffermissement de ses liens avec la Syrie, le *Hezbollah* libanais et le gouvernement de l'Autorité Palestinienne dominé par le *Hamas* -- soutiendrait les Chiïtes irakiens dont il finance déjà les milices (l'Iran a probablement facilité les représailles anti-sunnites consécutives au dynamitage de Samarra le 22 février 2006)
  - o l'Arabie Saoudite, la Jordanie et le Koweït soutiendraient les Sunnites irakiens et s'efforceraient de créer des Etats tampons avec l'Irak pour absorber les chocs de sa guerre civile

- enfin, la Turquie soutiendrait la minorité turkmène d'Irak pour contrecarrer la création d'un Etat kurde à partir du nord irakien

## **25 février**

Les journalistes du *New York Times* **Edward WONG** et **Sabrina TAVERNISE** considèrent que **les milices ethno-confessionnelles irakiennes font peser une double menace sur la société et les institutions irakiennes** ([Edward Wong, Sabrina Tavernise, "Sectarian Bloodshed Reveals Strength of Iraq Militias", \*The New York Times\*, 25 février 2006](#)):

1. opérant hors du système, elles sont des organisations criminelles de droit commun
2. opérant au sein des forces de sécurité irakiennes (FSI: armée et police), elles inoculent des conflits d'allégeances (entre l'ancienne appartenance milicienne et la nouvelle loyauté gouvernementale chez les soldats ou policiers anciennement miliciens) et contribuent à dégrader auprès de la population l'image d'institutions déjà faibles en -- sous couvert d'activités de maintien de l'ordre -- perpétrant des crimes de droit commun, menant des escadrons de la mort et entretenant des chambres de torture

### **Le deuxième jour des mesures extraordinaires de maintien de l'ordre public est marqué par la reprise des violences "sectaires" après l'accalmie du 24 février 2006.**

Alors que les démarches ayant vocation à juguler les violences ethno-confessionnelles se multiplient tant au niveau sécuritaire (les principales mesures extraordinaires du maintien de l'ordre public sont le couvre feu diurne instauré dans Bagdad et les trois provinces de Babil, Diyala et Salaheddin, l'interdiction du port des armes non autorisées, la limitation de la circulation des véhicules dans Bagdad, l'interdiction de l'entrée de véhicules dans la capitale et la fermeture de l'aéroport international) que politique (la principale coalition sunnite -- Front Irakien de la Concorde ou FIC -- annonce qu'elle "n'hésitera pas à reconsidérer" sa décision de quitter les négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement -- motif de la décision du 23 février 2006: le gouvernement n'a pu ou su maintenir l'ordre public lors des représailles contre 180 mosquées sunnites -- si le premier ministre Ibrahim AL-JAAFARI tient ses promesses de temps de crise: reconstruire le mausolée de Samarra ainsi que les 180 mosquées sunnites endommagées et lancer une enquête sur la responsabilité du dynamitage de Samarra puis des violences subséquentes; les différents leaders politiques condamnent unanimement la violence "sectaire" au cours d'une réunion d'urgence à l'issue de laquelle M. AL-JAAFARI déclare qu'il n'y aura pas de guerre civile en Irak), les violences "sectaires" reprennent à Baquba, Kerbala et Bagdad:

1. à Baquba (ville sunnite au nord de Bagdad), des individus en armes pénètrent dans un foyer chiite et tuent 13 membres masculins de la même famille
2. à Kerbala (ville sainte chiite au sud de Bagdad), l'explosion d'une voiture piégée tue cinq personnes et en blesse 30
3. à Bagdad, des individus en armes ouvrent le feu sur la procession funèbre en la mémoire d'une journaliste de la chaîne de télévision satellitaire Al Arabiya (Atwar BAHJAT a été kidnappée puis tuée le 22 février 2006 en compagnie de deux collègues tandis qu'ils couvraient les événements de Samarra), tuant deux soldats irakiens et un membre des commandos de la police qui escortaient la procession
4. à Bagdad, dans le quartier pauvre de *Sadr City*, deux roquettes tuent six personnes et en blessent sept

L'ambassadeur américain en Irak, Zalmay KHALILZAD, n'en annonce pas moins le soir du 25 février 2006 que, sans être nul, "le risque d'une guerre civile a diminué".

## **24 février**

**Une tentative d'attentat suicide revendiquée par l'organisation terroriste al-Qaida échoue contre la plus importante installation pétrolière d'Arabie Saoudite à Abqaiq.**

Il s'agit de la première attaque directe contre une installation pétrolière saoudienne depuis qu'Oussama BEN LADEN a exhorté à de telles actions dans un message de décembre 2004. Le complexe pétrolier d'Abqaiq détenu par l'entreprise ARAMCO traite pour l'exportation les 2/3 de la production pétrolière quotidienne saoudienne, soit cinq à sept millions des neuf millions et demi de barils de pétrole (11% de la consommation journalière mondiale) que l'Arabie Saoudite produit quotidiennement.

Relativement aux allégations selon lesquelles deux membres des services allemands de renseignement auraient contribué pour les Etats-Unis au ciblage de sites dans Bagdad avant le déclenchement de l'Opération *Iraqi Freedom* (19 mars 2003), allégations dont la confirmation soulignerait l'ambiguïté de la politique étrangère de l'ancien chancelier Gerhard SCHRÖDER, **les conclusions du rapport de 90 pages présenté devant une commission d'enquête parlementaire par le gouvernement allemand sont contrastées:**

- certes, deux espions allemands ont procuré des renseignements aux décideurs américains dans les jours précédant le déclenchement de l'OIF ...
- ... mais ces espions:
  - non seulement ont procuré une information dont l'objet était limité voire négatif (identification des sites civils et humanitaires à ne pas cibler) ...
  - ... mais encore n'ont pas contribué à la campagne de bombardement après le 19 mars 2003

**Tandis que les attaques contre les individus et les lieux saints diminuent entre communautés ethno-confessionnelles irakiennes, les bilans sécuritaire et politique sont contrastés:**

1. sur le plan sécuritaire:
  - aspects positifs:
    - la démonstration de la capacité du gouvernement irakien majoritairement chiite à restaurer le maintien de l'ordre public (grâce au leadership dont ont fait preuve dirigeants politiques et religieux):
      - le couvre-feu instauré dans les nuits du 22 au 23 puis du 23 au 24 février 2006 a été respecté
      - le risque d'un second déficit (ou vide) de sécurité qui, après celui d'avril 2003 (pillages dans la capitale irakienne), aurait délégitimé le gouvernement et renforcé la mobilisation de la population autochtone en faveur de l'insurrection, a été conjuré
    - la confirmation de la capacité des forces de sécurité irakiennes (FSI: armée et police) à mettre en oeuvre le maintien de l'ordre public:
      - la mise en vigueur du couvre-feu a été convenablement assurée
      - les FSI ne se sont pas désagrégées le long des clivages ethno-confessionnelles (leur professionnalisme a cimenté leur cohésion)
  - aspects négatifs:
    - la confrontation entre les membres de la milice chiite dite Armée du Madhi (créée et dirigée par Moqtada AL-SADR) et des insurgés sunnites dans Bagdad le 24 février 2006
    - l'infiltration des FSI par des criminels
    - l'infiltration des FIC par d'anciens miliciens (conflits d'allégeances entre l'ancienne appartenance milicienne et la nouvelle loyauté gouvernementale)
    - la continuation des opérations de représailles anti-sunnites menées par les "escadrons de la mort" qu'abrite toujours le ministère irakien de l'Intérieur
2. sur le plan politique:
  - aspect positif: la démonstration de la capacité de direction du gouvernement irakien en situation de gestion de crise

- aspect négatif: la montée en puissance du leader religieux chiite Moqtada AL-SADR qui a su capitaliser sur les insatisfactions de la population chiite en se faisant le porte-parole de trois causes:
  1. sécuritaire: la visibilité des démonstrations de force de l'Armée du Madhi
  2. nationaliste: la demande réitérée du retrait des troupes américaines d'Irak
  3. et politique: la critique non voilée de l'actuel gouvernement

A l'issue d'une réunion du conseil pour la sécurité nationale consacrée -- avec Zalmay KHALILZAD (ambassadeur américain en Irak) et le général George CASEY (commandant des troupes américaines mobilisées en Irak) -- à la dégradation de la situation politico-militaire irakienne depuis l'attentat contre le mausolée chiite de Samarra (22 février 2006: un acte "dépourvu de sens" et "lâche"), le président George W. **BUSH exhorte le peuple irakien, lequel connaît un "moment de choix" au cours d'une situation "sérieuse", à ne pas s'écarter du chemin de la démocratie et de la négociation du compromis** confirmé par les élections législatives du 15 décembre 2005 ([George W. Bush, President Addresses American Legion, Discusses War on Terror, Capital Hilton Hotel, Washington, D.C., 24 février 2006](#)).

Si les prochains jours seront "difficiles" et "éprouvants", M. BUSH n'en reste pas moins "optimistes" pour deux raisons:

1. la détermination du peuple irakien: les élections législatives du 15 décembre 2005 ont confirmé le choix par les citoyens irakiens de l'option du compromis démocratique
2. la réaction "constructive" des leaders d'opinion: ceux des communautés chiite et sunnite d'Irak -- notamment l'ayatollah Ali AL-SISTANI -- ont appelé au calme et à la retenue de leurs partisans ou fidèles

Le président BUSH rappelle également les quatre piliers de la stratégie mise en oeuvre par les Etats-Unis -- à la fois à court, moyen et long termes -- pour remporter la GWOT:

1. d'abord rester sur l'offensive (réduire les capacités ennemies sur le terrain)
2. ensuite ne pas discriminer entre les terroristes et les Etats qui les parrainent (rétablir une dissuasion indirecte via la dissuasion du soutien au terrorisme)
3. puis agir par l'action préventive avant que les menaces ne se "matérialisent pleinement" (éviter la reproduction du 11 septembre 2001)
4. enfin faire avancer la "cause de la liberté" (saper l'idéologie sous-tendant la mobilisation en faveur du terrorisme)

M. BUSH récuse enfin point par point l'argumentaire critique de ceux qui reprochent à l'agenda de démocratisation du Moyen-Orient de favoriser l'accession au pouvoir des extrémistes islamistes et, par conséquent, de déstabiliser la région:

1. premièrement, imputer une déstabilisation postule une stabilité antérieure inexistante selon le président BUSH (il cite les différents attentats contre les intérêts américains au Moyen-Orient en 1996, 1998 et 2000)
2. deuxièmement, la source de l'instabilité régionale réside précisément d'après lui dans la frustration de liberté politique (verrouillage des régimes et confiscation des droits politiques -- notamment de vote et de manifestation)
3. troisièmement, la démocratisation est un processus qui s'inscrit dans l'épaisseur du temps
4. quatrièmement, enfin, le nécessaire compromis avec le réel qu'implique l'exercice du pouvoir doit emporter un impact modérateur et dé-radicalisant sur ses détenteurs un temps extrémistes au cours de leur accession

Ainsi "la liberté est[-elle] en marche dans le grand Moyen-Orient [*broader Middle East*]" selon un président BUSH qui prévoit de transformer l'"arc d'instabilité" moyen-oriental en "arc de liberté".

Lors de son retour aux Etats-Unis, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE déclare que les Etats arabes voisins de l'Irak redoutent que les étrangers à l'origine des tensions entre communautés irakiennes ne s'efforcent d'exporter cette entreprise d'exacerbation des**



**frictions ethno-confessionnelles au-delà des frontières de l'Irak** ([Condoleezza Rice, Briefing En Route Shannon, Ireland, En Route Shannon, Ireland, 24 février 2006](#)).

Si Mme RICE soupçonne effectivement l'organisation du jordanien Abou Moussab AL-ZARKAOUI, al-Qaida en Irak, d'être responsable de l'attentat contre le mausolée chiite de Samarra le 22 février 2006, elle n'en continue pas moins d'avoir confiance dans la "maturité politique" des Irakiens pour refouler l'influence des éléments perturbateurs extérieurs.

Etat qualifié de "failli" pourtant réputé terreau du radicalisme terroriste islamique, la Somalie confirme la prévalence du fait national sur le sentiment islamiste: financés par plusieurs Etats occidentaux -- dont les Etats-Unis --, **des seigneurs de guerre somaliens s'unissent le 18 février 2006 au sein d'une Alliance pour la Restauration de la Paix et le Contre-Terrorisme** (ARPCT), composée de factieux et de policiers sous la direction du milicien Abdi Nure SIYAD et destinée à refouler les réseaux terroristes islamistes hors de la capitale Mogadishio.

Le service de presse de la *Multi-National Force -- Iraq* (MNF-I) **annonce le décès du chef militaire de l'organisation terroriste al-Qaida en Irak pour la zone nord de Bagdad, Abu ASMA**, au cours d'un raid mené conjointement par les forces de la MNF-I et celles de la police irakienne.

Présenté comme un "expert en explosifs", l'individu aurait entretenu des liens étroits avec les fabricants de véhicules explosifs (*Vehicle Borne Improvised Explosive Device*) basés dans la capitale.

Alors que les dirigeants des formations partisans sunnites ont quitté les négociations entre communautés irakiennes en vue de la formation du nouveau gouvernement au motif que l'Etat faillit dans sa mission de protection des concitoyens sunnites (contre les représailles chiites consécutives au dynamitage du mausolée saint chiite de Samarra le 22 février 2006), l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay **KHALILZAD, exhorte à nouveau les dirigeants politiques des différentes communautés ethno-confessionnelles à former un gouvernement d'union nationale.**

M. KHALILZAD qualifie la violente crise actuelle de "moment de danger" en même temps que d'"opportunité" à condition que les Irakiens prennent conscience de ce qu'une guerre civile de type identitaire est "une sorte de guerre terrible".

Au titre des opportunités, le maintien de l'ordre public confirme par exemple le rôle de direction que jouent désormais les forces de sécurité irakiennes (armée et police) avec l'appoint des forces de la *Multi-National Force -- Iraq*.

Tandis que le principal dirigeant politique chiite, le chef du Conseil Suprême pour la Révolution Islamique en Irak, Abdul-Aziz **AL-HAKIM, appelle à l'unité entre Sunnites et Chiïtes contre "les ennemis de l'Islam et des Irakiens" responsables de la destruction du mausolée d'Askariya le 22 février 2006** (à la fois le noyau dur des loyalistes du régime baathiste et les djihadistes étrangers ayant prêté allégeance au Jordanien Abou Moussab AL-ZARKAOUI), lesquels ne sauraient prétendre "représenter les Sunnites d'Irak", des affrontements se produisent dans la zone religieusement mixte de Saidaia (partie sud de Bagdad) entre membres de la milice chiite dite Armée du Madhi (créé et dirigée par le leader religieux Moqtada AL-SADR) et des insurgés sunnites.

20 personnes ont été tuées dans Bagdad et ses alentours au cours de la nuit du 23 au 24 février 2006, ce qui porte à plus de 200 le total des tués depuis le 22 février 2006 et l'exacerbation des tensions interconfessionnelles.

## 23 février

L'assistant adjoint du secrétaire d'Etat pour les affaires politiques et eurasiennes, Kurt **VOLKER, s'exprime à l'Université Howard sur l'importance actuelle de l'OTAN pour la sécurité**

**transatlantique** ([Kurt Volker, \*Transatlantic Security: The Importance of NATO Today\*, Remarks at Howard University's Model NATO Conference, Washington, DC, 23 février 2006](#)). M. VOLKER introduit l'OTAN comme une alliance à la fois "successful" (elle a contribué à rendre possible -- parce que sûr -- le développement politico-économique de l'Europe puis a mis un terme à la guerre froide) et s'élargissant (de 15 Etats membres lors de sa création en 1949 à 26 actuellement) puis souligne cinq de ses caractères importants:

1. sa transformation: la transformation des menaces a imposé celle de la nature des missions, de la zone d'intervention puis de l'organisation de l'OTAN qui n'est plus une alliance de défense collective "statique" mais une alliance de sécurité globale dynamique (26 Etats membres conduisent huit opérations militaires simultanées et entretiennent des partenariats avec 30 Etats eurasiatiques et 22 Etats moyen-orientaux)
2. sa valeur politique: l'organisation est le lieu du débat stratégique transatlantique
3. son caractère d'alliance à la fois politique et militaire: l'organisation est à la fois un outil militaire intégré et une communauté d'Etats partageant des valeurs (notamment la démocratie) et une éthique d'action
4. son élargissement: l'organisation est passée de 15 Etats membres en 1949 à 26 depuis 2004 et doit encore s'élargir à la faveur d'un processus d'élargissement perçu comme "en devenir" et ayant vocation à intégrer davantage d'Etats (M. VOLKER plaide pour décider lors du sommet de novembre 2006 des intégrations à finaliser d'ici le sommet de 2008)
5. et ses partenariats: l'organisation coopère avec les pays qui bordent ses frontières dans le cadre de trois partenariats regroupant au total 52 pays:
  - o le Partenariat pour la Paix, à destination des pays d'Europe centrale et orientale, d'Asie centrale et des Etats européens neutres
  - o le Dialogue Méditerranéen, à destination des Etats d'Afrique du Nord
  - o et l'Initiative de Coopération d'Istanbul, à destination des Etats du Moyen-Orient et du Golfe arabo-persique

L'analyste du Centre d'Etudes Asiatiques au sein de la *Heritage Foundation*, Dana R. DILLON, **qualifie le prochain voyage du président George W. BUSH en Inde puis au Pakistan d'"opportunité historique" pour la promotion régionale de la paix et du développement économique** ([Dana R. Dillon, \*President Bush's Challenge in South Asia\*, Washington, The Heritage Foundation, coll. "Backgrounder", n°1917, 23 février 2006, 8 p.](#)).

M. DILLON considère que la relation triangulaire américano-indo-pakistanaise ne constitue pas (en matière politique comme économique) un jeu à somme nulle mais au contraire une situation susceptible de bénéficier aux trois partenaires ("*win-win-win*"), notamment pour parvenir à la résolution pacifique du différend cachemirien (un "intérêt clef" américain), en relançant le processus de paix fort du cessez-le-feu tenu depuis novembre 2003, ou pour coordonner diverses politiques d'intérêt régional ("défis sécuritaires" afghan, népalais, birman et sri lankais).

En matière nucléaire, les Etats-Unis doivent selon lui réaffirmer leur préférence pour une adhésion au Traité de Non-Prolifération nucléaire tout en prenant acte des statuts de puissances nucléaires *de facto* des voisins indien et pakistanais.

Plus précisément, M. DILLON recommande au président George W. BUSH de promouvoir:

1. en Inde, les accords commerciaux ainsi que les coopérations en matière de nucléaire civil et de technologies spatiales
2. au Pakistan, le couple démocratie-droits de l'homme, les réformes économiques et la réduction univoque du terrorisme dans le sanctuaire taliban afghano-pakistanaise (notamment la province frontalière du Waziristan)

Le porte-parole adjoint du DoS, Adam ERELI, **publie un communiqué de presse par lequel les Etats-Unis condamnent "la détention et le harcèlement continus des citoyens biélorusses pour l'exercice de leurs droits civils et politiques"** dans le cadre de la campagne électorale de l'élection présidentielle du 19 mars 2006.

Les différentes actions répressives des autorités biélorusses font douter les Etats-Unis de leur volonté de se conformer aux standards internationaux pour l'organisation d'élections (notamment ceux de l'OSCE).

Menant les travaux d'une équipe de 11 parlementaires sur la situation post-électorale du Liberia, le leader démocrate de la Chambre des Représentants, Nancy **PELOSI, déclare vouloir soutenir l'effort de stabilisation du pays mené par la présidente Ellen JOHNSON-SIRLEAF** via une aide financière pour la reconstruction des infrastructures et la restauration de l'approvisionnement en électricité des concentrations urbaines.

**Le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE effectue un détour au Liban -- non inscrit à son agenda public-- entre les étapes saoudienne et des Emirats Arabes Unis** de sa tournée au Moyen-Orient (21-24 février 2006). En cours de déplacement, Mme RICE souligne la situation d'instabilité "potentielle" préoccupante du pays et déclare, tandis que son emploi du temps ignore le président "pro-syrien" Emile LAHOUD pour lui préférer le premier ministre "pro-libanais" Fouad SINIORA, que le Liban "a besoin d'une présidence qui regarde en avant, non en arrière, et défende la souveraineté libanaise" ([Condoleezza Rice, Briefing En Route Beirut, Lebanon, 23 février 2006](#)). La satisfaction de trois exigences doit selon elle favoriser la stabilisation du Liban:

1. le respect des obligations qui découlent de la résolution 1559 du CNSU (la contrepartie de la souveraineté libanaise réside principalement dans le démantèlement des milices et leur remplacement par une armée nationale)
2. la coopération politique des différents segments de la société libanaise
3. enfin, l'amélioration de la situation sécuritaire ainsi que l'accélération des réformes économiques

**Consécutivement aux explosions qui provoquèrent le 22 février 2006 l'effondrement du dôme du lieu saint d'Askariya** (la "mosquée dorée" contient les mausolées de deux imams chiites enterrés au 9ème siècle: Ali AL-HADI et Hassan AL-ASKARI) **à Samarra** (60 km au nord de Bagdad), **les condamnations et appels au calme quasi-unanimes n'empêchent pas l'accélération du rythme des représailles anti-sunnites.**

Certes, les condamnations et appels au calme sont majoritaires:

- le président George W. BUSH dénonce un crime "lâche" et "dépourvu de sens" constitutif d'un "affront à l'ensemble des croyants à travers le monde"
- le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE impute l'attentat au dirigeant de l'organisation al-Qaida en Irak, Abou Moussab AL-ZARKAOUI, dont l'agenda consiste précisément selon elle à provoquer une guerre dans la guerre (créer une guerre civile le long des failles ethno-confessionnelles)
- l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay KHALILZAD, dénonce avec le général George CASEY une "destruction terroriste" visant délibérément au déclenchement d'une guerre civile ethno-confessionnelle et constitutive d'un "crime contre l'humanité"
- le président irakien d'origine kurde Jala TALABANI condamne les projets des entrepreneurs qui cherchent à déclencher une guerre entre frères irakiens et appelle à la coopération face au péril commun de guerre civile
- le premier ministre irakien d'origine chiite Ibrahim AL-JAAFARI déclare trois journées de deuil en exhortant à l'unité de la foi islamique
- le leader religieux chiite Moqtada AL SADR demande aux Irakiens de faire preuve de responsabilité et de solidarité afin de ne pas sombrer dans la désunion
- le secrétaire général des Nations Unies Kofi ANNAN réprovoque une attaque destinée à exacerber les rivalités sectaires pour saper le processus de stabilisation irakien

Mais plusieurs autorités sunnites attribuent les attentats au couple Américains-Israéliens tout en critiquant les réactions chiites:

- le dirigeant suprême iranien, l'Ayatollah Ali KHAMENEI, impute ce crime "politique" aux agences de renseignement des "occupants" et des "sionistes"
- le président iranien Mahmoud AHMADINEJAD reproche aux "sionistes" et aux "occupants" des "actes haineux"
- enfin, le porte-parole de l'Association (sunnite) des Religieux Musulmans, le cheik Abdul Salam AL-QUBAIS, dénigre le leader religieux chiite Moqtada AL-SADR pour avoir mobilisé en vue de l'action collective violente

En dépit des recommandations d'apaisement, l'accélération du rythme des représailles anti-sunnites menace la reprise des négociations entre Chiites et Sunnites pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Principale coalition sunnite, le Front de la Concorde Nationale boycotte ainsi les réunions d'urgence des dirigeants nationaux que tient le président d'origine Jalal TALABANI). Le bilan des attaques *ad hominem* et contre des mosquées sunnites s'élève à plus de 130 tués en moins de 36 heures:

- 18 personnes sont tuées (dont deux religieux sunnites) dans les zones rurales
- 12 détenus sunnites sont extraits de leurs cellules puis exécutés à Basra
- trois reporters de la chaîne satellitaire *al-Arabiya* sont kidnappés à Samarra puis exécutés
- les corps de 40 civils sommairement exécutés sont découverts dans les alentours de la capitale: 14 à Kasraw Atash (nord de Bagdad), 12 à Nahrwan (nord-est), huit à Rustumiya (est) et six à Taji (nord)
- les corps de 47 travailleurs sommairement exécutés sont découverts dans le nord-est de Bagdad (à nouveau Nahrwan)
- enfin, sept soldats américains sont tués par les explosions de deux *Improvised Explosive Devices* (IEDs) à Hawija et Balad

Le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD confirme par écrit le discours intitulé "*New Realities in the Media Age*" qu'il a tenu le 17 février 2006 au *Council on Foreign Relations* ([Donald H. Rumsfeld, "War in the Information Age", Los Angeles Times, 23 février 2006](#)): parce que les départements américains (notamment le DoD et le DoS), les medias et globalement la société américaine n'ont pas su s'adapter au nouvel environnement médiatique et numérique pour assurer la pertinence informationnelle des Etats-Unis, M. RUMSFELD considère que les organisations extrémistes islamiques ont pu adroitement -- *via* les nouvelles technologies de l'information et de la communication -- polluer et manipuler les perceptions de ce que *sont* et de ce que *font* l'Occident en général et les Etats-Unis en particulier au sein de l'opinion publique musulmane.

Dans une guerre idéologique consistant à livrer une bataille des idées sur le front de l'information, une guerre des opinions publiques (irakienne, américaine, arabe, occidentale, musulmane et internationale) dont le centre de gravité réside dans la mobilisation des soutiens ("gagner les coeurs et les esprits"), les perceptions emportent effectivement des conséquences. Notamment parce qu'elles érodent ou renforcent le soutien du public à une confrontation qui reste un "test de volontés".

Or, le secrétaire à la Défense regrette que la majorité des medias -- y compris occidentaux et américains -- soient "extrêmement hostiles à l'Occident". Conscient par ailleurs de l'existence d'un décalage entre les cycles de l'information et de la décision politique, de ce que le vide informationnel est rapidement comblé par la propagande de l'ennemi, M. RUMSFELD souligne que le rythme inadéquat de la communication des bureaucraties américaines (une communication "réactive" plutôt que "proactive" dont le rythme est 8 h par jour/5 jours par semaine) constitue une "déficience dangereuse inacceptable" et nécessite des adaptations tant doctrinales qu'organisationnelles.

La société britannique **Aegis publie son rapport annuel sur l'évaluation du risque terroriste pour les gouvernements et les entreprises**. Quatre prévisions pour l'année 2006 méritent d'être soulignées:

1. d'abord, la direction traditionnelle d'al-Qaida se trouverait dans une situation incapacitante précédant vraisemblablement l'arrestation ou la mort en 2006 d'au moins l'un des deux premiers numéros du réseau terroriste (le Saoudien Oussama BEN LADEN ou l'Egyptien Ayman AL-ZAWAHIRI); la politisation de l'agenda de l'organisation ouvrirait par ailleurs la possibilité de futures négociations avec la prochaine direction
2. ensuite, une attaque terroriste conventionnelle (pas d'emploi d'ADM) frapperait probablement l'Europe, les cibles privilégiées étant la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne puis la France et le Benelux
3. puis, la situation irakienne ne serait pas aussi dégradée que ne le laisse penser l'image réfléchiée par les medias: non seulement le risque de guerre civile ethno-confessionnelle devrait être écarté mais encore l'insurrection s'aliènerait le soutien de la population irakienne à la faveur du processus politique entamé en 2005 (qui mobilise les Irakiens chiïtes comme sunnites -- donc isole voire asphyxie -- les insurgés), ce que trahit la régression interne du mouvement insurgé (criminalisation et extranéité croissantes)
4. enfin, la politique de puissance iranienne serait une politique "au bord du gouffre" devant déboucher sur la renonciation par l'Iran à ses prétentions nucléaires (une fois acquis le droit d'utiliser de l'uranium enrichi à -- et fourni par -- l'étranger ainsi que des compensations substantielles) afin d'éviter des sanctions économiques ou une action militaire

## **22 février**

Au cours de la conférence presse tenue à Riyad en Arabie Saoudite par le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE et son homologue saoudien Saud al-Faysal bin Abd al-Aziz AL SAUD ([Condoleezza Rice, Remarks With Saudi Foreign Minister Saud al-Faysal bin Abd al-Aziz Al Saud After Meeting, Riyad, Arabie Saoudite, 22 février 2006](#)), **le ministre saoudien des Affaires étrangères confirme l'engagement du royaume en faveur du processus de paix israélo-palestinien mais dénonce les sanctions économiques prises par Israël (fin de la rétrocession des 50 md\$ dus à l'Autorité Palestinienne au titre des droits de douanes) et recommande le respect de la libre volonté du peuple palestinien sans préjuger de la posture finale du Hamas.**

Le directeur du Centre d'Etudes Asiatiques au sein de la *Heritage Foundation*, Peter **BROOKES**, considère que **l'influence croissante de la République Populaire de Chine (RPC) en Afrique a pour principal effet de soutenir la "répression" politique et économique** contre les "influences libéralisantes" des traditionnels partenaires européens et américains de l'Afrique ([Peter Brookes, Ji Hye Shin, China's Influence in Africa: Implications for the United States, Washington, The Heritage Foundation, coll. "Backgrounder", n° 1916, 22 février 2006, 9 p.](#)).

En visant à sécuriser ses approvisionnements en ressources naturelles ainsi qu'en énergie, à accroître son influence politico-économique aux dépens de celle occidentale et à isoler Taiwan des Etats africains reconnaissant l'île rebelle, la démarche de la RPC revient effectivement à soutenir des régimes répressifs (régime soudanais, zimbabwéen, etc.), à retarder -- voire geler -- le développement économique et à exacerber les différents conflits (souvent tout à la fois socioéconomiques, partisans et identitaires) existants.

Immédiatement après le passage du chef du bureau politique du *Hamas* en tournée au sein des Etats musulmans afin de lever des fonds en faveur de l'Autorité Palestinienne (AP), le secrétaire du Conseil Suprême pour la Sécurité Nationale de l'Iran, Ali **LARIJANI**, **annonce que le gouvernement iranien aidera financièrement le gouvernement de l'AP dominé par le Hamas afin de "résister à la cruauté de l'Amérique".**

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE** **confirme lors d'une interview à la télévision égyptienne les postures diplomatiques américaines sur les dossiers du nucléaire iranien et du**



**gouvernement de l'Autorité Palestinienne** -- AP ([Condoleezza Rice, Interview on Egyptian Television With Mervat Mohsen, Cairo, Egypt, 22 février 2006](#)):

Premièrement, quant à la problématique nucléaire iranienne, Mme RICE rappelle que l'Iran -- un Etat qui selon elle recherche l'arme nucléaire "sous couvert" de programme civil, parraine le terrorisme et encourage au rejet de la paix avec Israël -- doit simplement se conformer aux exigences de la communauté internationale, avec toutefois comme circonstance aggravante de lui avoir auparavant dissimulé le développement d'un programme nucléaire militaire, partant de ne plus bénéficier de sa confiance.

A une question sur le double-standard américain en matière de nucléarisation du Moyen-Orient (Israël est une puissance nucléaire officieuse), le secrétaire d'Etat admet que la démocratisation de la région pourrait amorcer sa dénucléarisation.

Deuxièmement, quant à la problématique du gouvernement de l'AP, Mme RICE rappelle que le choix qui s'impose à l'"organisation terroriste" du *Hamas* revient à assumer -- ou non -- les responsabilités inhérentes à l'exercice du pouvoir, lesquelles commandent selon elle la reconnaissance de l'Etat d'Israël, la renonciation à la violence terroriste et l'acceptation des accords de paix antérieurs.

A une question sur le double-standard américain en matière de démocratisation, le secrétaire d'Etat réplique que les Etats-Unis restent prioritairement attachés au principe démocratique quelque soit leur mécontentement au regard du résultat de certains scrutins, mais précise immédiatement que ce même principe démocratique induit de "gouverner démocratiquement" -- *i.e.* satisfaire la triple conditionnalité (*supra*) qui doit présider à la reconnaissance du *Hamas* comme interlocuteur valable.

Lors d'un discours à l'*Asia Society* précédant d'une semaine son voyage dans cette "région vitale" (Inde puis Pakistan), le président George W. **BUSH souligne les coopérations des Etats-Unis avec l'Inde et le Pakistan dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, de la promotion de la démocratie, de la libéralisation équitable du commerce et de l'approvisionnement énergétique** ([George W. Bush, President Addresses Asia Society, Discusses India and Pakistan, Mandarin Oriental Hotel, Washington, D.C., 22 février 2006](#)).

Premièrement, la relation bilatérale américano-indienne: le président George W. BUSH exhorte l'Inde à séparer de manière "crédible" et "transparente" ses programmes nucléaires civil et militaire afin de faciliter la coopération nucléaire civile américano-indienne (*Global Nuclear Energy Partnership*).

Prévue dans le cadre du Partenariat Stratégique Global signé (accord de principe) par le président américain George W. BUSH et le premier ministre indien Manmohan SINGH le 18 juillet 2005, la coopération nucléaire civile entre les Etats-Unis et l'Inde consiste principalement en la fourniture par les premiers à la seconde de réacteurs nucléaires civils (ainsi que le combustible et les transferts de technologie nucléaire qui s'y rattachent) en contrepartie de la soumission du programme nucléaire civil indien aux normes et contrôles internationaux. La condition de l'accord est donc pour le récipiendaire la séparation entre ses programmes nucléaires militaires et civils afin que les seconds puissent -- contrairement aux premiers -- être régis par le droit international et faire l'objet d'inspections internationales.

Or, un point bloquant a jusqu'à présent résidé dans le nombre de sites auxquels serait appliqué le régime juridique civil des inspections internationales. C'est pourquoi le sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires politiques (en l'espèce négociateur en chef), Nicholas BURNS, est dépêché en Inde pendant quatre jours en vue de négocier *in extremis* -- avant l'arrivée de M. BUSH -- la finalisation de l'accord de coopération nucléaire.

Le Partenariat Stratégique Global prévoit avec l'Inde -- outre la coopération énergétique dans les secteurs du nucléaire, du pétrole et de l'électricité (*Advanced Energy Initiative*) -- des coopérations en matière de lutte contre le terrorisme, de promotion de la démocratie, de libéralisation "équitable" du commerce et de protection de l'environnement.

Deuxièmement, la relation bilatérale américano-pakistanaise: le président George W. BUSH souligne les coopérations dans la lutte contre le terrorisme, la libéralisation du commerce et des échanges ainsi que le développement des "opportunités" d'éducation.

M. BUSH insiste cependant sur la promotion de la démocratie au Pakistan (notamment sa démilitarisation) comme vecteur de la réduction du radicalisme terroriste et rappelle -- relativement aux protestations contre les caricatures du prophète Mahomet -- que la liberté de manifester son mécontentement doit s'arrêter là où commence la subversion de l'ordre public.

Il met enfin en exergue les améliorations continues de la relation bilatérale indo-pakistanaise (après les trois guerres de 1947-48, 1965 puis 1971 et la crise nucléaire de 1998-99).

Balançant -- en compagnie d'un groupe de militants égyptiens en faveur de la démocratie et des droits de l'homme -- les "revers" (le déroulement des élections présidentielle puis parlementaires à l'automne 2005 et l'emprisonnement de l'opposant politique Ayman NOUR) et les "progrès" (la tenue d'élections a favorisé l'émergence de programmes -- donc de promesses -- destinés à mobiliser le consentement des gouvernés) de l'année 2005, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE assure que les Etats-Unis continueront d'exercer une pression sur le gouvernement égyptien pour qu'il tienne ses promesses de réforme politique.**

Mme RICE est cependant critiquée par son auditoire pour avoir refusé de rencontrer certains des 88 députés représentant désormais la Confrérie des Frères Musulmans au parlement égyptien.

Parce que la conflictualité est de plus en plus déterminée par l'insécurité intra-étatique plutôt qu'inter-étatique (la violence sociale et terroriste des Etats faillis connaissant une panne de souveraineté), et même s'il approuve les initiatives de "diplomatie transformationnelle" du secrétaire d'Etat Condoleezza RICE ainsi que la création de l' *Office of the Coordinator for Reconstruction and Stabilization*, le chroniqueur du *Los Angeles Times* Max **BOOT recommande de renforcer -- via leur autonomisation -- les capacités américaines en matière de diplomatie publique et de nation-building** ([Max Boot, "Diplomacy for the real world", \*Los Angeles Times\*, 22 février 2006](#)):

1. pour la diplomatie publique, réouvrir hors du DoS l'*U.S. Information Agency* (l'USIA est intégrée au DoS depuis 1999)
2. pour le *nation-building*, créer sur la base de l'*U.S. Agency for International Development* (USAID) un nouveau département exclusivement consacré à la "construction de nation"
3. enfin, M. BOOT préconise de réduire le fossé entre les budgets du DoS (35,1 Md\$ pour l'année fiscale 2007, y compris l'aide étrangère) et du DoD (439,3 Md\$ pour l'année fiscale 2007, non compris les financements supplémentaires)

Le président taiwanais Chen **SHUI-BIAN ignore la demande des Etats-Unis de maintenir le Conseil de l'Unification Nationale** (créé en 1990) **et les Orientations de l'Unification Nationale au motif que ces "produits absurdes d'une période absurde" violent la souveraineté de Taiwan.**

Tandis que l'agence de presse officielle chinoise, *Xinhua News*, rapporte les propos d'un responsable chinois qualifiant ces "activités des séparatistes de Taiwan" de "signes dangereux d'escalade", les Etats-Unis se trouvent à nouveau pris en porte-à-faux entre leur reconnaissance de Pékin comme unique gouvernement légal ("*one-China policy*" depuis 1979) et leur engagement à défendre l'île rebelle séparatiste contre toute action militaire du premier.

## **21 février**

La représentante de l'organisation américaine de juristes *Human Rights First*, Deborah **PEARLSTEIN, déclare sur la chaîne BBC que 98 détenus sont morts dans les prisons américaines situées en Afghanistan et en Irak depuis août 2002:**

- 34 des 98 décès sont qualifiés de "suspects" ou d'"homicides" (délibérés ou involontaires)
- 12 des 98 décès ont été causés par la torture

S'il partage l'objectif du *Quadrennial Defense Review Report* publié par le DoD de couvrir par un jeu capacitaire flexible (grâce notamment à l'augmentation des effectifs des *Special Operations Forces*) l'ensemble des spectres de la menace (de l'acteur non-conventionnel anti-étatique à l'acteur conventionnel hyper-étatique en insistant sur le traitement des menaces asymétriques) et de la conflictualité (de la guerre non-conventionnelle de basse intensité à la guerre conventionnelle de haute intensité en insistant sur les stratégies non-conventionnelles), le correspondant de l'*Atlantic Monthly* Robert D. KAPLAN souligne le défaut de services inter-agences efficaces au sein du DoS -- capables de jeter un pont entre (et d'intégrer) les pans militaire et civil de la "longue guerre" (d'autant plus "longue" qu'elle est de faible intensité: contre-terrorisme, guérilla, insurrection, opération de stabilité et de soutien) qui mobilisera les forces armées américaines au cours des 20 prochaines années ([Robert D. Kaplan, "Go in early, go in light, go with civilians", \*The New York Times\*, 21 février 2006](#)).

Le fait que les forces armées américaines mobilisées en Irak aient épuisé le champ des remèdes militaires à l'insurrection irakienne sans que la situation sécuritaire, politique et économique se soit pour autant améliorée ni que la relève des autorités civiles ne soit mise en place pour le *nation-building* trahit selon lui ce manque.

Le secrétaire à la Défense, Donald H. RUMSFELD, et le président du comité des chefs d'états-majors, le général Peter PACE ([Donald H. Rumsfeld, Peter Pace, \*DoD News Briefing with Secretary Rumsfeld and Gen. Pace, Washington, D.C., 21 février 2006\*](#)), rappellent que la stratégie politico-militaire des Etats-Unis pour remporter la *Global War on Terrorism* s'inscrit à la fois dans le moyen (réduire les capacités non-conventionnelles ennemies pour remporter la victoire militaire) et le long terme (mobiliser idéologiquement les opinions publiques -- irakienne, américaine, arabe, occidentale et internationale -- pour remporter la bataille des idées). C'est pourquoi, à l'autre extrémité du spectre des opérations conduites par les forces armées américaines, la diplomatie de l'humanitaire (*earthquake diplomacy*) telle que menée au Pakistan (après-tremblement de terre du 8 octobre 2005) ou aux Philippines (glissement de terrain du 18 février 2006) par les unités M.A.S.H. (*Mobil Army Surgical Hospital*) importe autant, selon eux, que la conduite des opérations de contre-terrorisme ou de contre-insurrection en démontrant "la profondeur de la compassion et de la générosité de l'Amérique", *i.e.* en appréciant l'image des États-Unis.

Le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE aborde les principaux thèmes de sa tournée au Moyen-Orient (21-24 février 2006: Hamas, Iran, démocratisation et Darfour) à l'occasion d'un premier discours au Caire ([Condoleezza Rice, \*Remarks With Egyptian Foreign Minister Ahmed Ali About Gheit After Meeting, Cairo, Egypt, 21 février 2006\*](#)):

1. la problématique du gouvernement de l'Autorité Palestinienne dominé par le Hamas: Mme RICE rappelle que la communauté internationale conditionne la reconnaissance du Hamas comme interlocuteur politique valable -- partant l'aide autre qu'humanitaire:
  - o à sa reconnaissance du droit de l'Etat d'Israël à exister
  - o à sa renonciation à la violence terroriste (y compris le démantèlement des milices)
  - o à son respect des accords de paix israélo-palestiniens signés
2. la problématique nucléaire iranienne: le secrétaire d'Etat exhorte la communauté internationale à demeurer unie pour que l'Iran adopte une posture "raisonnable" dans le développement de l'énergie nucléaire civile et rappelle que, si les Etats-Unis sont engagés sur la voie diplomatique, le président n'en conserve pas moins une option militaire
3. l'agenda du président George W. BUSH pour la liberté (discours d'investiture du 20 janvier 2005), notamment au Moyen-Orient: Mme RICE s'adresse à l'Egypte comme à "un ami" en formulant le voeu d'un développement politique dans le sens de la réforme après avoir contrebalancé les progrès (d'un côté un président "qui a recherché le consentement des gouvernés": la tenue d'élections a favorisé l'émergence de programmes -- donc de promesses

-- destinés à mobiliser le consentement des gouvernés) et les "revers" (le déroulement des élections présidentielle puis parlementaires à l'automne 2005 et l'emprisonnement de l'opposant politique Ayman NOUR) de l'année 2005

4. la participation de l'OTAN à une opération de maintien de la paix de l'ONU dans la province soudanaise du Darfour: le secrétaire d'Etat confirme que l'OTAN est susceptible -- en tant que seule organisation internationale à vocation militaire dotée des capacités matérielles requises -- d'appuyer une force mobile des Nations Unies déployée au Darfour

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Ali Aboul GHEIT, maintient de son côté la position égyptienne sur le dossier du *Hamas*: la conditionnalité de sa reconnaissance doit lui laisser le temps de se conformer -- sans préjuger de cette adaptation -- à ce que la communauté internationale attend désormais de lui en tant que parti de gouvernement et parti parlementaire majoritaire.

Le chef du bureau politique du *Hamas* (basé à Damas en Syrie) Khaled **MESHAAL** **déclare au cours d'une visite en Iran que l'Autorité Palestinienne ne s'inclinera pas devant la pression conjuguée des Etats-Unis, d'Israël et de l'Europe** mais au contraire continuera:

- de résister "aussi longtemps que l'occupation et les agressions se poursuivent"
- de nier l'existence de l'Etat d'Israël quel qu'en soit le coût

**Un attentat à la voiture piégée tue 23 personnes** et en blesse 28 dans un quartier mixte (chiito-sunnite) au sud de Bagdad (Dora). Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier depuis l'explosion d'un bus municipal le 8 décembre 2005 (31 tués).

L'attaque se produit le jour du transfert de la responsabilité du maintien de l'ordre public dans le centre de Bagdad des forces militaires américaines aux forces de sécurité irakiennes, sous le commandement d'un colonel sunnite soutenu par les Etats-Unis, Mohammed Wasi TAHA.

Le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE entame une tournée au Moyen-Orient** (21-24 février 2006: Egypte, Arabie Saoudite et Emirats Arabes Unis) au cours de laquelle elle abordera quatre principaux thèmes avec les alliés arabes des Etats-Unis:

1. l'Agenda de la Liberté pour le Moyen-Orient promu par le président George W. BUSH
2. les conditions de la reconnaissance du *Hamas* comme interlocuteur valable
3. le "défi stratégique" que représente le régime iranien pour la communauté internationale
4. et la coopération régionale au sein d'un espace encore morcellé sur le plan politique

Toutefois, outre la traditionnelle réticence à soutenir sans retenue les initiatives américaines pour le Moyen-Orient, Mme RICE rencontre des résistances particulières de la part des alliés arabes sur les dossiers palestinien et iranien:

1. réticence à infléchir une politique de soutien à l'Autorité Palestinienne (AP) qui incarne souvent depuis une vingtaine d'années une cause de mobilisation nationale
2. réticence à créer en Iran un quatrième foyer de déstabilisation au Moyen-Orient (après l'Irak, la Palestine et le couple Liban-Syrie)

La problématique du soutien à l'AP est d'autant plus difficile qu'il s'agit de modeler les réactions de la communauté internationale à une élection considérée comme libre et transparente. Elle se pose avec d'autant plus d'acuité pour les pays occidentaux que l'existence d'alternatives au financement occidental (une aide financière en provenance de certains organisations arabes et/ou musulmanes: la proposition du premier ministre malais Abdullah Ahmad BADAWI auprès des 57 Etats membres de l'Organisation de la Conférence Islamique, la discussion en cours de la Ligue Arabe ou encore le lancement d'une campagne de donation par la confrérie des Frères Musulmans implantée dans 86 pays) sape leur puissance de négociation, partant leur marge de manoeuvre.

Le secrétaire d'Etat s'était entretenu le 20 février 2006 avec les autres membres du Quartet (Fédération de Russie, Union européenne et Nations Unies) de la situation des Territoires Palestiniens après la première session du Conseil Législatif Palestinien dominé par le *Hamas* (ou Mouvement de la Résistance Islamique) le 18 février 2006.

**Le DoS** (l'Office pour la promotion des Droits de l'homme et de la Démocratie, lequel dépend du Bureau de la Démocratie, des Droits de l'homme et du travail) **lance auprès des organisations de six pays du Moyen-Orient "géostratégiquement importants pour les Etats-Unis" un concours pour des projets promouvant la démocratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit** ([Department of State, Call for Statements of Interest - Egypt, Saudi Arabia, West Bank/Gaza, Lebanon, Jordan, and Syria. Public Notice, 21 février 2006](#)). Les exigences spécifiées sont:

1. pour l'Egypte, la promotion du système politique multipartite, de la tolérance et de la liberté religieuses, de l'indépendance judiciaire et de la société civile
2. pour l'Arabie Saoudite, la promotion des pratiques démocratiques, de la tolérance religieuse, des droits de l'homme et du travail, de la transparence, des procédures de contrôle de la corruption et de la participation civile et politique des femmes
3. pour le Liban, la promotion de l'indépendance judiciaire, de l'Etat de droit, de la réforme politique et de l'indépendance des medias
4. pour la Cisjordanie et la Bande de Gaza, la démocratisation des partis politiques, la promotion de la coopération interreligieuse ainsi que de la société civile et la réduction de la corruption
5. pour la Jordanie, la promotion de la réforme du code électoral, du développement politique, de la société civile (notamment les mouvements pour les droits civils des femmes) et de l'indépendance du journalisme
6. et pour la Syrie, la promotion des forces démocratiques, de l'indépendance des medias, des droits de l'homme et de la société civile

Réagissant à la conférence de presse de l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay KHALILZAD, qui menaça les dirigeants politiques irakiens du retrait du soutien américain en cas d'échec à former un gouvernement d'union nationale (20 février 2006), le premier ministre irakien Ibrahim **AL-JAAFARI déclare que l'Irak n'acceptera aucune interférence dans ses affaires intérieures** et reste le mieux placé pour déterminer son intérêt national.

Le commandant des forces américaines mobilisées en Irak, le lieutenant-général Karl **EIKENBERRY, déclare anticiper une augmentation de l'activité insurgée taliban dans les prochains mois** destinée à saper la résolution des Afghans comme des forces multinationales et à entraver le passage de relais de la responsabilité de la zone sud de l'*Opération Enduring Freedom* (mission de contre-terrorisme) à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (mission de stabilisation et de reconstruction), lequel doit s'accompagner du redéploiement des troupes américaines dans l'espace frontalier afghano-pakistanaï réputé sanctuaire de l'insurrection taliban.

Après celui de la ville de Basra contre les troupes britanniques, le gouverneur de la province irakienne de Kerbala (110 km au sud de Bagdad), Aqil **AL-KHAZALI, annonce qu'il a suspendu toute coopération avec les forces américaines mobilisées dans sa province** au motif d'une fouille "insultante" (à l'aide de chiens) -- "routinière" selon l'ambassade américaine en Irak -- dans les locaux de la municipalité.

L'ancien assistant adjoint du secrétaire d'Etat pour les Affaires européennes de 1997 à 2000 et actuel directeur exécutif du *German Marshall Fund Transatlantic Center*, Ronald D. **ASMUS, envisage les conséquences pour l'OTAN de l'hypothèse dans laquelle la communauté internationale privilégierait l'engagement dans une politique à long terme de confinement de l'Iran plutôt que des frappes aériennes contre les installations nucléaires iraniennes**, ([Ronald D. Asmus, "Contain Iran: Admit Israel to NATO", The Washington Post, 21 février 2006](#)). Il en relève trois principales:

1. le recentrage de l'OTAN sur sa mission traditionnelle de défense collective de ses Etats membres via la réactivation d'une doctrine de dissuasion nucléaire



2. l'accélération du débat sur un système de défense anti-missiles régional (réorientation du bouclier anti-missiles)
3. intensifier la relation de défense entre l'OTAN et Israël, soit par son adhésion, soit par un partenariat stratégique et opérationnel renforcé

Tandis que le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE entame une tournée au Moyen-Orient (20-24 février 2006), le journaliste du *Christian Science Monitor* Howard **LaFRANCHI souligne le caractère déterminant que représente la gestion du dossier palestinien pour l'image -- partant la marge de manoeuvre -- de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient** ([Howard LaFranchi, "US dilemma: dealing with Hamas", \*The Christian Science Monitor\*, 21 février 2006](#)).

Au moment où la Fédération de Russie et la Turquie adoptent des positions conciliantes avec le nouveau parti majoritaire au Conseil Législatif Palestinien (elles ne qualifient pas le *Hamas* d'organisation terroriste), le principal objectif de Mme RICE est la consolidation d'une position unie et ferme de la communauté internationale pour l'acceptation conditionnée du *Hamas* comme interlocuteur valable. Cette conditionnalité est triple, que le Hamas:

1. reconnaisse (le droit à) l'existence de l'Etat d'Israël
2. renonce à la violence armée et démantèle les milices
3. respecte les accords de paix israélo-palestiniens déjà signés

Mais les sanctions économiques qu'envisagent les Etats-Unis pour contraindre le futur gouvernement à infléchir sa politique portent en germe trois risques:

1. s'aliéner une population palestinienne première victime des mesures réputées ne cibler que le seul *Hamas*
2. saper à la fois la légitimité du président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud ABBAS et celle du parti présidentiel du *Fatah*
3. enfin, apparaître en compagnie d'Israël comme une source de déstabilisation régionale

Or, l'issue de cette problématique déterminera:

1. à court terme, l'agenda présidentiel pour la liberté (notamment l'objectif de démocratisation du Moyen-Orient si le radicalisme islamique sort renforcé de la crise dans la région)
2. à moyen-terme, la situation irakienne et la perception du rôle global des Etats-Unis dans la région du Moyen-Orient

## **20 février**

Répliquant au discours du secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD (*New Realities in the Media Age: A Conversation with Donald Rumsfeld*, Council on Foreign Relations, 17 février 2006), l'organisation porte-parole d'al-Qaida, le **Front Global des Medias Islamiques** (*Global Islamic Media Front*), **déclare que le djihad médiatique (ou de l'information) supplante les projets de riposte de l'armée américaine par sa diligence et son efficacité.**

A l'occasion d'une tournée dans différents Etats américains au cours de laquelle il doit réitérer la promotion de ce thème et au moment où l'insécurité des approvisionnements au Nigeria (activité rebelle) illustre la volatilité du marché énergétique, le président George W. **BUSH réaffirme son engagement pour réduire la dépendance énergétique -- pétrolière -- des Etats-Unis** à l'égard de pays étrangers dont les gouvernements -- "instables" ou nourrissant des "différences fondamentales" avec les Américains -- sont susceptibles de "prendre en otage" leurs clients ([George W. Bush, \*President Discusses Advanced Energy Initiative in Milwaukee, Johnson Controls Building Efficiency Business, Milwaukee, Wisconsin, 20 février 2006\*](#)).

Pour atteindre l'objectif d'une diminution de 75% des importations de pétrole en provenance du Moyen-Orient d'ici 2025, les Etats-Unis doivent principalement:

1. préserver leur avance technologique par l'augmentation des dépenses de:
  1. recherche-développement
  2. formation

2. et inciter à l'utilisation de sources d'énergie alternative par:
  1. la réduction d'impôts et l'investissement direct ...
  2. ... devant bénéficier à la fois aux entreprises productrices de sources d'énergie alternatives (ethanol, hydrogène, énergie solaire et technologies hybrides -- essence/électricité ou essence/énergie solaire) et aux clients consommateurs

A l'occasion d'une conférence de presse, l'ambassadeur américain en Irak, Zalmay **KHALILZAD menace les leaders politiques irakiens du retrait du soutien américain en cas d'échec à former un gouvernement d'union nationale et accuse l'Iran de jouer un "rôle négatif" en Irak.**

Premièrement, M. KHALILZAD exhorte les dirigeants politiques irakiens au compromis en les avertissant que les Etats-Unis ne sauraient investir leurs ressources matérielles et humaines en faveur d'institutions gouvernementales conduites selon des logiques communautaires sapant à la fois l'effort contre-insurrectionnel (réduire les djihadistes étrangers mais intégrer les insurgés irakiens n'appartenant pas au noyau dur des loyalistes du régime baathiste) et le projet de retrait à court-moyen terme des troupes américaines mobilisées en Irak.

Cet impératif de désethnicisation/sécularisation des institutions s'appliquera prioritairement aux ministères irakiens de la Défense et de l'Intérieur dont les ministres responsables devront être "largement acceptables", "non-communautaires" et dépourvus de liens avec les milices.

Deuxièmement, soulignant une récente "interférence" iranienne (l'appel par le ministre iranien des Affaires étrangères au retrait des troupes britanniques mobilisées dans le sud irakien à Basra), M. KHALILZAD accuse l'Iran de jouer un "rôle négatif" en Irak:

1. en coopérant avec certaines milices irakiennes
2. et en procurant -- "directement et indirectement" -- à la fois l'entraînement et l'armement à certains groupes insurgés

Présent en tant qu'observateur du *National Democratic Institute* lors des élections législatives palestiniennes du 25 janvier 2006, l'ancien président Jimmy **CARTER s'oppose aux sanctions "contreproductives" ayant pour cible le Hamas mais dont la principale victime reste la population palestinienne** et qui auront selon lui pour effets non voulus de renforcer (et radicaliser) le *Hamas* sur les scènes palestinienne et internationale ([Jimmy Carter, "Don't Punish the Palestinians", \*The Washington Post\*, 20 février 2006](#)).

D'abord, le résultat des élections législatives du 25 janvier 2006 ne saurait affecter un processus de paix israélo-palestinien *de facto* inexistant depuis le déclenchement de la seconde *Intifada* en septembre 2000.

Ensuite, le président de l'AP Mahmoud ABBAS conserve un important pouvoir de négociation en faveur de la résolution du conflit israélo-palestinien:

1. il dispose de prérogatives effectives en tant que président de l'Autorité Palestinienne (AP):
  - o initiative législative
  - o veto législatif (le Conseil Législatif Palestinien -- CLP -- a le dernier mot avec 88/132 votes)
  - o nomination et révocation du premier ministre
  - o droit de légiférer par "décrets-lois"
  - o déclaration de l'état d'urgence
  - o commandement en chef de la Force de Sécurité Nationale et du renseignement palestinien
2. il bénéficie d'une autorité charismatique en tant que "dirigeant incontesté" de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et non pas du gouvernement incluant le *Hamas*
3. il fait face aux seuls 65 des 74 membres du *Hamas* élus physiquement présents au CLP (neuf restent détenus dans les prisons israéliennes)

Alors que l'Etat d'Israël a décidé le 19 février 2006 premièrement de ne plus verser à l'AP 50 md\$ mensuels principalement perçus au titre des droits de douanes, deuxièmement de restreindre la liberté de circulation des membres du Conseil Législatif Palestinien (CLP) entre la Bande de Gaza

et la Cisjordanie, tandis que les Etats-Unis s'appêtent à geler les financements du nouveau gouvernement de l'AP, M. CARTER exhorte les deux protagonistes de la crise à éviter tout "collusion formelle" perturbatrice de la formation du nouveau gouvernement pour jouer un "rôle positif". L'ancien président recommande:

1. de soutenir le président ABBAS afin de préserver son pouvoir positif de négociation
2. de continuer à verser les financements qui reviennent de droit à l'AP
3. de maintenir indirectement l'aide humanitaire aux Palestiniens *via* les canaux des Nations Unies et des ONG
4. et d'encourager les Etats tiers (Fédération de Russie, Egypte, etc.) à exercer une influence modératrice sur le *Hamas*

**Un site djihadiste diffuse l'intégralité des récents enregistrements des numéros un et deux d'al-Qaida, Oussama BEN LADEN et Ayman AL-ZAWAHIRI, réalisés par l'entreprise de production d'al-Qaida (*al-Sahab*) puis diffusés par la chaîne panarabe *al-Jazeera* respectivement les 19 et 30 janvier 2006.**

Premièrement, la cassette audio d'Oussama BEN LADEN (dont des extraits avaient été diffusés par la chaîne satellitaire panarabe *al-Jazeera* le 19 janvier 2006) dans laquelle le leader d'al-Qaida annonce que des opérations contre les Etats-Unis sont "en cours de préparation")

Ce message visait alors à démentir les conjectures des analystes sur la direction et la santé de M. BEN LADEN après qu'aucun propos n'ait été diffusé depuis le 27 décembre 2004 (seul s'était exprimé le numéro deux d'al-Qaida, Ayman AL-ZAWAHIRI, les 10 février, 20 février, 17 juin, 4 août, 19 septembre, 23 octobre et 24 décembre 2005 ainsi que le 6 janvier 2006). Il visait peut-être aussi à raffermir un leadership souvent occulté (notamment dans la conduite des opérations) par l'action médiatique d'Abou Moussab AL-ZARKAOUI en Irak.

Le dirigeant d'al-Qaida compare les caractères "criminel" et "barbare" des tactiques de l'armée américaine à celles employées par l'ancien président irakien Saddam HUSSEIN, rappelle que l'Irak est devenu non seulement un sanctuaire attractif propice au recrutement de forces djihadistes "qualifiées" mais encore un pas de tir pour de nouvelles attaques n'ayant pas vocation à être confinées à son seul territoire.

Deuxièmement, la videocassette d'Ayman AL-ZAWAHIRI (dont des extraits avaient été diffusés par la chaîne satellitaire panarabe *al-Jazeera* le 30 janvier 2006) dans laquelle (après le message relativement conciliant d'Oussama BEN LADEN diffusé le 19 janvier 2006) l'idéologue d'origine égyptienne apparaît menaçant: M. ZAWAHIRI multiplie effectivement les imprécations contre les Etats-Unis et avertit l'opinion publique américaine que son président -- le "boucher de Washington" --, dont la politique irakienne est selon lui un échec, n'apportera que "catastrophes et tragédies". De qualité professionnelle, cette videocassette a été réalisée après le 13 janvier 2006 puisque M. ZAWAHIRI fait référence:

- d'abord à la frappe aérienne menée par la CIA le 13 janvier 2006 (au moyen d'un drone *Predator* équipé de missiles *Hellfire*) contre le village pakistanais de Damadola où il était censé se trouver
- ensuite au message audio de son chef diffusé le 19 janvier 2006

S'il récuse la prétendue mort de quatre membres d'al-Qaida le 13 janvier 2006, le savant égyptien n'en condamne pas moins la coopération du président pakistanais Pervez MOUCHARRAF avec les Etats-Unis -- un "traître" à la tête d'un appareil de sécurité composé des "esclaves des Croisés et des Juifs".

## **19 février**

Après avoir rencontré l'ambassadeur américain en Bolivie le 18 février 2006, le président bolivien Evo MORALES déclare avoir trouvé un terrain d'entente avec les Etats-Unis sur des thèmes allant de la défense de la démocratie aux luttes contre la corruption et la drogue.

Le journaliste du *Washington Post* Nasser KARIMI rapporte qu'au cours d'un séminaire sur les tactiques d'attentat suicide à l'Université Khajed Nasir de Téhéran, le porte-parole du groupe Esteshadion (dont les membres s'engagent volontairement à perpétrer des attentats suicides), Mohammed Ali SAMADI, a menacé les Etats-Unis et la Grande-Bretagne d'attentats suicides contre leurs points "sensibles" en Irak en cas de frappes aériennes contre les installations nucléaires iraniennes ([Nasser Karimi, "Suicide Bombers Warn U.S., U.K. of Attacks", The Washington Post, 19 février 2006](#)).

Le parti majoritaire au Conseil Législatif Palestinien, le **Hamas**, annonce la nomination d'Ismail HANIYAH au poste de premier ministre de l'Autorité Palestinienne (AP).

Réputé appartenir à la branche pragmatique du Hamas, M. HANIYAH devra soumettre la formation du nouveau gouvernement à l'approbation du président de l'AP, Mahmoud ABBAS, dans un délai de trois semaines.

Né en 1946, diplômé en littérature arabe de l'Université Islamique de la ville de Gaza (1987) dont il est devenu doyen (1993), le nouveau premier ministre a servi d'agent de liaison entre le *Hamas* et l'AP à partir de sa création (1994) puis a pris la direction du bureau du fondateur du *Hamas*, Ahmed YASSIN (1998), avant de gagner en influence consécutivement aux assassinats de YASSIN et de son successeur, Aziz RANTISI (2004).

## **18 février**

Après avoir cité en exemple l'indépendance énergétique française puis rappelé que la loi sur l'énergie signée en août 2005 prévoit de reprendre la construction de centrales nucléaires aux Etats-Unis (interrompue depuis 1978), le président George W. BUSH confirme au cours de son allocution radiodiffusée hebdomadaire la proposition dite Partenariat Global sur l'Energie Atomique -- *Global Nuclear Energy Partnership* ou GNEP ([George W. Bush, President's Radio Address, 18 février 2006](#)).

Afin de relever deux défis (d'abord, disposer de l'énergie nucléaire en toute sûreté; ensuite, maintenir la technologie et le matériel nucléaires hors de portée des acteurs terroristes -- étatiques comme non-étatiques), le GNEP -- doté d'un budget de lancement de 250 md\$ -- doit permettre d'assurer l'approvisionnement en énergie nucléaire des économies en développement tout en restreignant le risque de prolifération nucléaire au cercle des grandes puissances. Il s'agit:

- d'abord, de développer -- avec les Etats disposant déjà de programmes énergétiques nucléaires civils (France, Japon et Russie sont cités) -- les technologies et méthodes permettant le recyclage des déchets nucléaires (combustible nucléaire utilisé que "les régimes instables ou les terroristes" pourraient employer sous forme d'arme)
- ensuite, d'aider les pays en développement à satisfaire des besoins énergétiques croissants non seulement en leur procurant des réacteurs nucléaires (de taille réduite, sûrs et efficaces) mais encore en les approvisionnant en combustible nucléaire
- enfin, en contrepartie, ces pays s'engagent à :
  - limiter l'utilisation du nucléaire à des fins civiles
  - renoncer à l'enrichissement de l'uranium
  - renoncer aux activités pouvant être utilisées en vue de développer des armes nucléaires

Dans le cadre du forum Etats-Unis - Monde Arabe intitulé "*Leaders Effect Change*", le sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires publiques et la Diplomatie publique, Karen HUGHES, rappelle que les "grands dirigeants" sont ceux qui savent non seulement "voir" mais encore "saisir" et "favoriser" le changement ([Karen Hughes, Remarks at the US-Islamic World Forum, Doha, Qatar, 18 février 2006](#)).

Parce que seules les idées de liberté et de justice peuvent garantir la sécurité et une paix durable selon Mme HUGHES, il s'agit en l'espèce de remettre en cause le *statu quo* politique -- considéré

comme peu démocratique -- au sein du monde arabe. Elle cite le président George W. BUSH: "Il n'y a qu'une force de l'histoire qui puisse briser le règne de la haine et du ressentiment [...] et récompenser les espoirs des décents et des tolérants, et il s'agit de la force de la liberté humaine". Si le sous-secrétaire d'Etat souligne les politiques déstabilisantes (qui "parrainent -- et exportent -- le terrorisme et l'extrémisme violent") du régime iranien, c'est pour mieux insister sur les progrès réalisés selon elle en Afghanistan (élection présidentielle 9 octobre 2004 puis élections parlementaires et provinciales 18 septembre 2005), en Irak (élections parlementaires 30 janvier 2005, referendum national 15 octobre 2005 et élections législatives 15 décembre 2005), en Egypte (élections législatives novembre 2005), dans les Territoires palestiniens (élections législatives 25 janvier 2005), au Liban et en Arabie Saoudite (élections municipales 2005), puis exhorte les dirigeants de la région à "écouter l'appel de leur peuple pour une liberté accrue" (d'association politique, d'expression, etc.).

Mme HUGHES achève son discours en formulant trois vœux:

1. qu'une communauté mondiale se forme -- et coopère -- à partir de la perception d'un péril commun (le terrorisme a frappé en Afghanistan, en Indonésie, en Irak, en Jordanie, en Egypte, en Grande-Bretagne, en Russie ou encore en Espagne)
2. que l'idéologie des "adversaires" soit comprise pour ce qu'elle est, non une religion mais une "idéologie politique de tyrannie et de haine"
3. enfin qu'une compréhension et un dialogue oecuméniques soient instaurés

Fort des 74 sièges (sur les 132 que compte le parlement palestinien) remportés lors des élections législatives du 25 janvier 2006, **le Hamas prend la direction du Conseil Législatif en rejetant le vœu du président de l'Autorité Palestinienne (AP), Mahmoud ABBAS, exhortant au respect des accords de paix signés avec l'Etat d'Israël.**

Tandis que M. ABBAS, dans un discours aux députés depuis Ramallah (la *Muqata*), appelle au respect de l'engagement de négociateur avec Israël comme un "choix politique stratégique et pragmatique" (tout en continuant à "renforcer et développer les formes de résistance populaire pacifique"), le dirigeant du *Hamas*, Ismail HANIYEH, déclare dans son discours d'investiture depuis Gaza que son parti a été élu "sur un agenda politique différent": ne pas être lié par les accords de paix signés avec Israël mais plutôt lui proposer une "trêve à long terme" -- conditionnée par le retrait des territoires occupés après 1967 -- sans pour autant renoncer à l'objectif de sa destruction, *a fortiori* sans le reconnaître.

De même, alors que le porte-parole de M. ABBAS, Saeb EREKAT, avertit qu'en cas de non-coopération du *Hamas* le président remplacerait le premier ministre voire convoquerait de nouvelles élections législatives, le porte-parole et député du parti majoritaire, Mushir AL-MASRI, répète que les négociations avec Israël ne sont pas inscrites à l'agenda du *Hamas*.

Après avoir boycotté les élections législatives de 1996 au motif qu'il rejetait les accords de paix intérimaires signés avec l'Etat d'Israël, le *Hamas* confirme ainsi son inscription sur une trajectoire de collision:

1. à court terme avec l'Etat d'Israël (lequel envisage diverses mesures: la restriction de la liberté de circulation des Palestiniens entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie ainsi qu'Israël; la restriction des échanges entre la Bande de Gaza et Israël aux biens de première nécessité; l'annulation des permis de passage entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie dont bénéficient les parlementaires palestiniens; l'annulation de l'autorisation de construire un port à Gaza, etc. )
2. à moyen terme avec les parties prenantes du Quartet qui maintiennent une ligne plus (Etats-Unis) ou moins (Union européenne et Nations Unies) ferme à l'égard du *Hamas* (la Fédération de Russie ne considère pas l'organisation comme terroriste)
3. à long terme avec le président de l'AP Mahmoud ABBAS écartelé entre considérations de politique extérieure et de politique intérieure

## **17 février**



Face à des "tueurs" dépourvus de conscience -- avec lesquels sont exclus la négociation comme le raisonnement --, le président George W. **BUSH rappelle la stratégie mise en oeuvre par les Etats-Unis pour remporter la GWOT** ([George W. Bush, President Discusses Global War on Terror Following Briefing at CENTCOM, Port of Tampa, Tampa, Floride, 17 février 2006](#)):

1. d'abord, maintenir une attitude offensive dans le traitement des menaces (attaquer l'ennemi "là-bas afin de ne pas avoir à y faire face ici")
2. ensuite, continuer de dénier à l'ennemi un havre -- à la fois sanctuaire et pas de tir -- par l'application de la "doctrine Bush" (non discrimination entre les terroristes et les Etats qui les hébergent)

La victoire en Irak -- définie comme l'enracinement d'"une démocratie durable qui puisse se défendre et rejoindre l'Amérique dans la guerre contre la terreur" -- doit être réalisée par la mise en oeuvre du triptyque stratégique formulé par le président en novembre 2005 -- politique (former un gouvernement d'union nationale qui mobilise autour d'un projet démocratique), économique (accélérer la reconstruction, notamment pour asseoir la légitimité du nouveau gouvernement) et sécuritaire (parachever l'autonomisation et la désethnicisation des forces de sécurité irakiennes). S'il est acquis à court terme selon M. BUSH, le succès n'en reste pas moins un défi à long terme, celui d'une démocratisation en profondeur de l'Irak qui ne saurait se réduire à l'organisation d'un scrutin libre et compétitif.

Après avoir reçu le 13 février 2006 le SGNU Kofi ANNAN, le président George W. **BUSH déclare -- conformément à ce qu'envisage le CSNU depuis janvier 2006 -- que la situation sécuritaire dans la province soudanaise du Darfour** (qualifiée de "génocide" par l'administration américaine) **nécessite**:

1. le doublement des effectifs internationaux (7 000 militaires actuellement mobilisés dans le cadre de l'opération de maintien de la paix -- OMP -- menée par l'Union Africaine) ...
2. ... qui seraient mobilisés dans le cadre d'une OMP conduite par l'ONU ...
3. ... et dont la planification et l'encadrement seraient assumés par l'OTAN

Dans le cadre du programme *Middle East Partnership Initiative* (MEPI), **le DoS annonce qu'il accorde une subvention de 5 md\$ pour "accélérer le travail des réformateurs" au sein de la société civile syrienne et des organisations y promouvant les "pratiques démocratiques"** (Etat de droit, responsabilité des gouvernants, accès à des sources d'informations indépendantes, liberté d'association et d'expression, élections libres et compétitives, etc.).

Lancé en 2002 par le président George W. BUSH afin de promouvoir les réformes démocratiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le MEPI a jusqu'à présent reçu 293 md\$ pour le financement de 350 programmes dans 14 pays (y compris l'Autorité Palestinienne).

Parce que les départements américains (notamment le DoD et le DoS) n'ont pas su s'adapter au nouvel environnement médiatique et numérique pour assurer une pertinence informationnelle, le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD considère que les organisations extrémistes islamiques ont pu adroitement -- via les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Internet, blogs, caméras numériques, etc.) -- polluer et manipuler les perceptions de ce que sont et de ce que font l'Occident en général et les Etats-Unis en particulier au sein de l'opinion publique musulmane** ([Donald H. Rumsfeld, New Realities in the Media Age: A Conversation with Donald Rumsfeld, Council on Foreign Relations, New York, NY, 17 février 2006](#)).

M. RUMSFELD introduit son propos en citant le chef opérationnel d'al-Qaida, l'Egyptien Ayman AL-ZAWAHIRI: "Plus de la moitié de cette bataille se déroule sur le champ de bataille des medias [...] nous sommes dans une bataille médiatique pour conquérir les coeurs et les esprits [...]"

Dans une guerre idéologique consistant à livrer une bataille des idées sur le front de l'information, une guerre des opinions publiques (irakienne, américaine, arabe, occidentale, musulmane

et internationale) dont le centre de gravité réside dans la mobilisation des soutiens ("gagner les coeurs et les esprits"), les perceptions emportent effectivement des conséquences. Notamment parce qu'elles érodent ou renforcent le soutien du public à ce qui reste un "test de volontés".

S'il contraste les exemples d'impact médiatique négatif (les "fausses allégations de profanation du Coran" en mai 2005) ou positif (la couverture de l'assistance post-tremblement de terre au Pakistan en octobre 2005), le secrétaire à la Défense regrette toutefois que la majorité des medias -- y compris occidentaux et américains -- soient "extrêmement hostiles à l'Occident".

Conscient de l'existence d'un décalage entre les cycles de l'information et de la décision politique, de ce que le vide informationnel est rapidement comblé par la propagande de l'ennemi, M.

RUMSFELD souligne que le rythme inadéquat de la communication des bureaucraties américaines (une communication réactive plutôt que proactive dont le rythme est 8 h par jour/5 jours par semaine) constitue une "défiance dangereuse inacceptable" et nécessite des adaptations tant doctrinales qu'organisationnelles.

**La revue *Sentinel* du groupe Jane's évalue la situation politique interne et externe du Pakistan.** Depuis sa création (1947), le Pakistan reste confronté à de nombreuses problématiques de gouvernance:

1. la définition de son identité politique
2. les contestations du principe démocratique de subordination des responsables militaires aux autorités politiques
3. les guerres passées et les frictions rémanentes avec l'Inde sur le territoire du Cachemire (si l'image de l'ennemi indien ou pakistanais joue encore un rôle mobilisateur interne -- principalement auprès des extrémistes des deux camps --, la situation bilatérale s'améliore toutefois depuis 2004 à la faveur de rencontres de haut-niveau et de la mise en oeuvre de mesures de confiance)
4. et l'anti-américanisme réfractaire à la coopération américano-pakistanaise dans la GWOT

Le pays est principalement menacé par la violence domestique continue d'origine aussi bien communautaire que criminelle ou terroriste. Elle est alimentée par la présence de militants extrémistes étrangers (notamment arabes) qui trouvent dans la jeunesse pakistanaise radicale une ressource humaine et dans l'espace frontalier afghano-pakistanaise un quasi-sanctuaire où l'emprise administrativo-politico-militaire du gouvernement d'Islamabad reste faible (en dépit d'offensives militaires depuis 2004).

Le ministre iranien des Affaires étrangères Manouchehr **MOTTAKI** exhorte la **Grande-Bretagne à retirer immédiatement ses troupes mobilisées à Basra** où leur présence serait "déstabilisante" pour la situation sécuritaire:

1. de la ville sud-irakienne
2. et de la zone iranienne frontalière (récents attentats dans la ville iranienne d'Ahvaz)

L'ambassadeur américain au Royaume-Uni, Robert **HOLMES**, **signe au nom des Etats-Unis deux traités amendant le régime juridique de la Convention des Nations Unies pour la Suppression des Actes Illégaux contre la Sûreté de la Navigation Maritime** dans le sens d'un renforcement de l'arsenal juridique international permettant de lutter contre le terrorisme maritime, la prolifération des ADM et leur convoyage.

Tandis qu'ils facilitent les procédures pour aborder les navires transportant des objets préoccupants du point de vue de la prolifération, les traités envisagent de nouvelles incriminations, notamment:

- l'utilisation d'un navire pour commettre une attaque terroriste -- ou transporter des terroristes -- dans les eaux internationales
- l'utilisation d'un navire ayant vocation à employer des ADM

Le professeur de l'Université du Maryland et analyste au *Saban Center* de la *Brookings Institution*, Shibley **TELHAMI**, **soutient que la croyance des Etats-Unis dans l'existence au Moyen-Orient**

**d'une "troisième voie" -- intercalée entre les régimes autoritaires au pouvoir** (soutenus par les élites politico-économiques) **et les organisations islamiques de l'opposition** (soutenues par la majorité d'un corps électoral au droit de vote confisqué) -- **est une "illusion"**: si des élections libres étaient organisées dans les pays arabes en l'état politique actuel, elles seraient majoritairement remportées par les formations islamistes ([Shibley Telhami, "In the Mideast, the Third Way Is a Myth", \*The Washington Post\*, 17 février 2006](#)).

Cette prédominance virtuelle des formations islamistes s'explique par les capacités organisationnelles qu'elles ont su développeres -- à l'ombre du pouvoir -- dans l'opposition politique et/ou sociale et dont elles détiendront encore le monopole à moyen terme.

Mais ces formations islamistes nées dans (la répression de) l'opposition pourraient se modérer aux prises avec l'exercice du pouvoir réputé, parce que nécessaire compromis avec le réel, engendrer un effet dé-radicalisant. L'accession du *Hamas* aux leviers de commande l'Autorité Palestinienne pourrait à ce titre servir de test *in concreto*.

Les journalistes du *Washington Post* Nelson HERNANDEZ et Bassam SEBTI confirment le compte-rendu d'un porte-parole de l'armée américaine mobilisée en Irak, le major général Joseph PETERSON, selon lequel **des "escadrons de la mort" -- opérant au sein de la structure du ministère irakien de l'Intérieur majoritairement chiite -- chargés d'éliminer certains membres de la communauté arabe sunnite ont été démantelés par l'armée irakienne en janvier 2006** ([Nelson Hernandez, Bassam Sebti, "Apparent Death Squad Is Linked to Iraqi Ministry", \*The Washington Post\*, 17 février 2006](#)).

Ce démantèlement vérifie la crainte d'une épuration communautaire à l'envers désormais opérée par des forces de police majoritairement chiites -- revêtant l'uniforme des commandos de la police irakienne et souvent rattachées aux milices chiïtes et kurdes (l'Organisation Badr, l'Armée du Madhi ou les *Peshmerga* kurdes) -- contre les membres de la communauté arabe sunnite après avoir été le fait des seconds contre la communauté arabe chiïte sous le régime de l'ancien président Saddam HUSSEIN.

MM. HERNANDEZ et SEBTI rapportent que le nombre des victimes de la campagne de "violence communautaire" exacerbée depuis 2005 est estimé à 1 600 Arabes sunnites.

## **16 février**

Auditionné par la Commission des Relations Internationales de la Chambre des Représentants sur le budget du DoS pour l'année fiscale 2007, le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE propose un panorama des ambitions, craintes et défis de la diplomatie américaine pour l'année à venir** ([Condoleezza Rice, \*Opening Remarks by Secretary of State Condoleezza Rice Before the House International Relations Committee, Washington, DC, 16 février 2006\*](#)).

Si les Etats-Unis ne sauraient imposer la démocratie, cette dernière s'impose d'elle-même selon Mme RICE: en Afghanistan, en Irak, au Liberia ou encore en Haïti. Toutefois, parce que l'élection n'épuise pas le champ démocratique, la communauté internationale ne considérera le nouveau gouvernement de l'Autorité Palestinienne comme interlocuteur valable qu'à la triple condition de la reconnaissance de l'Etat d'Israël, de la renonciation à la violence (démantèlement des milices) et de l'acceptation des accords israélo-palestiniens antérieurs. Des progrès restent également à accomplir pour la démocratie au Liban et dans certains Etats de l'espace post-soviétique (Ukraine, Kirghizstan et Géorgie).

En revanche, l'évolution à rebours démocratique de la Fédération de Russie (liberté de la presse, statut des ONG et diplomatie du pétrole coercitive) continue de préoccuper l'établissement diplomatique américain. De même l'Iran devient-il un "défi stratégique" pour les Etats-Unis de par ses politiques déstabilisantes (n'hésitant pas à recourir au terrorisme) dans une région déjà "volatile". Le régime iranien est conforté par ses trois "acolytes" que sont la Syrie, le Venezuela -- du point de vue américain un "défi pour la démocratie" dans l'hémisphère occidental (les Etats-Unis maintiennent leur stratégie visant à discréditer la politique étrangère anti-américaine du

Venezuela en faisant pression sur leurs alliés pour qu'ils exposent les politiques et pratiques non démocratiques du président vénézuélien Hugo CHAVEZ) -- et Cuba.

Enfin, parce que la conflictualité contemporaine est de plus en plus déterminée par l'insécurité intra-étatique résultant de la violence sociale des Etats faillis (non l'insécurité inter-étatique résultant de la violence étatique des ambitions de puissance), les Etats-Unis s'efforceront d'aider au développement d'Etats "sagement" gouvernés (USAID, *Millenium Challenge Account*, Plan d'Urgence pour la Lutte contre le SIDA, Plan de Lutte contre la Malaria, etc.).

**Le président George W. BUSH demande au Congrès de voter un fonds d'urgence de 72,4 Md\$ pour la *Global War on Terror* au titre de l'année fiscale 2006 (1er octobre 2005-30 septembre 2006):**

1. 65,3 Md\$ pour le DoD, dont:
  - o 38 Md\$ pour la conduite des opérations *Enduring Freedom* (Afghanistan) et *Iraqi Freedom* (Irak) et 1,7 Md\$ pour les coûts sécuritaires non prévus de l'activité diplomatique en Afghanistan et en Irak
  - o 8,3 Md\$ pour le remplacement du matériel endommagé
  - o 2,6 Md\$ pour l'amélioration du matériel utilisé (véhicules blindés, équipement de vision nocturne, etc.)
  - o 3,4 Md\$ pour la restructuration des forces armées
  - o 1,9 Md\$ pour l'acquisition et le développement des contre-mesures aux Improvised Explosive Devices (IEDs)
  - o 3,7 Md\$ pour la formation et l'entraînement des forces de sécurité irakiennes
  - o 1,6 Md\$ pour les activités de contre-insurrection et de stabilisation
  - o 2,2 Md\$ pour la formation et l'entraînement des forces de sécurité afghanes
  - o 193 md\$ pour la lutte contre le trafic de drogue en Afghanistan
2. 4,2 pour le DoS, dont:
  - o 75 md\$ pour la promotion de la démocratie et de la stabilité en Iran (changement de régime de l'intérieur *via* une "révolution" démocratique)
  - o 500 md\$ pour l'aide humanitaire d'urgence et les opérations de maintien de la paix dans la province soudanaise du Darfour
  - o 126 md\$ pour l'assistance humanitaire et l'effort de reconstruction post-tremblement de terre au Pakistan
3. 2,9 pour la communauté du renseignement
4. et 16 md\$ pour les autres agences livrant la GWOT

**La Chambre des Représentants vote par 404 voix contre 4 une résolution non-contraignante sur l'Iran qui:**

1. considère que le passé de dissimulation de l'Iran lui a fait perdre "le droit de développer quelque aspect que ce soit du cycle du combustible nucléaire"
2. soutient la décision de l'AIEA de référer le dossier nucléaire iranien au CSNU
3. et exhorte la communauté internationale à décider des sanctions économiques permettant de dénier à l'Iran la capacité de développer l'arme atomique

Au moment où l'organisation al-Qaida apparaît plus diffuse et décentralisée, franchissant les cellules proliférantes pour mieux agréger les initiatives terroristes à travers le monde, **la Commission des Forces Armées de la Chambre des Représentants** (Sous-Commission sur le Terrorisme, les Menaces et Capacités Non-Conventionnelles) **auditionne sur le thème "Combattre al-Qaida et la menace posée par les djihadistes militants"** deux principaux analystes: James PHILLIPS de la *Heritage Foundation* et Bruce HOFFMAN de la *RAND Corporation*.

Pour James PHILLIPS, al-Qaida est un réseau terroriste islamiste sunnite transnational recouvrant deux éléments ([James Phillips, \*The Evolving Al Qaeda Threats. Testimony before the House Armed Services Committee. Subcommittee on Terrorism, Unconventional Threats, and Capabilities\*, 16 février 2006, 16 p.](#)):

1. un "central", structure de révolutionnaires disciplinés et professionnels (moins de 1 000 individus) dont l'objectif est la construction d'un Etat islamique global ("nouveau califat") et qui fonctionne en "parapluie" pour recruter, entraîner, financer et soutenir sur le plan logistique les réseaux d'extrémistes islamiques qu'unit le "ben-ladénisme". Tandis qu'Oussama BEN LADEN en est le "porte-parole" ou "l'icône", Ayman AL-ZAWAHIRI en est le "chef opérationnel"
2. et un "réseau de groupes révolutionnaires islamiques lâchement affiliés", coalition d'amateurs (si leur efficacité est limitée, leur détection est difficile) formée pour une campagne limitée, voire une unique opération, qui partage l'objectif à long terme et l'idéologie du "central" (inspiré par le "ben-ladénisme") mais fonctionne de manière indépendante et se concentre souvent sur des djihads locaux ou régionaux (mais non globaux)

En identifiant l'ennemi comme le "radicalisme islamique" et non plus le "terrorisme", le président George W. BUSH (discours du 6 octobre 2005) a gagné en précision dans la définition de la menace et souligné qu'il s'agit d'une guerre idéologique impliquant de détruire deux types de centres de gravité:

1. à court terme: la structure de direction
2. à long terme: l'idéologie de mobilisation ("ben-ladénisme")

Ainsi, outre une guerre livrée sur les quatre "fronts cruciaux" que sont le sanctuaire afghano-pakistanaï, l'Arabie Saoudite, l'Irak (épicerie pour "attirer, organiser et entraîner une nouvelle génération [...] de terroristes révolutionnaires") et l'Europe, l'organisation al-Qaida doit faire l'objet d'une dissuasion. Si les dirigeants et les militants ne peuvent plus être dissuadés (les premiers sont résilients tandis que les seconds croient au martyr), les recrues potentielles (en influençant leur perception des perspectives et chances de progrès/succès: bataille perdue d'avance, préjudice causé à la communauté musulmane et irréalisme des objectifs à long terme) ainsi que les parrains étatiques (la doctrine Bush ne discrimine pas entre les terroristes et les Etats qui les soutiennent) restent sensibles à la dissuasion.

Pour Bruce HOFFMAN, le cycle du recrutement et de la régénération d'al-Qaida ne saurait être brisé sans une "compréhension profonde et systématique de l'ennemi" ([Bruce Hoffman, \*Combating Al Qaeda and the Militant Islamic Threat. Testimony presented to the House Armed Services Committee, Subcommittee on Terrorism, Unconventional Threats and Capabilities\*, 16 février 2006, 16 p.](#)):

1. ses motivations
2. son système de valeurs et de croyances
3. ses processus de prise de décision
4. son organisation de commandement et de contrôle
5. ses constructions idéologiques
6. et ses dynamiques organisationnelles

Contre "l'appel idéologique" de ce qui est devenu "une vaste entreprise -- une franchise internationale avec des représentants locaux partageant la même idéologie, connectés de manière lâche à une base idéologique et motivationnelle centrale", dont la structure résiliente et linéaire interdit l'emploi du singulier (des -- plutôt qu'un -- al-Qaidas), implique de se concentrer sur trois éléments persistants:

1. la résonance du message
2. la capacité à attirer des recrues
3. et celle à la régénération



Une stratégie efficace pour combattre al-Qaida -- laquelle impliquerait d'ailleurs selon M. HOFFMAN de requalifier la GWOT (*Global War on Terrorism*) en GCOIN (*Global Counterinsurgency*) -- doit combiner:

1. au niveau tactique, la réduction systématique des capacités ennemies par la mise en oeuvre de "hard" capacités (militaires)
2. au niveau stratégique, la rupture du cycle de recrutement et de régénération ennemi par la mise en oeuvre de "soft" capacités (non-militaires: négociation, psychologie, anthropologie sociale et culturelle, gestion des systèmes, etc.)

Enfin, cinq facteurs favoriseraient l'efficacité de cette GCOIN:

1. séparer l'ennemi de la population (par un triple déni: de sanctuaire, de liberté d'action et de ressources)
2. identifier et neutraliser l'ennemi
3. créer un environnement sécurisé
4. neutraliser la propagande ennemie
5. et faciliter la coopération et les opérations interagences

Au lendemain de la diffusion par une chaîne australienne d'images des mauvais traitements infligés par des soldats américains à des détenus, le ministre irakien des Droits de l'homme, Zuhair **AL-CHALABI**, exige que la responsabilité du système carcéral en Irak (les 14 000 détenus irakiens ainsi que les centres de détention) soit transférée des forces de la *Multi-National Force - Iraq* au ministère irakien de la Justice.

Auditionné par la Commission sénatoriale sur les Relations Etrangères ([Richard A. Boucher, Pursuing Peace, Freedom and Prosperity in South and Central Asia. Remarks Before the Senate Foreign Relations Committee, Washington, DC, 16 février 2006](#)), le nommé au poste d'assistant du secrétaire d'Etat pour les Affaires sud- et centre- asiatiques, l'ambassadeur Richard A. **BOUCHER**, s'engage -- si confirmé -- à pratiquer la "diplomatie transformationnelle" préconisée par Mme RICE pour "promouvoir la stabilité et la prospérité via la liberté économique et politique" dans la région sud- et centre- asiatique comptant 13 Etats (Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Tadjikistan et Turkménistan) mais encore morcellée dans son vide institutionnel (une réforme organisationnelle conduite en 2005 a transféré la responsabilité des ex-républiques soviétiques d'Asie centrale du bureau des Affaires européennes et eurasiennes à celui des Affaires sud- et centre-asiatiques).

Si elle concentre les menaces les "plus difficiles" (institutions faillies, économies faibles, terrorisme multiforme, corruption endémique, trafic de drogue, prolifération des armes, VIH/SIDA et frictions ethniques), la région "pivot" de l'Asie centrale et du sud n'en est pas moins celle dont le couple moteur croissance démographique-croissance économique redéfinit l'équilibre international de la puissance.

Au titre des défis sécuritaires, politiques et économiques à relever, M. BOUCHER prévoit de:

- concrétiser le Partenariat Stratégique Global signé par le président George W. BUSH et le premier ministre indien Manmohan SINGH le 18 juillet 2005
- résoudre le différend indo-pakistanaï du Cachemire
- faire de l'Afghanistan le trait d'union -- non le tampon -- entre l'Asie du sud et l'Asie centrale
- favoriser la mise en oeuvre d'un cessez-le-feu au Sri Lanka
- renverser la dynamique autoritaire et restaurer la démocratie au Népal
- tenir compte des refus ouzbek et turkmène d'ouvrir leurs systèmes politiques
- et placer le riche Kazakhstan (bassin de la Mer Caspienne) en tête du train de la croissance économique et de la réforme politique

Après le Sénat (début février 2006), la Chambre des Représentants vote par 418 voix contre 1 une résolution non-contraignante en faveur de la cessation de l'aide américaine directe à

**L'Autorité Palestinienne** (150 md\$ budgétés pour l'année fiscale 2006), dont la reprise serait conditionnée à une triple décision du *Hamas*:

1. la reconnaissance de l'existence de l'Etat d'Israël
2. la renonciation à la violence terroriste et le démantèlement des milices
3. la poursuite des accords signés avec l'Etat d'Israël

Dirigés par Manfred NOWAK, cinq enquêteurs de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies présentent devant ses 53 membres un **rapport soulignant que le traitement et le régime juridique appliqués aux prisonniers incarcérés dans les centres de détention de la Baie de Guantanamo violent le droit international, l'Etat de droit et certains droits de l'homme fondamentaux universellement admis jusqu'à parfois constituer une modalité de la torture** ([Commission on Human Rights, Situation of detainees at Guantanamo Bay, 15 février 2006, 54 p.](#)):

1. non seulement la procédure légale ne permet pas de confirmer que les détenus continuent de poser une menace aux Etats-Unis ...
2. ... mais encore la privation de sommeil, l'isolement confiné prolongé et les techniques d'interrogatoire renforcées transgressent les conventions internationales interdisant les traitements cruels ou inhumains

Le point de vue des enquêteurs pour apprécier le traitement et le régime juridique appliqués aux détenus récuse la qualification de "guerre" pour la GWOT menée par les Etats-Unis, partant l'application du régime juridique *sui generis* du temps de guerre.

C'est pourquoi le rapport recommande la fermeture des centres de détention puis la libération ou le transfert des prisonniers aux Etats-Unis (procès le cas échéant).

Le premier ministre japonais Junichiro **KOIZUMI** déclare que la décision de retirer les **Forces d'Auto-Défense** (FAD, 550 hommes) **mobilisées en Irak** (Samawa) sera déterminée par la **situation politico-sécuritaire sur le terrain ainsi que le calendrier des activités des troupes australiennes et britanniques** qui assurent la sécurité des opérations de reconstruction menées par les forces terrestres japonaises.

**Annoncée par la Commission Electorale Provisoire (CEP), une solution politique négociée du 13 au 15 février 2006 déclare l'ancien premier ministre puis président (1996-2001), René Garcia PREVAL, vainqueur de l'élection présidentielle qui s'est tenu en Haïti le 7 février 2006.**

Déjà reportée à quatre reprises en raison de l'insécurité, la première élection présidentielle depuis le renversement de Jean-Bertrand ARISTIDE (2004) a convoqué dans 800 bureaux de vote 3,5 des 8,3 millions d'Haïtiens pour départager trois principaux candidats:

1. l'ancien premier ministre puis président (1996-2001) René Garcia PREVAL, protégé de M. ARISTIDE
2. l'homme d'affaires Charles Henri BAKER, opposant de l'ancien président
3. et l'ancien président (1988) expert en relations internationales Leslie François MANIGAT

En dépit du dispositif destiné à sécuriser et régulariser le déroulement de l'élection (10 000 soldats et policiers de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti -- MINUSTHA --, 5 000 policiers haïtiens et 300 observateurs internationaux), des irrégularités ont été commises. Sur fond de protestations, le décompte des bulletins a depuis laissé apparaître que M. PREVAL -- candidat favori -- ne disposerait pas (48,7%) de la majorité absolue lui évitant un second tour.

C'est pourquoi, par crainte de violences sur l'île, les négociations engagées le 13 février 2006 entre le parti de M. PREVAL (Lespwa Party), le gouvernement intérimaire, la CEP, la MINUSTHA, l'Organisation des Etats Américains et les ambassadeurs des Etats-Unis, de la France, du Canada, du Brésil et du Chili ont décidé une solution politique en écartant -- sur le fondement juridique du Code électoral haïtien -- 85 000 bulletins blancs du décompte final (soit 4% des 2,2 millions de bulletins), faisant ainsi passer le score de M. PREVAL de 48,7 à 51% des voix.

## 15 février

### **La chaîne australienne de télévision SBS (*Special Broadcasting Service*) diffuse des images de mauvais traitements infligés par des militaires américains à des détenus irakiens dans la prison d'Abou Ghraïb.**

Ces images ont vraisemblablement été prises à l'époque de celles dont la révélation en avril 2004 avait déclenché le "premier scandale" lié aux mauvais traitements subis dans ce qui a été le symbole du régime carcéral baathiste.

Une étude de l'*International Crisis Group* (ICG) souligne les trois principales tendances de l'évolution de l'insurrection irakienne ([International Crisis Group, \*In Their Own Words: Reading the Iraqi Insurgency\*, Ammam/Brussels, Middle East Report, n° 50, 15 février 2006, 32 p.](#)):

1. d'abord, la domination progressive de quelques grands groupes insurgés dotés de moyens de communication sophistiqués: l'insurrection n'est plus "un phénomène disséminé, erratique, chaotique" mais se compose plutôt de groupes qui sont "bien organisés, produisent des publications régulières, réagissent rapidement aux développements politiques et apparaissent étonnamment centralisés"
2. ensuite, la convergence croissante des discours et pratiques autour de l'identité arabe sunnite: la majorité des groupes insurgés adhère à un "mélange de salafisme et de patriotisme, diluant les distinctions entre djihadistes étrangers et combattants irakiens"
3. enfin, le renforcement de l'optimisme quant à la victoire qui résulte d'une triple conviction: le djihad est légitime, les institutions établies sous l'occupation sont illégitimes et faibles tandis que la guerre d'attrition contre les forces américaines est un succès

Aux prises avec ces tendances lourdes, les acteurs de la contre-insurrection doivent s'efforcer, selon l'ICG, de réduire prioritairement la légitimité perçue des insurgés et non leur capacité militaire.

A l'occasion de son audition par la Commission sénatoriale sur les Relations Etrangères relativement au budget du DoS (et agences affiliées: USAID, etc.), le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE déclare que les 35,1 Md\$ prévus pour l'année fiscale 2007 feront plus que soutenir la diplomatie *stricto sensu* puisque, dans un monde "transformé", la "diplomatie transformationnelle" contribue désormais à la sécurité nationale des Etats-Unis ([Condoleezza Rice, \*Realizing the Goals of Transformational Diplomacy. Testimony Before the Senate Foreign Relations Committee\*, Washington, D.C., 15 février 2006](#)).

Conformément à la mission de la politique étrangère américaine énoncée par le président George W. BUSH lors de son second discours d'investiture le 20 janvier 2005 ("Il appartient à la politique des Etats-Unis de chercher et soutenir la croissance des mouvements et institutions démocratiques dans toute nation et culture, avec l'objectif ultime de mettre un terme à la tyrannie dans notre monde"), et parce que la triple évolution de l'environnement sécuritaire (l'érosion du concept de souveraineté étatique, la détermination croissante de la conflictualité par l'insécurité intra-étatique plutôt qu'inter-étatique et la mondialisation technologique avantageant les acteurs non-étatiques) signifie que le régime politique d'un Etat importe désormais plus que la répartition internationale de la puissance, Mme RICE fixe comme objectif à la "diplomatie transformationnelle" de "construire et soutenir des Etats démocratiques convenablement gouvernés qui ...:

1. ... satisferront les besoins de leurs peuples ...
2. ... et se conduiront de manière responsable au sein du système international"

Afin de parvenir à l'objectif de démocratisation de la "diplomatie transformationnelle", cinq réformes doivent être conduites:

1. recentrer la politique étrangère (redéployer l'effort diplomatique) dans les nouvelles zones stratégiques clefs (Chine, Inde, Afrique du Sud et Indonésie)
2. construire des partenariats régionaux (articulés autour de "pays-clefs": Indonésie, Nigeria, Maroc et Pakistan) pour lutter contre les menaces transnationales (terrorisme, prolifération des ADM, trafics de drogues et de personnes)

3. déconcentrer les représentations diplomatiques hors des capitales des Etats hôtes afin de mieux quadriller leur territoire (implanter des *American Presence Posts* dans chacune des 200 villes de plus de un million d'habitants)
  4. améliorer la conduite des opérations de stabilisation et de reconstruction post-conflit désormais coordonnée par l'*Office of the Coordinator for Reconstruction and Stabilization* du DoS (améliorer les compétences de police militaire et multiplier le nombre de *Political Advisors to Military Forces* -- POLAD)
  5. enfin développer de nouvelles aptitudes et compétences chez le personnel diplomatique
- Concrètement, les 35,1 Md\$ du budget du DoS pour l'année fiscale 2007 se répartissent de la manière suivante:

- 9,3 Md\$ pour les opérations du DoS
- 23 md\$ pour établir 100 postes sur les "nouvelles frontières" de la diplomatie ("Etats en transition clefs" et leaders régionaux émergeant en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Asie)
- 1,5 Md\$ pour le renforcement de la sécurité des installations diplomatiques
- 276 md\$ pour équiper le personnel des NTIC et améliorer la formation professionnelle
- 351 md\$ pour les centres régionaux avancés de diplomatie publique (*American Presence Posts*)
- 1,1 Md\$ pour le Programme Sécurité Frontalière
- 474 md\$ pour les échanges éducatifs et culturels
- 1,6 Md\$ pour les contributions aux organisations internationales
- 6,2 Md\$ pour aider les partenaires à lutter contre le terrorisme (739 md\$ pour le Pakistan, 560 pour la Colombie, 154 pour l'Indonésie, 457 pour la Jordanie et 335 pour le Kenya)
- 771 md\$ au titre de la "Stratégie Nationale pour la Victoire en Irak"
- 1,1 Md\$ pour la reconstruction de l'Afghanistan
- 120 md\$ pour le B-MENA (*Broader Middle East and North Africa Initiative*)
- 80 md\$ pour le National Endowment for Democracy
- 4 Md\$ au titre du Plan d'Urgence pour le Traitement du SIDA
- 225 md\$ pour lutter contre la malaria
- 334 md\$ pour lutter contre les pandémies (grippe aviaire)
- 722 md\$ pour l'Initiative Andine Contre la Drogue
- 1,2 Md\$ pour l'assistance humanitaire
- 1,3 Md\$ pour l'aide alimentaire
- enfin, dans le cadre des trois objectifs de l'assistance étrangère des Etats-Unis (consolider les capacités étatiques, aider au développement et à la réforme, renforcer les Etats qui entament une libéralisation politique et économique): 75 md\$ pour les capacités civiles d'intervention, 1,1 Md\$ pour aider à la pacification du Soudan, 1,3 Md\$ pour les opérations de maintien de la paix menées par l'ONU, 100 md\$ pour la *Global Peace Operations Initiative*, 400 md\$ au titre de l'Initiative pour l'Education en Afrique et 1,5 Md\$ pour le *Millenium Challenge Account* (Arménie, Bénin, Cap Vert, Géorgie, Honduras, Madagascar, Nicaragua et Vanuatu)

Outre les 10 md\$ déjà prévu par le budget fédéral pour l'année fiscale 2006 (soutien aux dissidents politiques, leaders syndicalistes et activistes des droits de l'homme), le président George W. BUSH demande au Congrès 75 md\$ supplémentaires pour financer une campagne de soutien à l'aspiration démocratique de la population iranienne en y renforçant la société civile – un changement de régime de l'intérieur *via* une "révolution" démocratique ([OFFICE OF THE SPOKESMAN, Reaching Out to the People of Iran. Fact Sheet, Washington, D.C., 15 février 2006](#)):

1. diffuser en Farsi à destination du peuple iranien (50 md\$): radio et télévision par satellites
2. promouvoir la démocratie iranienne (15 md\$): renforcer la participation au processus politique, multiplier l'accès à Internet, appuyer l'éducation civique ainsi que l'organisation des syndicats et des formations politiques

3. favoriser les programmes de bourses d'études dans l'enseignement supérieur et la recherche (5 md\$)
4. accroître la communication en finançant la diplomatie publique (5 md\$)

Expressément destinée à influencer les gouvernés iraniens contre leur régime -- "défi stratégique des Etats-Unis" --, cette campagne est conforme à l'agenda de politique étrangère du président visant à propager la démocratie, notamment -- "défi générationnel" -- au Moyen-Orient.

L'agence de presse *Reuters* révèle de source anonyme que le président George W. **BUSH envisage de demander au Congrès 75 md\$ supplémentaires pour financer une campagne de diplomatie publique promouvant la démocratie à destination de la population iranienne.**

Implicitement destinée à influencer les gouvernés iraniens contre leurs gouvernants, cette campagne (diffusion par radios et satellites, bourses d'études et programmes d'échanges pour les étudiants, etc.) serait conforme à l'agenda de politique étrangère du président visant à propager la démocratie, notamment au Moyen-Orient.

**L'ambassadeur américain au Népal James F. MORIARTY met en garde les partis politiques népalais contre un rapprochement excessif avec l'insurrection maoïste qui en serait la principale bénéficiaire.**

Si les organisations partisans népalaises ont conclu un accord avec l'insurrection se réclamant de Mao ZEDONG pour lutter contre le gouvernement royal après la prise de pouvoir par le roi GYANENDRA (au prétexte de restaurer l'ordre public) en février 2005, les alliés de circonstances n'en poursuivent pas moins des objectifs divergents:

- restaurer pacifiquement la démocratie pour les premiers
- et instaurer violemment un Etat communiste pour les seconds

D'autant que, dans leur tentative de mobiliser le soutien de la population civile, insurrection et contre-insurrection se sont avérées très préjudiciables à ce centre de gravité pris en étau entre violence insurgée et violence des forces gouvernementales: 13 000 personnes ont été tuées depuis le déclenchement de l'insurrection en 1995.

Le président kirghize Kurmanbek **BAKIYEV annonce vouloir multiplier par 100 le bail annuel des Etats-Unis (de 2 à 207 md\$) pour l'utilisation d'une base militaire aérienne au Kirghizstan** qui sert de pas de tir pour les missions menées dans le cadre de l'OEF en Afghanistan depuis 2001. Si la Fédération de Russie continue d'utiliser gratuitement une base militaire au Kirghizstan (dans le cadre d'un traité de sécurité russo-kirghize), la marge de manoeuvre des Etats-Unis en Asie centrale est moindre depuis que les troupes américaines ont été évincées du territoire de l'Ouzbékistan en 2005 (représailles à la demande par l'administration BUSH de l'ouverture d'une enquête internationale sur la répression des manifestations d'Andijan le 10 mai 2005).

Au cours d'une visite à Islamabad de trois jours (15-17 février 2006), le président afghan Hamid **KARZAI exhorte le Pakistan à réduire les sanctuaires de la rébellion taliban situés sur son territoire** sur le modèle de l'action efficace qu'il mène contre l'organisation al-Qaida (70 000 forces de sécurité pakistanaises quadrillent les provinces tribales du Pakistan).

Alors que le sentiment anti-pakistanaïse se développe au sein de la société afghane, M. KARZAI souhaite qu'une coopération bilatérale intensive favorise la réduction de l'activité terroriste transfrontalière de part et d'autre des 1 470 km de frontière commune. La majorité des 650 attaques terroristes qui ont tué 1 600 personnes en 2005 en Afghanistan a été perpétrée dans les provinces de l'est et du sud, vraisemblablement par des individus traversant la frontière après avoir reçu une formation puis un entraînement dans un camp taliban au Pakistan (voir l'illustration: [Carlotta Gall, "Afghan Suicide Bombings, Tied to Taliban, Point to Pakistan", \*The New York Times\*, 15 février 2006](#)).

**14 février**



**Le principal facteur entretenant l'insurrection arabe sunnite réside, selon l'analyste du CSIS Anthony H. CORDESMAN, dans le caractère inachevé du déploiement des forces de sécurité irakiennes (FSI), lequel permettrait non seulement de remplacer les troupes de la *Multi-National Force - Iraq* (MNF-I) mais encore d'incarner sur le terrain la légitimité retrouvée du gouvernement irakien ([Anthony H. Cordesman, \*Iraqi Force Development: A Current Status Report. July 2005-February 2006\*, Washington, The Center for Strategic and International Studies, 14 février 2006, 135 p.](#)).**

Fin janvier 2006, les 227 300 personnels des FSI se répartissent en 106 900 membres des forces armées relevant du ministère de la Défense (105 600 dans l'armée de terre, 500 dans l'armée de l'air et 800 dans la marine) et 120 400 membres des forces de police et de sécurité dépendant du ministère de l'Intérieur (82 400 dans la police classique et la police de la route, 38 000 dans d'autres forces du ministère de l'Intérieur). En décembre 2005, 50 bataillons se trouvaient déjà au niveau d'aptitude "1-3" (actifs dans la réduction de l'insurrection). En février 2006, 40 des 102 bataillons de l'armée assument la responsabilité de la sécurité dans leur zone d'opération.

Toutefois, parce que progressivement les insurgés sunnites ne représentent plus qu'une "minorité divisée au sein d'une minorité", leur but immédiat n'est plus tant la victoire ou la mise en oeuvre d'un programme que le simple déni de la victoire (succès) à la fois au nouveau gouvernement irakien et aux Etats membres de la MNF-I. Ainsi, si l'Irak restera vraisemblablement instable pendant les cinq à dix prochaines années selon M. CORDESMAN, ce sera le processus politique irakien -- *i.e.* les Irakiens eux-mêmes -- qui déterminera *in fine* la victoire ou la défaite.

Considérant que l'absence de stratégie chez l'administration BUSH n'est pas pour autant synonyme d'échec de la reconstruction de l'Irak, l'analyste du *Saban Center for Middle East Policy* à la *Brookings Institution* Kenneth M. POLLACK propose une "**nouvelle stratégie pour l'Amérique en Irak**", triptyque composé de trois volets -- sécuritaire, politique et économique -- à mettre en oeuvre dès l'année "décisive" de 2006 ([Kenneth M. Pollack, \*A Switch in Time. A New Strategy for America in Iraq\*, Washington, The Saban Center for Middle East Policy at The Brookings Institution, coll. "Analysis Paper", n°7, février 2006, 120 p.](#)).

S'agissant de la **sécurité** -- première condition préalable à la reconstruction de l'Irak --, M. POLLACK qualifie d'erratique la récente stratégie présidentielle "clear, hold and build" en ce qu'elle est appliquée dans l'ouest irakien alors même qu'elle supposait d'être amorcée dans le centre et le sud irakiens.

Il préconise quatre éléments d'une nouvelle stratégie de contre-insurrection (COIN):

1. hiérarchiser les priorités de la COIN:
  - o premièrement protéger le peuple irakien et les infrastructures civiles
  - o deuxièmement entraîner les forces de sécurité irakiennes
  - o troisièmement réduire les insurgés
2. recalibrer les stratégies:
  - o de l'offensive à la défensive pour les opérations militaires
  - o mais de la défensive à l'offensive pour la construction d'un système politique comme l'assistance au développement économique
3. réduire les influences des milices et du crime organisé qui entravent le développement économique et menacent de guerre civile
4. et créer une structure de commandement unifiée intégrant pleinement opérations civiles et militaires

Il recommande trois éléments d'une nouvelle tactique de COIN:

1. diminuer l'importance accordée au nombre de détenus
2. conduire un recensement national
3. et créer un système de carte d'identité biométrique

Relativement au **système politique**, M. POLLACK considère que, face aux problèmes du corps politique irakien (clivages ethno-confessionnels, faiblesse du gouvernement central, faible

médiation des partis politiques et manque général de ressources) et en vue de favoriser les facteurs de légitimité du gouvernement irakien en formation, le couple réconciliation nationale - nouveau partage du pouvoir reste la condition préalable à la reconstruction politique.

Cinq mesures doivent le favoriser:

1. réviser l'ordre de débaathification de la société civile irakienne
2. réintégrer la communauté arabe sunnite au sein des forces de sécurité irakiennes
3. assurer la sécurité des minorités nationales
4. réviser le code électoral pour exclure de la compétition les entrepreneurs de tensions ethno-confessionnelles
5. et conditionner la provision aux chefs des tribus arabes sunnite des ressources du pétrole à l'abandon de l'activité insurgée

L'Etat irakien doit pour M. POLLACK évoluer vers un système fédéral dont le gouvernement central conserverait six prérogatives de souveraineté:

1. les forces armées
2. la politique étrangère
3. la politique monétaire
4. le battage de la monnaie
5. la régulation des medias
6. et celle du secteur pétrolier

Quant au **développement économique**, lequel pâtit du manque d'investissement, de la corruption et d'une gestion défailante, il identifie deux types de défis:

1. à court terme (6-12 mois): il s'agit de procurer à la population irakienne des bénéfices tangibles afin d'asseoir la légitimité du nouveau gouvernement (augmenter l'emploi, la production d'électricité et celle de pétrole, réduire la corruption, restaurer l'agriculture, décentraliser, etc.)
2. et à long terme (12-48 mois): il s'agit de résoudre les problèmes structurels tels que la diminution des subventions (alimentaires, pétrolières et électriques) qui grèvent le budget de l'Etat (21%) et l'amélioration du système éducatif

Les participants au symposium du *think tank* conservateur *Heritage Foundation* considèrent que **les intérêts matériels et géostratégiques qui lient l'Iran à la République Populaire de Chine (RPC) et à la Fédération de Russie (FR) entravent la capacité des pays occidentaux à infléchir Téhéran -- dans le cadre du CSNU -- sur son programme nucléaire** (Preventing a Nuclear-Armed Iran: Will Russia and China Really Help?, 14 février 2006):

1. d'un côté la RPC a intérêt à sécuriser son approvisionnement et ses contrats énergétiques (100 Md\$) avec l'Iran tandis que ce dernier est l'un des principaux acheteurs d'armes à la FR
2. de l'autre RPC et FR ont intérêt à contrebalancer la double influence des Etats-Unis au Moyen-Orient (hégémonique) et en Asie centrale (inchoative)

Tandis que le sénateur républicain Sam BROWBACK déclare que l'Iran a "efficacement acheté les veto de la Chine et, très probablement, de la Russie au Conseil de Sécurité des Nations Unies", le professeur analyste à l'U.S. Army War College Stephen J. BLANK étend cette force d'entrave sino-russe au dossier du nucléaire nord-coréen (Chine et Russie participent avec les deux Corées, les Etats-Unis et le Japon aux *Six-Party Talks* hypothéqués depuis novembre 2005).

Le chroniqueur du *New York Times* Nicholas D. KRISTOF préconise pour l'Irak une stratégie intermédiaire entre le retrait immédiat et celui conditionné par la situation sécuritaire sur le terrain telle qu'évaluée par les responsables militaires: le retrait daté à moyen terme -- deux ans (Nicholas D. Kristof, "What We Need in Iraq: An Exit Date", *The New York Times*, 14 février 2006).

Celui-ci permettrait de consolider les forces de sécurité irakiennes (armée et police) et de saper la motivation nationaliste mobilisant certains pans de l'activité insurgée tout en mettant un terme à la culture de la dépendance sécuritaire dont ferait preuve la direction irakienne.

Reflétant la problématique générale d'un Irak sergent recruteur efficace du -- et pas de tir pour le -- terrorisme islamique transnational, le journaliste du *New York Times* Thom **SHANKER** **rapporte que la prison d'Abou Ghraïb est devenue un lieu de socialisation, de formation puis de recrutement favorable à l'insurrection**, après avoir été le symbole carcéral du régime de Saddam HUSSEIN puis celui des abus de l'occupation étrangère en avril 2004 ([Thom Shanker, "Abu Ghraib: School for terrorists", \*International Herald Tribune\*, 14 février 2006](#)).

La crainte du major général John GARDER (commandant responsable du système carcéral américain en Irak qui compte 14 767 détenus) que les centres de détention ne deviennent une "université du djihad" incubant la violence insurgée se pose avec d'autant plus d'acuité que le contrôle des détenus pâtit du déficit d'interprètes arabes à disposition des militaires américains.

Les sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires économiques, commerciales et agricoles (Josette SHINER) et pour la Démocratie et les Affaires globales (Paula DOBRIANSKY) annoncent la **création de la *Global Internet Freedom Task Force* (GIFT) ayant vocation à promouvoir la libéralisation de l'Internet et à aider les entreprises américaines à préserver la liberté d'expression lorsqu'elles opèrent dans des pays où celle-ci est contrôlée** ([Josette Shiner, Paula Dobriansky, \*On-the-Record Briefing by Under Secretary of State for Economic, Business and Agricultural Affairs Josette S. Shiner and Under Secretary of State for Democracy and Global Affairs Paula Dobriansky\*, Washington, DC, 14 février 2006](#)).

Placée sous l'autorité de Mmes SHINER et DOBRIANSKY, la GIFT s'impliquera dans deux principaux domaines:

1. l'utilisation liberticide *de* l'Internet (pour restreindre la contestation politique ou traquer puis réprimer les dissidences)
2. les démarches liberticides *contre* l'Internet (pour restreindre la libre circulation de l'information dans le cadre de la gouvernance de l'Internet)

A l'issue d'une réunion à Bruxelles consacrée à la querelle sur les caricatures du prophète Mahomet, l'assistant du secrétaire d'Etat pour l'Europe, Dan **FRIED**, **déclare que la controverse des caricatures démontre que les Musulmans modérés ont besoin du soutien accru des Etats-Unis et de l'Union européenne pour favoriser la réforme au Moyen-Orient**.

Afin d'appuyer davantage "la démocratie, la réforme et les réformateurs" dans la région, M. FRIED -- après avoir souligné la faiblesse des résultats du Processus de Barcelone entamé par l'UE et 10 pays méditerranéens en 1995 -- dénonce les gouvernements qui alimentent les tensions (Iran et Syrie) et maintient la vision à "long terme" du président George W. BUSH consistant à propager la démocratie au Grand Moyen-Orient.

Au lendemain de l'entretien entre le président George W. BUSH et le Secrétaire Général des Nations Unies Kofi ANNAN qui a principalement porté sur le dossier du Darfour (13 février 2006), **les Etats membres de l'OTAN acceptent d'assister la transition entre l'opération de maintien de la paix de l'Union Africaine (7 000 militaires) et celle d'une force mobile de l'ONU mais écartent une intervention terrestre dans la province rebelle soudanaise**.

Alors que les Nations-Unis et la plupart des organisations humanitaires (*Human Rights Watch*, *International Crisis Group*) considèrent que seules les troupes de l'OTAN ont la capacité -- en termes d'équipement, d'entraînement et de projection de puissance -- de régler la crise du Darfour, ses Etats membres invoquent:

- que la présence de militaires occidentaux peut-être contreproductive voire même refusée *a priori* par le régime soudanais
- que les troupes de l'OTAN sont de plus en plus mobilisées en Afghanistan au moment où l'extension de la mission de stabilisation et de reconstruction de la FIAS aux provinces du sud se déroule dans un climat de nette augmentation du volume de l'activité insurgée

- que l'Organisation de défense collective n'a pas vocation à intervenir en Afrique où une solution africaine serait selon eux préférable

Tandis que 40% (40 sur 102) des bataillons de combat (700-800 militaires) irakiens mènent désormais de manière autonome la contre-insurrection sur leur théâtre d'opérations, le porte-parole de l'armée américaine, le colonel James **GREER**, **annonce que les Etats-Unis envisagent le transfert complet des opérations de contre-insurrection à l'armée irakienne d'ici fin 2006** -- tout en conservant un rôle d'appui, notamment aérien (l'objectif à terme des effectifs s'élève à 110 bataillons de combat opérationnels).

Les forces de sécurité irakiennes comptent désormais 227 000 membres dont 106 000 militaires et 121 000 policiers.

A l'occasion d'une interview téléphonique avec l'agence de presse Reuters, le commandant taliban (anciennement gouverneur de la province de Kandahar) Mohammad Hassan **RAHMANI déclare que les attaques contre les forces du gouvernement et les troupes étrangères (OEF comme FIAS) se renforceront dès mars 2006** (fin de l'hiver afghan) et revendique la responsabilité de l'explosion d'un *Improvised Explosive Device* (IED) qui tua quatre militaires américains le 13 février 2006.

Cette déclaration intervient alors que le volume de l'activité insurgée augmente régulièrement depuis 2005 à la faveur de changements tactiques dans les modes opératoires (multiplication des attentats suicides -- 15 depuis octobre 2005 -- et des IEDs ciblant des victimes faciles).

Le négociateur adjoint iranien Javad **VAEEDI confirme que l'Iran a repris l'enrichissement d'uranium** "conformément au vote du parlement" de novembre 2005 qui prescrit la reprise du cycle du combustible nucléaire en cas de transfert du dossier nucléaire de l'AIEA au CSNU.

**Le sondage USA Today/CNN/Gallup Poll réalisé du 9 au 12 février 2006 sur les attitudes de l'opinion publique américaine à l'endroit des problématiques iraniennes (nucléaire) et irakiennes (OIF) révèle que les personnes interrogées considèrent ([USA Today/CNN/Gallup Poll, 9-12 février 2006](#)):**

- relativement à l'Iran:
  - à 81% et 80% que l'Iran procurerait l'arme nucléaire à des terroristes voulant l'employer respectivement contre Israël et contre les Etats-Unis (respectivement à 77% et 59% que le gouvernement iranien l'utiliserait directement)
  - à 78% que les Etats-Unis devraient poursuivre leurs efforts diplomatiques et économiques en vue de convaincre l'Iran de renoncer à son programme nucléaire (9% sont favorables à une action militaire immédiate et 18% à l'inaction)
  - à 69% que les Etats-Unis risquent d'être trop prompts à agir militairement contre l'Iran
  - à 67% que les Etats-Unis risquent de ne pas agir suffisamment pour prévenir l'acquisition de l'arme nucléaire par l'Iran
  - à 55% (contre 45%) que l'administration BUSH n'est pas capable de gérer convenablement le dossier nucléaire iranien
  - à 49% (contre 40%) que les Etats-Unis ne devraient pas agir militairement contre l'Iran en cas d'échec des sanctions économiques préalables
- relativement à l'Irak:
  - à 56% (contre 40%) qu'ils s'opposent désormais à l'OIF
  - à 55% (contre 42%) que les Etats-Unis ont fait une erreur en envoyant des troupes en Ira
  - à 55% que ni la coalition ni les insurgés ne gagnent actuellement la guerre en Irak (contre 31% pour la coalition et 10% pour les insurgés)

Convaincus de ce que la victoire du *Hamas* aux élections législatives du 25 janvier 2006 n'est pas aussi écrasante que ne le laissent croire le nombre de sièges remportés au Conseil Législatif Palestinien (74 sur 132 mais l'enquêteur Khalil SHIKAKI avance que le *Hamas* n'a remporté que 44% des suffrages pour 56% des sièges au contraire du *Fatah* avec respectivement 56% et 43%), le journaliste du *New York Times* Steven **ERLANGER** rapporte que les Etats-Unis planifient avec Israël et le parti présidentiel palestinien du *Fatah* de déstabiliser financièrement le nouveau gouvernement de l'Autorité Palestinienne (AP) en vue de légitimer l'organisation par le président Mahmoud ABBAS de nouvelles élections législatives d'ici fin 2006 ([Steven Erlanger, "U.S. and Israelis Are Said to Talk of Hamas Ouster", The New York Times, 14 février 2006](#)).

Si un tel plan de déstabilisation comporte des risques (le *Hamas* peut réussir à en imputer les effets -- détérioration des conditions de vie des Palestiniens -- à un couple Etats-Unis - Israël irrespectueux d'un choix démocratique tout en s'assurant les soutiens du monde arabe -- notamment l'Iran et la Syrie -- et légitimant le déclenchement d'une troisième *Intifada*), ses concepteurs maîtrisent effectivement les principaux leviers permettant d'appauvrir et d'isoler l'AP sur les plans financier et diplomatique par rapport à la communauté internationale:

- l'Etat d'Israël peut décider:
  - d'interrompre le versement mensuel à l'AP de 50 md\$ redevables au titre de la perception des taxes et droits de douanes aux frontières de celle-ci
  - d'interrompre la circulation des personnes (travailleurs) et des biens entre la Cisjordanie, la Bande de Gaza (BdG) et son territoire
  - d'ériger sa frontière avec la BdG en frontière internationale -- non plus administrative -- dont le régime juridique serait défavorable à l'AP
- les Etats-Unis et l'Union européenne peuvent légalement décider de réduire -- voire interrompre -- l'aide financière à destination de l'AP puisque le *Hamas* reste inscrit sur leurs listes des organisations terroristes

La réaction du *Hamas* est immédiate: son porte-parole Mushir AL MASRI qualifie l'interférence des Etats-Unis de "rejet du processus démocratique" ayant l'allure d'une "punition collective". Les postures de la communauté internationale sur le dossier du *Hamas* s'échelonnent désormais du soutien inconditionnel iranien au refus de l'extrême droite israélienne de reconnaître dans ce parti majoritaire même modéré un interlocuteur valable, en passant par la faveur des régimes arabes séculiers à sa reconnaissance de l'Etat d'Israël afin de préserver le soutien de la communauté internationale à la cause palestinienne, la reconnaissance de la Fédération de Russie qui n'a jamais considéré le *Hamas* comme une organisation terroriste, la ferme conditionnalité maintenue par les Etats-Unis et celle vraisemblablement plus soluble dans le temps de l'Union européenne.

### **13 février**

Parce que la réduction du déficit commercial record des Etats-Unis de l'année 2005 est l'un des objectifs économiques prioritaires pour 2006, **la Maison-Blanche exhorte la Chine à libéraliser sa politique monétaire** "dans son propre intérêt".

**L'explosion d'un *Improvised Explosive Device* (IED) tue quatre militaires américains** patrouillant dans un *Humvee* blindé dans la province afghane centrale d'Uruzgan.

Le sous-secrétaire d'Etat pour les Affaires politiques, Nicholas **BURNS**, reçoit les représentants de la société civile bélarusse pour s'entretenir de l'élection présidentielle du 19 mars 2006 à l'approche de laquelle il se dit "préoccupé" par:

1. la conduite du gouvernement au cours de la campagne électorale
2. le "harcèlement" de la société civile
3. et l'échec des enquêtes sur les récents cas de disparition



Après avoir acquis en décembre 2005 29 missiles sol-air *Tor-M1* en prévision de frappes aériennes contre ses installations nucléaires, **l'hebdomadaire du groupe Jane's Defence Weekly rapporte que l'Iran a lancé depuis le 6 février 2006 une production massive du nouveau missile sol-air portable *Mithaq-2*.**

**L'agence Associated Press révèle de source diplomatique anonyme que l'Iran a repris l'enrichissement d'uranium à petite échelle** ("dans trois machines"), ultime étape du cycle de production du combustible nucléaire.

A l'occasion d'une conférence de presse précédant de quelques semaines la première visite du président George W. BUSH au Pakistan ainsi qu'en Inde, le président pakistanais Pervez **MOUCHARRAF déclare que la coopération pakistano-américaine dans la lutte contre le terrorisme est "excellente" en dépit de la frappe aérienne menée par la CIA le 13 janvier 2006** contre un village pakistanais où elle ciblait le numéro deux d'al-Qaida, le docteur Ayman AL-ZAWAHIRI, mais dont les villageois se sont rendus "coupables d'héberger des individus recourant au terrorisme" selon le président (les missiles *Hellfire* tirés d'un drone *Predator* ont tué 18 personnes dont cinq membres de l'organisation terroriste).

Le général MOUCHARRAF sollicite par ailleurs la médiation des Etats-Unis -- en tant que "superpuissance" -- dans la résolution du différend pakistano-indien (désormais suffisamment "mûr") sur la région himalayenne du Cachemire (région qui reste divisée de part et d'autre de la *Line of Control* après deux conflits entre l'Inde et le Pakistan depuis 1947).

En revanche, non seulement le président pakistanais s'oppose à une action militaire contre l'Iran mais encore il passe outre l'opposition des Etats-Unis sur un projet d'oléoduc visant à approvisionner le Pakistan et l'Inde en pétrole iranien.

A l'occasion d'une conférence de presse donnée au Maroc (après s'être entretenu avec le roi Mohammed VI) dans le cadre d'une tournée de trois jours au Maghreb ayant vocation à renforcer la coopération en matière militaire et de contre-terrorisme (11-13 février 2006: Tunisie, Algérie puis Maroc), le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD déclare "extrêmement faible" la probabilité pour que l'extrémisme islamique s'implante dans les trois Etats du Maghreb visités**, lesquels ont su créer "un environnement [interne] inhospitalier pour le terrorisme".

Alors que les *Six-Party Talks* (regroupant Etats-Unis, Corée du Nord, Corée du Sud, Chine, Japon et Russie) sur le programme nucléaire nord-coréen sont hypothéqués depuis novembre 2005 consécutivement aux sanctions américaines prises contre une banque (Macau Bank) et huit entreprises officiellement suspectées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue, un représentant du ministère nord-coréen des Affaires étrangères, So **CHOL, annonce dans une interview pour la télévision de l'Associated Press que Pyongyang continue de conditionner la reprise des pourparlers sur son programme nucléaire au retrait des sanctions économiques américaines** perçues comme instrumentalisées en vue d'isoler le régime nord-coréen.

**Le président George W. BUSH reçoit le Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi ANNAN, avec lequel il s'entretient du projet de force mobile des Nations Unies en vue de restaurer la paix dans la province soudanaise rebelle du Darfour** en proie à ce que les Etats-Unis ont qualifié de "génocide" depuis 2003 (180 000 morts, deux millions de réfugiés).

Parce que les deux opérations de maintien de la paix jusqu'à présent menées au Soudan par 7 000 militaires de l'Union Africaine et 7 000 militaires des Nations Unies n'ont pas enrayé une guerre civile socioéconomique mâtinée de rhétoriques mobilisatrices identitaires, M. ANNAN exhorte les pays riches en général et les Etats-Unis en particulier à participer militairement -- non seulement financièrement -- à la création d'une force mobile de "mainteneurs de la paix" des Nations Unies capable d'intervenir rapidement sur le terrain pour juguler plutôt que constater la violence.

Si les Etats-Unis financent et offrent une aide à la planification militaire pour l'intervention des Nations Unies au Darfour, les opérations sur le terrain n'en restent pas moins déléguées à des troupes principalement composées de militaires africains et asiatiques (dont les armées sont intéressées par les soldes de l'ONU ainsi que la mise à niveau via l'entraînement et la formation dispensés).

L'objectif à terme est de substituer cette force mobile aux deux opérations de maintien de la paix assurée l'Union Africaine et l'ONU (dans le sud Soudan).

Trois autres thèmes sont abordés au cours de l'entretien:

1. le Moyen-Orient, notamment la formation du nouveau gouvernement de l'Autorité Palestinienne (M. ANNAN voit dans la crise actuelle une "opportunité" pour le *Hamas* de se convertir en parti politique modéré reconnu comme interlocuteur valable par la communauté internationale et le gouvernement israélien)
2. la réforme multiforme des Nations Unies (sa structure, sa gestion et la Commission des Droits de l'Homme)
3. et la problématique du nucléaire iranien (le SGNU attend de l'Iran des signes tangibles pour la reprise des négociations)

## **12 février**

Invité sur les plateaux de *talk shows* dominicaux ("This Week" sur ABC et "Face the Nation" sur CBS), le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE** aborde les thèmes de la crise nucléaire iranienne, de la crispation autoritaire en Russie, des réactions aux caricatures du prophète Mahomet et de la traque d'Oussama BEN LADEN:

1. d'abord sur la crise nucléaire iranienne: Mme RICE maintient que le président George W. BUSH continue de rechercher une solution diplomatique sans évacuer pour autant l'option militaire contre les capacités d'un pays qui, ayant perdu la confiance de la communauté internationale pour lui avoir caché pendant 18 ans ses intentions, représente "une menace, une grave menace à la paix et à la sécurité internationales"
2. ensuite sur la crispation autoritaire en Russie: elle se dit "préoccupée" -- en dépit de coopérations (GWOT et dossier iranien) -- par les orientations du régime: à l'intérieur, le reflux des libertés publiques acquises depuis 1991 *via* le renforcement de l'emprise sur la société civile (recentralisation du pouvoir, contrôle du parlement et des partis politiques, sujétion croissante des gouverneurs de régions, diminution de l'indépendance des médias comme des ONG), à l'extérieur la tentation de faire des ressources énergétiques le principal levier de la politique étrangère
3. puis sur les réactions aux caricatures du prophète Mahomet: le secrétaire d'Etat reproche à nouveau au couple Iran-Syrie de ne pas agir de manière responsable en instrumentalisant la controverse (puisque le propre des gouvernements "totalitaires" est la maîtrise des modalités d'expression du mécontentement, notamment la manifestation de rue) à des fins de diversion intérieure et de mobilisation de l'espace arabo-musulman contre l'Occident; Mme RICE craint effectivement que son alimentation ne rende la crise incontrôlable
4. enfin sur la traque d'Oussama BEN LADEN: si elle concède que le leader de l'organisation terroriste al-Qaida reste en fuite, c'est pour mieux souligner que sa moindre capacité de nuisance résulte directement de cette perturbation

Le journaliste du *Washington Post* Edward **CODY** dresse la liste des avantages qu'ont à gagner Etats-Unis et Mongolie au renforcement de leur relation bilatérale illustré par la venue symbolique du président George W. BUSH le 21 novembre 2005 -- pour remercier de l'envoi d'un contingent mongol de 135 soldats en Irak ([Edward Cody, "Feeling the Squeeze Of China and Russia, Mongolia Courts U.S.", \*The Washington Post\*, 12 février 2006](#)):

- pour la Mongolie (2,7 millions d'habitants):

1. la recherche de contrepoids éloignés (outre le Japon, l'Allemagne et la Corée du sud) afin de contrebalancer les hégémonismes chinois (puissance économique) et russe (puissance "résiduelle")
  2. et le bénéfice de l'aide américaine financière (7,5 md\$ pour le développement de projets) et en nature (3 md\$ en dons de blé et une formation militaire)
- pour les Etats-Unis:
    1. l'assurance d'un partenaire fiable dans la région
    2. la disposition d'un pas de tir et point d'appui dont la situation géostratégique est importante en cas de conflit avec la République populaire de Chine
    3. et la citation d'un modèle stable de démocratie parlementaire (nonobstant une corruption endémique) au sein d'un espace sous influence post-soviétique où les autocraties instables sont nombreuses

A l'occasion d'une conférence de presse donnée en Algérie (aux côtés du président Abdelaziz BOUTEFLIKA) dans le cadre d'une tournée de trois jours au Maghreb (11-13 février 2006), le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD déclare que les Etats-Unis ont l'intention de renforcer leur coopération avec l'Algérie en matière militaire et de contre-terrorisme:**

1. en matière de contre-terrorisme: opéré à la faveur de la prise de conscience de ce que l'extrémisme islamique pose une menace commune aux deux pays, le renforcement de la coopération a été illustré par la visite en Algérie du directeur du FBI Robert MUELLER
2. en matière militaire: le renforcement de la coopération pourrait inclure l'augmentation progressive (ne pas provoquer une course aux armements régionale) des vente d'armes à destination de l'Algérie (notamment des jumelles à vision nocturnes et des hélicoptères)

Premier secrétaire à la Défense à se rendre en Algérie, M. RUMSFELD ne conditionne pas pour autant le renforcement de la coopération bilatérale à une ouverture politique du régime algérien (réputée pouvoir seule -- selon le président George W. BUSH -- réduire la menace que pose l'extrémisme islamique en Afrique du Nord).

La coalition chiite religieuse qui a remporté 128 des 275 du Conseil des Représentants irakien aux élections législatives du 15 décembre 2005 et devra à ce titre nommer le futur premier ministre d'Irak, **l'Alliance Irakienne Unie (AIU), choisit l'actuel premier ministre intérimaire Ibrahim AL-JAAFARI comme candidat à sa propre succession** par 64 voix contre 63 pour son rival Adel Abdul MAHDI, vice-président du Conseil Suprême pour la Révolution Islamique en Irak. Ayant finalement bénéficié du soutien du religieux Moqtada AL-SADR (promoteur du retrait rapide des troupes américaines d'Irak, le chef de l'Armée du Madhi contrôle 32 des 128 sièges de l'AIU), M. AL-JAAFARI, président du Parti *Dawa*, promeut la continuation du programme de débaathification de la société irakienne.

Le premier ministre australien John **HOWARD déclare refuser l'idée d'un retrait daté des 1 370 militaires australiens mobilisés au sein de la *Multi-National Force - Iraq*** dans le cadre de l'OIF (450 des 1 370 militaires australiens ont pour mission de protéger les ingénieurs japonais affectés à la reconstruction de la province de Muthanna). La décision de retirer les troupes ne saurait être datée selon lui pour trois raisons:

1. elle doit être déterminée par les progrès réalisés en direction de l'état final recherché tel que fixé initialement
2. elle doit être déterminée par les conditions politico-sécuritaires sur le terrain telles qu'évaluées par les responsables militaires (argument du président George W. BUSH)
3. enfin, elle doit préserver la qualité des relations bilatérales entre l'Australie d'un côté et les Etats-Unis ainsi que la Grande-Bretagne de l'autre en assumant les responsabilités de l'après-guerre

Alors même qu'il pourrait basculer l'avantage des insurgés aux forces de la *Multi-National Force - Iraq* (MNF-I) dans la bataille pour l'innovation livrée par le bouclier des seconds contre l'épée des premiers, le journaliste du *Los Angeles Times* Mark MAZZETTI rapporte que la mise en service sur le théâtre irakien du véhicule *Joint IED Neutralizer* (JIN) est retardée par les routines organisationnelles du DoD ([Mark Mazzetti, "Bomb Buster for Iraq Hits Pentagon Snag", Los Angeles Times, 12 février 2006](#)).

Véhicule télécommandé capable de précipiter la mise à feu des IED en émettant des impulsions électriques de haute intensité, le JIN participe des recherches menées par l'armée américaine sur les armes à énergie (lasers, armes à micro-ondes ou à impulsions électromagnétiques, etc.).

Bien qu'inscrite depuis avril 2005 à l'agenda de la *Joint IED Defeat Organization* (350 personnes travaillant sous la direction du général quatre étoiles de l'U.S. Army Montgomery C. MEIGS), la mise en service du JIN sur les théâtres d'opérations irakien et afghan reste conditionnée par ses résultats à une batterie de tests que prévoient les procédures standardisées du DoD.

Le journaliste du *Washington Post* David Von DREHLE considère que la publication du *Quadrennial Defense Review Report* (QDR, 3 février 2006) a révélé l'abandon des ambitions de "l'ère Rumsfeld" -- changer la culture organisationnelle du DoD et ériger l'armée en acteur principal de la politique étrangère américaine ([David Von Drehle, "Rumsfeld's Transformation", The Washington Post, 12 février 2006](#)):

- non seulement la QDR maintient l'acquisition de systèmes d'armes conventionnels alors même qu'elle souligne le temps des conflits non-conventionnels livrés contre un ennemi irréguliers recourant au couple stratégie asymétrique/tactique terroriste ...
- ... mais encore les changements qu'elle introduit (réorganisation de l'armée en brigades de combat modulables, redéploiement des troupes américaines pré-positionnées à l'étranger de l'Europe occidentale à l'Europe de l'est et l'Asie, diminution des garnisons stationnées depuis 1945 et 1953 en Allemagne et en Corée du Sud) avaient été décidés depuis la fin des années 1990 par l'administration CLINTON

Au titre des facteurs explicatifs de cette résistance au changement du DoD, M. DREHLE identifie les pesanteurs du traditionnel "*iron triangle*", c'est-à-dire le polygone de forces scellant le lien entre membres du Congrès (préoccupés par l'emploi au niveau local), groupes d'intérêts (l'industrie de l'armement) et bureaucraties (le DoD) et dont les interactions sont institutionnalisées par l'*Office of Public Liaison*.

Alors que le volume de ce type d'action insurgée avait diminué ces derniers mois, des **tirs de mortiers frappent la zone protégée de Bagdad (*Green Zone*) où se trouvent les organes officiels américains et irakiens.**

Cette action confirme en revanche une tendance lourde de l'activité insurgée: sa moindre efficacité, ou létalité, puisqu'elle ne fait aucune victime.

## **11 février**

Le président pakistanais Pervez MOUCHARRAF confirme la présence de cinq membres d'al-Qaeda parmi les 18 victimes de la frappe aérienne menée le 13 janvier 2006 par la CIA contre un village pakistanais (au moyen d'un drone *Predator* équipé de missiles *Hellfire*) où elle ciblait le numéro deux d'al-Qaïda, le docteur Ayman AL-ZAWAHIRI:

1. Abdul Rehman Al-Misri AL-MAGHRIBI: beau-fils de M. AL-ZAWAHIRI, responsable du service média et propagande au sein de l'organisation (nationalité marocaine)
2. Abu Khabab AL-MASRI: directeur d'un camp d'entraînement de moudjahidin, responsable des récentes attaques contre les forces de la coalition OEF dans l'est afghan pour la capture duquel une récompense de 5 md\$ était offerte
3. Midhat Mursi al-Sayid UMAR: expert en explosifs et poisons responsable de l'entraînement de moudjahidin en Afghanistan (nationalité égyptienne)

4. Khalid HABIB: chef des opérations d'al-Qaida au Pakistan et en Afghanistan
5. l'identité du cinquième individu reste inconnue

A l'occasion du 27ème anniversaire de la révolution islamique, le président iranien Mahmoud **AHMADINEJAD déclare de manière à peine voilée que l'Iran reconsidérera son appartenance au Traité de Non Prolifération nucléaire** (TNP, 1er juillet 1968) si celui-ci s'avère n'être que le levier d'influence par lequel l'Occident exerce une pression indue.

A l'occasion d'une visite de trois jours au Maghreb (11-14 février 2006), le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD réaffirme la volonté des Etats-Unis de renforcer leur coopération militaire avec le Maroc, l'Algérie et la Tunisie**, trois "partenaires constructifs" dans la lutte contre le terrorisme avec lesquels ils souhaitent réduire la menace posée par l'organisation terroriste al-Qaida en Afrique du Nord, principal bassin pour le recrutement des candidats à l'attentat suicide contre les forces de la coalition en Irak.

Le journaliste du *New York Times* Thom **SHANKER rapporte les critiques du général américain chargé de la formation et de l'entraînement des forces de sécurité irakiennes (FSI) dans la phase de stabilisation et de reconstruction post-conflit, Paul EATON** ([Thom Shanker, "General faults U.S. on Iraqi Military", \*The New York Times\*, 11 février 2006](#)).

Trahi par l'effondrement des forces régulières devant le sanctuaire de Falloudja en avril 2004, le caractère non encore opérationnel de l'armée irakienne un an après la fin des opérations de combat majeures (inaptitude qui creusa le déficit de sécurité post-conflit) reçoit deux explications chez le major général EATON:

1. d'abord la tardive prise de conscience par les décideurs politiques de l'importance de l'armée irakienne dans un après-guerre de plus en plus insurrectionnel:
  - o la planification réalisée avant le déclenchement des opérations de combat majeures pour le rôle de l'armée dans l'après-conflit était quasi inexistante
  - o la reconstruction de l'armée n'était que la cinquième priorité des FSI après le corps civil de défense, la police, les gardes frontières et ceux pour la sécurité des infrastructures publiques et privées
2. ensuite la dualité de la chaîne de commandement entre le DoS (*Coalition Provisional Authority*) et le DoD (*Combined Joint Task Force - Seven*) a gêné -- outre la coopération et les opérations interagences -- l'émergence d'une perspective commune quant au rôle qui devait être imparti à l'armée irakienne

## **10 février**

Le commandant d'un régiment assigné auprès de la *Multi-National Force - Iraq* pour opérer dans la province occidentale d'Al Anbar (aux confins des frontières irako-syrienne, jordanienne et saoudienne), le major colonel Stephen W. **DAVIS, souligne l'efficacité de la récente tactique visant à canaliser et filtrer le trafic entre une ville réputée insurgée et son environnement en l'entourant d'un "mur" de terre (berm) percé de points de passage constituant autant de checkpoints** ([Stephen W. Davis, \*News Briefing with Col. Stephen W. Davis\*, 10 février 2006](#)).

Après la soudaine invitation du *Hamas* par le président russe Vladimir **POUTINE** (9 février 2006), le secrétaire d'Etat Condoleezza **RICE obtient du ministre russe des Affaires étrangères, Sergei LAVROV, l'assurance que la Russie maintiendra la triple condition du Quatuor** (Etats-Unis, Russie, UE et ONU) pour la reconnaissance du *Hamas* comme interlocuteur valable:

1. la reconnaissance de l'existence de l'Etat d'Israël
2. la renonciation à la violence terroriste ainsi que le démantèlement des milices armées
3. et l'acceptation des engagements qui découlent des accords signés dans le passé entre l'Autorité Palestinienne et Israël



Après l'avoir qualifié de premier parrain étatique du terrorisme lors de la Conférence sur la sécurité qui s'est tenue à Munich les 4-5 février 2006, le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD accuse l'Iran -- ainsi que la Syrie -- de s'ingérer dans les affaires intérieures irakiennes.**

Si M. RUMSFELD comprend ironiquement la résistance au changement de la part d'Etats dont les régimes autoritaires assistent à l'émergence d'un voisin souverain libre et démocratique, il leur reproche fermement une conduite "préjudiciable" -- pour le gouvernement irakien comme la région -- qu'il qualifie d'"erreur".

Officier du renseignement national pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud de 2000 à 2005, Paul **PILLAR dénonce dans un article de la revue *Foreign Affairs* la politisation du renseignement par l'administration BUSH** qui l'instrumentalisa en 2003 afin de mobiliser le soutien de l'opinion publique et de ses représentants au déclenchement de l'Opération Iraqui *Freedom*.

M. PILLAR souligne que la politisation du cycle du renseignement a été réalisée à deux niveaux:

1. au niveau de sa collecte par l'exercice de pressions (*stove-pipping*),
2. au niveau de son exploitation/présentation par la pratique de sélections (*cherry-picking*)

Il en a résulté selon lui que l'information contrariante car contradictoire (avertissant par exemple des difficultés probables de la stabilisation et de la reconstruction post-conflit ou du risque insurrectionnel) était systématiquement écartée au profit de celle étayant des prénotions (confirmant par exemple l'existence d'armes de destruction massive ou encore établissant un lien entre al-Qaïda et le régime de Saddam HUSSEIN).

Alors que les *Six-Party Talks* (regroupant Etats-Unis, Corée du Nord, Corée du Sud, Chine, Japon et Russie) sur le programme nucléaire nord-coréen sont hypothéqués depuis novembre 2005 consécutivement aux sanctions américaines prises contre huit entreprises officiellement suspectées de contrefaçon, blanchiment d'argent et trafic de drogue, l'envoyé du président indonésien en Corée du Nord, Nana SUTRESNA, annonce que **Pyongyang continue de conditionner la reprise des pourparlers sur son programme nucléaire au retrait des sanctions économiques américaines.**

**Les explosions de deux *Improvised Explosive Devices* (IEDs) tuent huit soldats de l'Armée Nationale Afghane** dans la province de Kunar à la frontière afghano-pakistanaise.

**La Commission Electorale Indépendante d'Irak (CEII) proclame les résultats officiels des élections législatives irakiennes** dont le scrutin s'est échelonné du 12 au 15 décembre 2005:

1. Alliance Irakienne Unie (coalition chiite religieuse dirigée par le premier ministre Ibrahim JAFARI): 128/275 sièges (n'obtenant pas la majorité absolue, l'AIU doit former un gouvernement de coalition)
2. Alliance du Kurdistan (coalition dirigée par le président Jalal TALABANI et le dirigeant kurde Massoud BARZANI visant à protéger l'autonomie des provinces kurdes du nord): 53/275 sièges
3. Front Irakien de la Concorde (coalition sunnite visant la fin de l'occupation et la révision de la Constitution) : 44/275 sièges
4. Front Irakien pour le Dialogue National (coalition sunnite): 11/275 sièges
5. Liste Nationale Irakienne (coalition chiite laïque dirigée par l'ancien premier ministre Iyad ALLAWI visant à désethniciser et séculariser la vie politique irakienne): /
6. Coalition du Congrès National (coalition chiite laïque dirigée par Ahmed CHALABI): /

Composé de 275 membres élus pour un mandat de quatre ans, le nouveau parlement monocaméral - le Conseil des Représentants -- remplace l'Assemblée Nationale Transitoire et est la première assemblée nationale élue depuis la ratification de la Constitution. Son président nommera le premier ministre.

A *contrario* de l'opinion commune selon laquelle la rationalité stratégique limitée des frappes aériennes renforce généralement la cohésion interne d'un régime en faisant converger les allégeances sur l'individu incarnant l'unité nationale, l'analyste du *Center for Strategic and International Studies* Edward N. LUTTWAK soutient que l'axiome du "ralliement autour du drapeau" en cas d'agression extérieure n'est pas applicable à l'Iran car il n'est pas un Etat-nation mais plutôt un "empire multinational dominé par les Perses" ([Edward N. Luttwak, "Would Iranians rally round the flag?", Los Angeles Times, 10 février 2006](#)).

De même que les minorités de l'ex-URSS vivant sous le joug russe ne se seraient pas massées derrière le premier secrétaire du PCUS en cas d'attaque extérieure, M. LUTTWAK avance que le sentiment d'appartenance au sein des minorités ethniques (les Azéris -- de langue turque et de religion islamique chiite -- représentent 24% de la population iranienne, les Kurdes 9%, les Gilaki avec les Mazandarani 8%, les Arabes 3%, les Balouches, les Turcs et les Lurs chacun 2%) et religieuses (les Sunnites représentent 9% de la population iranienne, les Chrétiens avec les Juifs 2%) qui vivent sur le territoire iranien n'est pas suffisamment fort pour garantir un soutien indéfectible aux dirigeants iraniens menacés par l'étranger. S'il n'identifie pas pour autant chez ces minorités iraniennes autant de foyers insurrectionnels potentiels, M. LUTTWAK accroît l'idée de leur passivité en cas d'intervention militaire étrangère.

Le journaliste du *Christian Science Monitor* Howard LAFRANCHI souligne la convergence des politiques étrangères iranienne, russe et vénézuélienne dans ce que d'aucuns qualifient "axle [essieu] of anti-American populism" ([Howard LaFranchi, "New populists vs. the West", The Christian Science Monitor, 10 février 2006](#)).

Certes la Russie a voté *pour* et le Venezuela *contre* la résolution de l'AIEA décidant de référer le dossier nucléaire iranien devant le CSNU. De même, les motivations négatives des dirigeants diffèrent:

- le président iranien Ahmoud AHMADINEJAD s'oppose à la mise en oeuvre de l'agenda démocratique de l'administration BUSH au Moyen-Orient
- le président russe Vladimir POUTINE résiste à la promotion de la démocratie de type occidental dans l'espace post-soviétique
- le président vénézuélien Hugo CHAVEZ refuse la mondialisation telle qu'incarnée par "l'impérialisme" américain

Cette diversité des motivations entraîne par ailleurs la variété des rhétoriques (soulignant néanmoins l'hypocrisie occidentale en général et américaine en particulier):

- de la stigmatisation du double standard observé par les Etats-Unis en matière nucléaire entre le Pakistan et l'Iran ...
- ... à la dénonciation de l'ingérence occidentale (ONG et espionnage) ...
- ... en passant par la condamnation des tentatives de renversement de gouvernement démocratiquement élu

En dépit de menaces différenciées posées aux intérêts américains, les dirigeants iranien, russe et vénézuélien n'en convergent pas moins dans l'objectif commun d'un monde multipolaire -- *i.e.* remettant en cause l'hégémonie américaine sur la scène internationale -- qu'ils promeuvent avec d'autant plus d'assurance et d'audace qu'ils bénéficient des marges de manoeuvre et fenêtres d'opportunité qu'offre la rente pétrolière ("pétro-diplomaties").

## 9 février

Bien que membre du Quatuor (avec les Etats-Unis, l'Union européenne et les Nations Unies) qui promeut la "feuille de route" pour la solution du conflit israélo-palestinien (reconnaissance de deux Etats souverains) et conditionne la reconnaissance du *Hamas* en tant qu'interlocuteur valable (le Mouvement de la Résistance Armée, qui a remporté 74 des 132 sièges du Conseil Législatif Palestinien le 25 janvier 2006, doit reconnaître l'existence de l'Etat d'Israël, renoncer à la violence armée terroriste/démanteler les milices et considérer comme légitimes les accords d'ores et déjà

signés avec Israël), le président russe Vladimir **POUTINE se démarque en invitant les dirigeants du Hamas à se rendre à Moscou pour discuter les modalités de leur présence au sein du gouvernement palestinien en formation.**

Dans un discours télévisé, le président vénézuélien Hugo **CHAVEZ accuse le "fou"** (George W. BUSH) -- lequel se penserait comme "le propriétaire du monde" -- **et son "allié inconditionnel et subordonné"** (Tony BLAIR) de **planifier les invasions de l'Iran et du Venezuela.**

Avec Cuba et la Syrie, le Venezuela a voté contre la résolution de l'AIEA référant le dossier nucléaire iranien au CSNU le 4 février 2006.

Parce qu'elle demeure en guerre, le président George W. **BUSH informe la nation américaine de l'évolution de la GWOT** ([George W. Bush, President Discusses Progress in War on Terror to National Guard, National Guard Building, Washington, D.C., 9 février 2006](#)).

Des actions menées par la coalition pour démanteler les réseaux terroristes (coalition dont le nombre de coopérants augmente selon le président, citant le Pakistan et l'Arabie saoudite) à l'impératif de propager la liberté politique dans une lutte principalement idéologique (la théorie de la *pax democratica* à laquelle souscrit M. BUSH veut que les démocraties ne se combattent entre elles tandis qu'elles réprouvent la guerre d'agression), en passant par les complots déjoués sur le sol des Etats-Unis (notamment un projet d'attentat contre l'édifice le plus élevé de Los Angeles, élaboré dès octobre 2001 mais déjoué en janvier 2002), le président considère que les terroristes sont en train de perdre la confrontation:

1. ils ont perdu leur havre afghan, à la fois sanctuaire et pas de tir pour l'action terroriste
2. ils peinent à survivre, tant sur le plan financier que communicationnel
3. et ils restent en fuite pour éviter la mort ou -- au mieux -- l'emprisonnement

Introduisant une audition sur les initiatives en matière de réduction de la menace, le président de la Commission sur les Relations Etrangères du Sénat, Richard G. **LUGAR, exhorte l'administration BUSH à combler financièrement les deux "security gaps" que sont la sécurité des arsenaux d'armes conventionnelles et la lutte contre la prolifération des ADM** ([Richard G. Lugar, Opening Statement New Initiatives in Cooperative Threat Reduction, 9 février 2006, 2 p.](#)).

M. LUGAR présente les deux volets -- sécurisation des arsenaux d'armes conventionnelles et assistance dans la contre-prolifération -- du projet de loi déposé par lui et le sénateur OBAMA le 1er novembre 2005 ("*Cooperative Proliferation Detection and Interdiction Assistance and Conventional Threat Reduction Act*"):

1. le premier volet consiste à aider les pays demandeurs à sécuriser leurs stocks vulnérables d'armes conventionnelles (notamment les systèmes de missiles anti-aériens)
2. le second volet consiste à aider les pays demandeurs à renforcer leur capacité de détection et d'interdiction des convois illégaux d'armes -- ou matériaux -- de destruction massive

Sur le trajet de la réunion des ministres de la défense des 26 Etats membres de l'OTAN qui se tient en Italie (Taormine) les 9 et 10 février 2006, le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD dresse un bilan positif des actions et évolutions passées et présentes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord tout en soulignant le différentiel d'engagement entre ses piliers américain et européen.**

L'histoire pérenne de l'Organisation est selon lui celle de succès, de la fin de la guerre froide à l'assistance post-tremblement de terre au Cachemire pakistanais, en passant par la surveillance de l'espace aérien après le 11 Septembre 2001 et l'entraînement ainsi que l'équipement des forces de sécurité irakiennes.

La pérennité de l'OTAN dans l'après-guerre froide s'explique par la capacité d'adaptation de ses membres qui ont su transformer une organisation militaire de défense collective en une organisation plus politique ayant l'ambition d'assurer la sécurité d'une zone géographique élargie (la sécurisation

de ses marges est ainsi illustrée par le Partenariat pour la Paix avec l'Eurasie, le Dialogue Méditerranéen avec le Maghreb et l'Initiative de Coopération d'Istanbul avec le Moyen-Orient). M. RUMSFELD approuve effectivement la double extension des critères matériel (jusqu'à la mission de stabilisation et de reconstruction ou l'opération d'assistance humanitaire) et géographique (respectivement jusqu'en Afghanistan ou au Pakistan) conditionnant les interventions de l'OTAN.

Le secrétaire à la Défense formule cependant le vœu que les membres de l'OTAN appartenant à son pilier européen augmentent leurs budgets de la défense afin de pouvoir assumer plus de responsabilités sur la scène internationale, notamment en matière de maintien de la paix (tandis que le budget américain de la défense représente 3,7% du PIB des Etats-Unis, 19 des 25 membres de l'OTAN investissent moins de 2% de leur PIB dans la défense -- 1,4% pour l'Allemagne).

Il précise enfin que l'engagement croissant de l'OTAN en Afghanistan (la mission de stabilisation et de reconstruction conduite par la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité s'étend au sud du pays au cours de l'année 2006 en même temps que ses effectifs passent à 15 000 militaires dont 1 400 Néerlandais) n'est pas l'unique déterminant du désengagement américain (de 19 000 à 16 500 militaires pour participer aux opérations de contre-terrorisme menées par la coalition de l'Opération *Enduring Freedom*) mais participe d'un faisceau de causes parmi lesquelles se trouvent la montée en puissance des forces de sécurité afghanes, la consolidation du processus politique (élections parlementaires et provinciales du 18 septembre 2005) et la démobilisation des milices.

**La célébration d'*Ashura*** (fête religieuse principalement chiite célébrant la mort du petit-fils du prophète Mahomet, Hussein, en 680) **est marquée par des heurts entre Chiïtes et Sunnites au Pakistan et en Afghanistan.**

Au Pakistan, un attentat suicide contre une procession religieuse chiite dans la ville de Hangu (200 km au sud-ouest d'Islamabad) tue 27 personnes et en blesse 30.

En Afghanistan, où 80% de la population est de confession sunnite, une confrontation entre Chiïtes et Sunnites dans la ville d'Herat (ouest) tue trois personnes et en blesse 100.

*A contrario*, en Irak, pour la première fois depuis que la célébration d'*Ashura* est à nouveau autorisée (proscrite sous le régime de Saddam HUSSEIN) et grâce au quadrillage des forces de sécurité irakiennes, aucun attentat n'a été perpétré (170 personnes en 2004 et 60 en 2005 avaient été tuées à cette même occasion).

Les journalistes du *Los Angeles Times* Solomon **MOORE** et Richard **BOUDREAUX** rapportent les négociations entamées en Irak par les forces armées américaines avec les insurgés arabes sunnites ([Solomon Moore, Richard Boudreaux, "U.S., Iraqi Officials Woo Sunnis", \*Los Angeles Times\*, 9 février 2006](#)).

Ces approches ont vocation à accélérer la désagrégation du front insurrectionnel -- entre insurgés arabes sunnites d'origine irakienne et insurgés néo-salafistes d'origine étrangère -- amorcée à la faveur de divergences tant tactiques (respectivement défavorables ou favorables au recours à un terrorisme indiscriminé tel que pratiqué par l'*al-Qaeda Organization of the Land of the Two Rivers* du leader Abou Moussab AL-ZARQAWI) que stratégiques (favorables ou défavorables à l'intégration dans le processus politique).

Afin de capitaliser sur ces premières lézardes du front insurrectionnel, les responsables politiques et militaires américains s'efforcent de rallier les allégeances des chefs de tribus insurgées sunnites, notamment en:

- libérant des détenus accusés d'activités terroristes en rapport avec l'insurrection
- négociant les positions clefs au sein des principaux ministères, notamment ceux des forces de sécurité irakiennes (armée et police)

Une telle démarche ne s'avérera toutefois valable que si les chefs de tribus courtisés maîtrisent effectivement les leviers de l'insurrection irakienne.

## **8 février**

A l'occasion de son audition par la Commission des Etats-Unis sur la Sécurité et la Coopération en Europe, l'analyste de la *Carnegie Endowment for International Peace* Andrew C. **KUCHINS** (Russian Democracy and Civil Society: Back to the Future, 8 février 2006, 9 p.) **considère que l'évolution du régime politique de la Fédération de Russie (FR) s'oriente dans la "mauvaise direction" et écarte toute perspective de changement à court terme** car le président russe Vladimir POUTINE est parvenu à ancrer la croyance selon laquelle la FR ne supporterait pas -- en son état actuel de développement politique et socioéconomique -- une démocratisation portant en germe le risque de l'anarchie, mais exigerait *a contrario* pour sa stabilité un degré élevé de centralisation de l'autorité politique -- la "démocratie gérée" ([Andrew C. Kuchins, Russian Democracy and Civil Society: Back to the Future, 8 février 2006, 9 p.](#)).

Si la culture politique russe se caractérise généralement par son manque de transparence et la centralisation du pouvoir aux dépens des divers "freins et contrepoids", des dégradations ne s'en produisent pas moins depuis le premier mandat de M. POUTINE (2000):

1. concernant le pouvoir exécutif:
  1. la concentration et la centralisation du pouvoir exécutif au sein de l'administration présidentielle (la "verticale du pouvoir" favorise un système dit "hyper-présidentiel")
  2. la subordination des pouvoirs fédérés au pouvoir fédéral (les gouverneurs de régions ne sont plus élus mais nommés par le président)
2. concernant le pouvoir législatif:
  1. la sujétion des membres du Conseil de la Fédération (nommés plutôt qu'élus) et de la *Douma* (loi restrictive de la formation des partis politiques)
  2. l'élimination "cohérente et systématique" de la compétition inter-partisane (dans son classement fonction des droits politiques, l'organisation *Freedom House* a décoté la FR de "partiellement libre" à "non libre")
3. concernant la société civile:
  1. la restriction de l'espace public consacré à la participation politique
  2. l'empiètement sur l'indépendance des responsables économiques
  3. la perte par les médias de leur indépendance (notamment la télévision nationale)

En dépit de cette crispation autoritaire, M. POUTINE continue de bénéficier d'une popularité importante étayée par -- outre la réappréciation de la fonction présidentielle -- la situation économique de la FR:

1. la croissance économique s'élève à 6% par an depuis 2000
2. les salaires et les retraites sont régulièrement payés

Mais c'est le "miracle macroéconomique virtuel" de la rente pétrolière (le prix du baril de pétrole depuis 2005) que M. KUCHINS considère comme le principal facteur explicatif de la crispation autoritaire russe en ce qu'il crée un environnement permissif -- aussi bien vis-à-vis de l'intérieur (le régime améliore la vie quotidienne) que de l'extérieur (la "superpuissance énergétique" met en oeuvre une diplomatie du pétrole) -- propice à la restriction sans entrave des libertés.

Auditionné par la Commission sénatoriale sur les Relations Etrangères, le directeur des Affaires Internationales et du Commerce au *Government Accountability Office* (GAO), Joseph A.

**CHRISTOFF**, considère que les Etats-Unis doivent relever trois défis pour la stabilisation et la reconstruction de l'Irak ([Joseph A. Christoff, Rebuilding Iraq. Stabilization, Reconstruction and Financing Challenges, 8 février 2006, 20 p.](#)):

1. transférer la responsabilité du maintien de l'ordre aux forces de sécurité irakiennes
2. déterminer les critères adéquats à l'aune desquels évaluer les progrès réalisés, notamment l'impact des efforts américains de reconstruction
3. et renforcer la capacité propre de l'Irak à assurer le fonctionnement continu des infrastructures réhabilitées ou construites, notamment dans les secteurs de l'eau, des installations sanitaires et de l'électricité



M. CHRISTOFF est préoccupé par le financement futur -- assumé par le seul Irak souverain -- de l'effort de stabilisation et de reconstruction:

- d'abord les coûts sécuritaires supplémentaires causés par le sabotage et le pillage des infrastructures (+ 15-20% pour chaque projet) alourdissent d'autant le financement initialement estimé à 56 Md\$ pour la période 2004-07 par la Banque mondiale, les Nations Unies et la *Coalition Provisional Authority*
- ensuite les Etats-Unis n'envisageaient pas à long terme (au-delà de 2007) de rester le principal bailleur de fonds pour l'effort de reconstruction (ne pas alimenter une culture de la dépendance)
- enfin les engagements financiers pris par la communauté internationale n'ont pas encore tous été matérialisés

M. CHRISTOFF recommande dès lors à l'Irak de financer son effort de stabilisation et de reconstruction:

1. en augmentant les recettes des exportations pétrolières
2. en diminuant les subventions dans les secteurs énergétique et alimentaire
3. et en réduisant les coûts sécuritaires des projets d'infrastructures par l'entretien de forces de sécurité (armée et police) importantes

**La Maison-Blanche publie le second rapport annuel destiné tenir le Congrès informé de la mise en oeuvre du Plan présidentiel d'urgence pour le traitement du SIDA -- PEPFAR pour U.S. President's Emergency Plan for AIDS Relief** ([Action Today, A Foundation for Tomorrow: The President's Emergency Plan for AIDS Relief. Second Annual Report to Congress - Highlights, 8 p.](#)).

Décidé en 2003 et doté d'un budget de 15 Md\$ (2,8 Md\$ en 2005, 3,2 en 2006 et 4,0 prévus en 2007), le PEPFAR est un plan quinquennal (2004-08) finançant des programmes bilatéraux pour la prévention, le traitement et les soins du VIH/SIDA, particulièrement dans 15 pays d'Afrique, des Caraïbes et d'Asie.

Le rapport présenté au Congrès souligne les progrès réalisés dans ces trois domaines de la prévention (budget 2005: 286 md\$), du traitement (479 md\$) et des soins (274 md\$).

Après s'être entretenu avec le ministre israélien des Affaires étrangères, Tzipi LIVNI, Le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE **accuse les gouvernements iranien et syrien d'alimenter dans leur propre intérêt -- en l'incitant à la violence -- la protestation de l'opinion publique arabo-musulmane** consécutive à la parution de caricatures du prophète Mahomet dans des publications européennes ([Condoleezza Rice, Remarks With Israeli Foreign Minister Tzipi Livni After Their Meeting, Benjamin Franklin Room, Washington, DC, 8 février 2006](#)).

Mme RICE rappelle que le soutien des Etats-Unis au futur gouvernement palestinien est triplement conditionné par:

1. la reconnaissance du droit de l'Etat d'Israël à exister
2. le démantèlement des milices armées
3. et la renonciation à la violence terroriste

Elle réaffirme enfin que le régime iranien n'a d'autre choix que de reconnaître la demande légitime de la communauté internationale, à savoir -- non pas que l'Iran ne saurait maîtriser une partie du cycle du combustible nucléaire (la conversion) mais -- que l'Iran ne saurait enrichir l'uranium ni traiter les déchets nucléaires sur son sol.

**La Commission des Relations Etrangères du Sénat auditionne les principaux responsables chargés de la mise en oeuvre du programme américain de stabilisation et de reconstruction de l'Irak.**

Le président de la Commission, le sénateur Richard G. LUGAR, introduit l'examen en soulignant l'écart existant sur le terrain entre ambitions et réalisations ("*reconstruction gap*") puis en appelant à une évaluation "réaliste" des capacités américaines de reconstruction en fonction des fonds

effectivement alloués par le Congrès ([Richard G. Lugar, Opening Statement. Hearing on Iraq Stabilization and Reconstruction, 8 février 2006, 1 p.](#)).

L'inspecteur général spécialement responsable de la reconstruction de l'Irak, Stuart W. BOWEN, reprend les principales conclusions du *Rapport trimestriel* sur la gestion des fonds alloués remis le 30 janvier 2006 au Congrès ainsi qu'aux secrétaires d'Etat et à la Défense ([Stuart W. Bowen, Statement of Stuart W. Bowen, Jr. Hearing to Examine Iraq Stabilization and Reconstruction, 10 p.](#)). Il rappelle que 2006 -- année de transition -- verra la responsabilité du programme de reconstruction de l'Irak progressivement assumée par le gouvernement irakien en formation, ce qui pose le défi d'un passage de relais réussi.

M. BOWEN illustre l'expression "*reconstruction gap*" par deux exemples:

1. 49 des 136 projets prévus dans le secteur de la distribution d'eau seront réalisés (36%)
2. et 300 des 425 prévus dans celui de la distribution d'électricité (70,5%)

Il impute ces défaillances à la reprogrammation décidée par l'*Iraq Relief and Reconstruction Fund* (IRRF) à l'automne 2004, laquelle réalloua 51,2% et 22,5% des budgets prévus pour les secteurs de l'eau et de l'électricité à ceux de la sécurité, du secteur privé et de la justice. Il reconnaît cependant que cette reprogrammation est intervenue dans le contexte d'un impact croissant de la violence sur le coût de la sécurité (la montée en puissance de l'insurrection avait alors augmenté de 25% les coûts sécuritaires).

L'ambassadeur James JEFFREY, conseiller du secrétaire d'Etat pour l'Irak, insiste lui sur la nécessité d'un "progrès intégré" du triptyque stratégique -- sécuritaire, politique et économique (préconisé par la Maison-Blanche dans la *National Strategy for Victory in Iraq*, 30 novembre 2005) -- en vue d'une transition réussie vers un Irak qui soit tout à la fois ([James Jeffrey, Testimony by Ambassador James Jeffrey, 8 février 2006, 3 p.](#)):

- pluraliste
- démocratique
- fédéral et uni
- stable
- pacifique
- prospère
- et un allié des Etats-Unis dans la GWOT

**Le gouvernement afghan exprime sa reconnaissance aux Etats-Unis suite à l'annonce de leur décision** (7 février 2006) **d'annuler la dette** de l'Afghanistan (108 md\$) *via* les procédures du Club de Paris.

A l'occasion de la visite du Roi Abdallah de Jordanie et dans le contexte des manifestations contre les caricatures du prophète Mahomet qui agitent l'espace arabo-musulman, le président George W. BUSH **résoud la délicate mise en balance des deux principes contradictoires de responsabilité** (le respect empathique de la croyance d'autrui) **et de liberté** (celle de la presse) **en déclarant que le second appelle le premier** et en condamnant toute modalité violente d'expression du mécontentement ([George W. Bush, President Bush Welcomes King Abdullah of Jordan to the White House, The Oval Office, Washington, 8 février 2006](#)).

Le chroniqueur du *Los Angeles Times* Max BOOT **souligne le décalage existant entre la Quadrennial Defense Review** (QDR, présentée le 3 février 2006) **et le budget de la défense pour l'année fiscale 2007** (présenté le 6 février 2006) **en vue de livrer la "longue guerre"** ([Max Boot, "The wrong weapons for the Long War", Los Angeles Times, 8 février 2006](#)):

- tandis que la QDR retient les leçons apprises des expériences militaires américaines récentes (OEF et OIF) en fixant l'objectif d'une couverture étendue du spectre des opérations, des opérations de combat majeures contre un ennemi conventionnel hyper-étatique (Chine) aux opérations de stabilité et de soutien contre un ennemi non-conventionnel non-

étatique mettant en oeuvre une stratégie asymétrique, en passant par la contre-insurrection, le contre-terrorisme ou encore l'anti-terrorisme ...

- ... le budget de la défense pour la période 1er octobre 2006-30 septembre 2007 (439,3 Md\$) n'en continue pas moins de financer des systèmes d'armes ayant vocation à combattre -- comme lors de la guerre froide -- un ennemi conventionnel: non seulement les avions de combat F/A-22 *Raptor*, F/A-18 E/F ou encore F-35 *Joint Strike Fighter*, de même que les navires CVN-21 et DD(X) ou encore le sous-marin d'attaque nucléaire de la classe *Virginia* apparaissent peu propice selon M. BOOT au combat irrégulier, mais encore le budget de la défense prévoit la diminution des effectifs les plus sollicités, à savoir l'infanterie de l'U.S. Army et du Marine Corps

Plus qu'à la pesanteur des intérêts socio-économico-politiques organisés sur les décisions de l'administration, M. BOOT impute ce déphasage entre l'observation et la décision aux perceptions du secrétaire à la Défense: M. Donald RUMSFELD continuerait de penser que les opérations *Enduring Freedom* et *Iraqi Freedom* sont autant d'exceptions confirmant la règle de la guerre conventionnelle.

## 7 février

Le président de la Commission des relations étrangères du Sénat, Richard G. LUGAR, **introduit une audition sur l'OTAN -- son rôle et ses opérations -- en recommandant à l'alliance de "penser et agir globalement" afin d'assurer non plus la seule défense de ses membres mais leur sécurité** ([Richard G. Lugar, Opening Statement for Hearing on NATO: From Common Defense to Common Security, 7 février 2006, 2 p.](#)).

S'il approuve à la fois l'ambition de l'OTAN de sécuriser ses marges (Partenariat pour la Paix avec l'Eurasie, Dialogue Méditerranéen avec le Maghreb et Initiative de Coopération d'Istanbul avec le Moyen-Orient) et l'extension des critères matériel (missions de stabilisation et de reconstruction voire humanitaires) comme géographique (Afghanistan et Pakistan) de ses interventions, le sénateur LUGAR n'en appelle pas moins les Etats-membres de l'organisation à relever deux défis:

1. parachever la stabilisation et la reconstruction de l'Afghanistan
2. soutenir l'actuelle mission de maintien de la paix conduite par l'Union Africaine dans la province soudanaise du Darfour et celle à venir conduite par les Nations Unies

L'assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires de l'Asie de l'est et du Pacifique, Christopher R. HILL, **réaffirme devant la Commission des relations internationales de la Chambre des Représentants l'objectif des Etats-Unis d'accroître la pression sur la junte militaire birmane en vue d'un changement de politique au Myanmar** pour deux principales raisons ([Christopher R. Hill, Burma: Update and Next Steps, 7 février 2006, 9 p.](#)):

1. la répression "brutale et systématique" de la démocratie qui frappe les Birmans (ainsi la détention depuis mai 2003 de la lauréate du Prix Nobel Aung San SUU KYI)
2. et la dégradation de la condition socioéconomique du pays qui menace de déstabiliser la région (la corruption de la junte, les mauvaises politiques économiques -- provoquant inflation, détérioration des conditions sociales --, le trafic de drogues et les flux de réfugiés traversant les frontières font de la Birmanie un "exportateur de problèmes" régional)

Forts des récentes démarches internationales de l'ASEAN (ses membres ont exhorté le régime birman en décembre 2005 à libérer les prisonniers politiques et à accélérer la démocratisation) et du CSNU (ses membres ont tenu leur première discussion sur le Myanmar le 16 décembre 2005) qu'ils ont initiées, et parce qu'ils ont pour conviction que la "continuation du *stato quo*" alimente le déclin socioéconomique birman, les Etats-Unis s'engagent à maintenir une stratégie de pression (*via* le levier des sanctions économiques) pour que la junte militaire entame un "véritable processus politique qui mène à la réconciliation nationale et à la démocratie".

L'ambassadeur de l'Arabie saoudite aux Etats-Unis, le prince Turki **AL-FAISAL**, qualifie d'"actualité du moment" la volonté de l'administration BUSH de diminuer la dépendance pétrolière américaine à l'égard du Moyen-Orient (les importations) de 75% d'ici 2025.

Le souhait d'infléchir une politique énergétique "droguée au pétrole" ("*addicted to oil*") a été formulé lors du discours présidentiel sur l'état de l'Union le 31 janvier 2006.

Le porte-parole du DoS Sean **McCORMACK** annonce l'intention des Etats-Unis d'annuler -- dans le cadre de la procédure du Club de Paris -- la dette de 108 md\$ dont l'Afghanistan est débiteur à leur égard. M. McCORMACK déclare que d'autres membres du Club de Paris, notamment la Russie et l'Allemagne, envisagent également l'annulation de la dette afghane.

Dans un environnement stratégique incertain -- dans lequel la menace procède d'un ennemi non-conventionnel recourant à une stratégie asymétrique (la terreur comme une "arme de choix") --, le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD** rappelle à la Commission des forces armées du Sénat que la "longue guerre" contre le terrorisme reste la principale préoccupation sécuritaire "de notre temps" ([Donald H. Rumsfeld, Statement of Secretary of Defense Donald H. Rumsfeld. FY 2007 Posture Statement, 7 février 2006, 27 p.](#)).

M. RUMSFELD précise que cette "longue guerre" -- qui exige de prévoir non seulement les "menaces d'aujourd'hui" mais encore les "incertitudes de demain" (d'où le passage pour la planification du *threat-based model* au *capabilities-based model* afin de couvrir les spectres de la menace et de la conflictualité -- n'est pas celle de l'Occident contre l'Islam mais une guerre au sein même de l'Islam entre la majorité modérée et une minorité extrémiste violente.

Le secrétaire à la Défense réaffirme enfin que le niveau d'engagement des troupes américaines en Irak demeure conditionné par la situation sécuritaire sur le terrain telle qu'évaluée à l'aune de trois critères:

1. la capacité et l'efficacité des forces de sécurité irakiennes (armée et police)
2. la qualité et la compétence de la direction politique irakienne (notamment au sein des ministères)
3. et le niveau de la menace, lequel est affecté par la conduite des voisins syrien et iranien

Toujours devant la Commission des forces armées de la chambre haute, le président du comité des chefs d'états-majors, le général Peter PACE, qualifie également la GWOT de "longue guerre" -- non pas entre l'Amérique et l'Islam mais entre ceux "épris de liberté" et une "minorité terroriste tentant d'usurper le pouvoir d'une majorité" -- dans laquelle l'ennemi des Etats-Unis poursuit l'objectif d'une domination globale en trois temps ([Peter Pace, Posture Statement of General Peter Pace, USMC Chairman of the Joint Chiefs of Staff Before the 109th Congress Senate Armed Services Committee, 7 février 2006, 16 p.](#)):

1. d'abord l'expulsion du Moyen-Orient des Occidentaux en général et des Américains en particulier
2. ensuite le renversement des régimes moyen-orientaux considérés comme "apostats"
3. enfin l'établissement d'un empire islamique fondamentaliste

Afin de couvrir à l'avenir la plus vaste bande des champs de la menace et de la conflictualité, le général PACE loue un budget de la défense 2007 qui procure selon lui aux armées la capacité de conduire un large spectre d'opérations, des opérations de combat majeures au soutien des autorités civiles, en passant par la contre-insurrection, le contre-terrorisme, l'anti-terrorisme, les opérations de stabilité et de soutien post-conflit, l'aide humanitaire intérieure comme extérieure, l'assistance post-catastrophe, le pré-positionnement, la dissuasion ou encore la défense du territoire.

Le porte-parole chinois du ministère des Affaires étrangères, Kong **QUAN**, récuse la qualification du DoD dans la *Quadrennial Defense Review* (la QDR a été publiée le 3 février puis transmise au

Congrès le 6 février 2006) selon laquelle la Chine serait la puissance émergente dotée du "potentiel le plus important pour entrer en compétition militaire avec les Etats-Unis" (p. 29). Avec l'Irak, le Liban, la Libye et l'Iran au Moyen-Orient, le Venezuela en Amérique latine, l'Inde et la Russie en tant que "puissances majeures ou émergentes", la Chine est inscrite dans la catégorie des Etats se trouvant à des "carrefours stratégiques" (p. 28) et dont les choix doivent à ce titre être modelés par les Etats-Unis: il s'agit d'une des quatre priorités de la QDR avec la défaite des réseaux terroristes, la défense du territoire national et la contre-prolifération (p. 3). Affirmant que l'émergence de la Chine ne pose aucune menace à son environnement, M. QUAN reproche aux Etats-Unis une ingérence dans ses affaires intérieures (budget chinois de la Défense) qui nourrit de mauvaises perceptions.

A l'occasion des discussions qui se tiennent au Caire (Egypte) sur la formation du nouveau gouvernement palestinien, **le Hamas déclare vraisemblable qu'un de ses membres devienne premier ministre.**

L'ancien représentant démocrate Mel **LEVINE** et les directeurs du cabinet de conseil sur les industries de ressources naturelles, Alex **TURKELTAUB** et Alex **GORBANSKY**, **dissipent trois mythes relatifs à d'éventuelles sanctions contre l'Iran pour conclure que les bénéfices de l'interruption coercitive de la nucléarisation de l'Iran l'emportent sur ses coûts** ([Mel Levine, Alex Turkeltaub, Alex Gorbansky, "3 Myths About the Iran Conflict", \*The Washington Post\*, 7 février 2006](#)):

1. d'abord, les sanctions économiques affecteront autant l'Iran que l'Occident puisque le premier est un importateur net de pétrole raffiné dont la consommation augmente, principalement au sein de l'électorat du président Mahmoud AHMADINEJAD que sont les classes moyenne et ouvrière urbaines
2. ensuite, la Russie et la Chine rallieront la posture occidentale car ni l'une (l'Iran nucléaire constitue une menace au sein de la sphère d'influence russe en Asie centrale) ni l'autre (les relations globales avec les Etats-Unis et l'UE importent plus que la seule relation économique avec l'Iran) n'a intérêt à soutenir l'Iran contre les Etats-Unis et l'UE
3. enfin, le comportement iranien post-sanctions demeurera rationnel puisqu'il reste fondé sur un calcul instrumental de type coûts/avantages -- simplement enhardi par le levier de puissance géopolitique qu'offre la conjoncture énergétique -- commandant la recherche incrémentale d'une crise avec l'Occident

Après avoir été reportée à quatre reprises en raison des conditions sécuritaires dégradées sur l'île, la **première élection présidentielle en Haïti depuis le renversement de Jean-Bertrand ARISTIDE en 2004** se déroule dans un climat de criminalité rampante (2 000 kidnappings en 2004-05), de craintes de fraudes accompagnées de violences (210 000 armes légères sont en circulation sur l'île), de corruption des institutions publiques (notamment la police) et de désastre socioéconomique (80% des Haïtiens vivent en moyenne jusqu'à 52 ans avec moins de 2 \$/jour et ne sachant ni lire ni écrire pour 45% d'entre eux).

3,5 des 8,3 millions d'Haïtiens sont appelés dans 800 bureaux de vote pour départager trois principaux candidats:

1. l'ancien premier ministre puis président (1996-2001) René Garcia PREVAL, protégé de M. ARISTIDE
2. l'homme d'affaires Charles Henri BAKER, opposant de l'ancien président
3. et l'ancien président (1988) expert en relations internationales Leslie François MANIGAT

Le dispositif destiné à sécuriser et régulariser le déroulement de l'élection comprend:

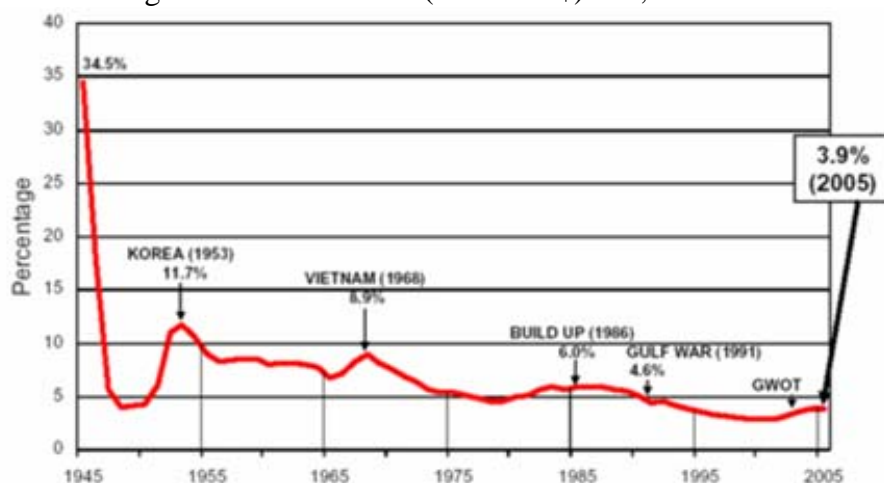
- 10 000 soldats et policiers des Nations Unies (13 militaires de l'ONU ont été tués jusqu'à présent en Haïti)
- 5 000 policiers haïtiens
- et 300 observateurs internationaux



## 6 février

Déjà lézardé à l'intersection des divergences tactiques et des élections parlementaires du 15 décembre 2005, **le front insurrectionnel irakien apparaît largement ébréché** -- avec d'un côté les nationalistes irakiens et de l'autre les néo-salafistes étrangers -- **à la faveur de la formation par les arabes sunnites d'une milice "défensive" exclusivement irakienne, les Révolutionnaires d'Anbar**, destinée à contrebalancer les groupes armés chiïtes et kurdes (la Badr Organization chiïte -- 10 000 miliciens -- ou les *peshmerga* kurdes).

Dans un contexte stratégique favorable à son adoption par un Congrès déférent (la défense ne saurait faire l'objet d'un débat partisan en 2006), le président George W. **BUSH propose au Congrès un budget de la défense s'élevant pour l'année fiscale 2007 (1er octobre 2006-30 septembre 2007) à 439,3 Md\$,** soit une augmentation de 4,8% par rapport à 2006 pour représenter 16% du budget fédéral américain (2 777 Md\$) et 3,9% du PIB.



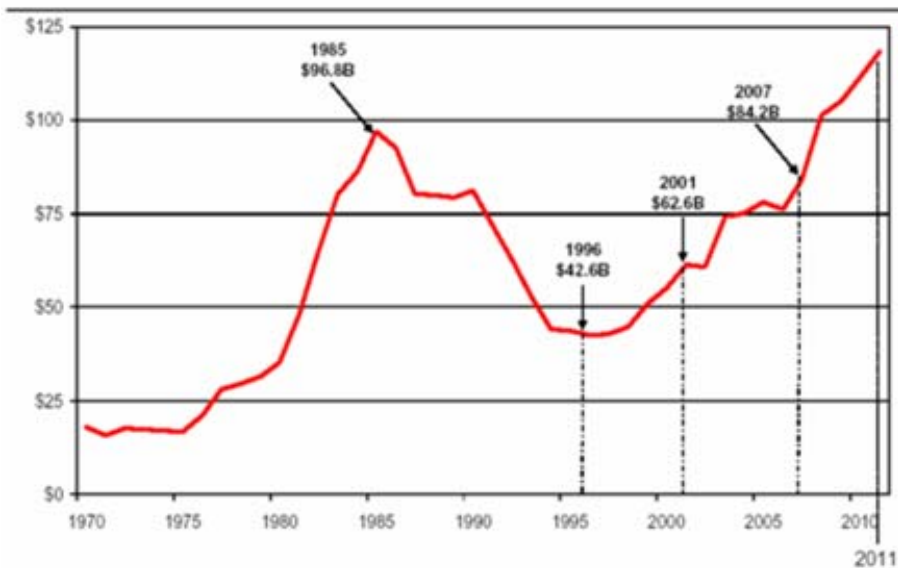
Le budget 2007 exclut (outre la maintenance des stocks nucléaires qui relève du budget du Département de l'Energie et s'élève à 9,3 Md\$) les dépenses supplémentaires pour les opérations en cours (OEF et OIF) dont le montant prévu s'élèvera à 120 Md\$. C'est pourquoi le président sollicite du Congrès un nouveau fonds d'urgence de 70 Md\$ pour financer l'OEF et l'OIF au titre de l'année fiscale 2006.

Les 439,3 Md\$ prévus pour 2007 se répartissent entre armées de la manière suivante:

- 111,8 pour le budget de l'U.S. Army (99,1 pour 2006 soit une augmentation de 12,7%)
- 110,6 pour le budget de l'U.S. Navy (106,5; + 4,1%)
- 16,8 pour le budget du Marine Corps (16,0; + 0,8%)
- 130,4 pour le budget de l'U.S. Air Force (124,1; + 6,3%)

Le budget du DoD pour l'année fiscale 2007 se répartit par titres de la manière suivante:

- 110,8 pour le personnel militaire (106,8 pour 2006 soit une augmentation de 4,0%)
- 152 pour l'organisation et la maintenance (142,6; + 9,4%)
- 84,2 pour les acquisitions d'armements (76,2; + 8,0%)
- 73,2 pour la R&D en matière d'armements (71,0; +2,2%)
- 12,6 pour la construction militaire (8,0; + 4,6%)
- 4,1 pour le logement familial (4,0; + 0,1%)



Le détail des acquisitions (aéronefs, navires et véhicules de combat, espace et défense anti-missiles, munitions) comprend:

<b>AIRCRAFT</b>		<u>FY 07</u>	<u>Qty</u>
JSF	Joint Strike Fighter	5.3	5
C-17	Airlift Aircraft	3.1	12
F-22A	Raptor	2.8	-
F/A-18E/F	Hornet	2.4	30
V-22	Osprey	2.3	16
C-130J	Airlift Aircraft	1.6	13
UAV	Unmanned Aerial Vehicles	1.6	132
E/A-18G	Growler	1.3	12
MH-60R	Helicopter	0.9	25
AH-64	Apache	0.9	36
UH-60	Black Hawk	0.9	38
E-2C	Hawkeye	0.7	2
CH-47	Chinook	0.6	23
MH-60S	Helicopter	0.6	18
F-16	Falcon Multi-Mission Fighter	0.5	-
H-1	USMC H-1 Upgrades	0.5	18

<b><u>SHIPS</u></b>		<b><u>FY 07</u></b>	<b><u>Qty</u></b>
DD(X)	DD(X) Destroyer	3.4	2
SSN 774	Virginia Class Submarine	2.6	1
LHA	LHA Replacement	1.2	1
CVN-21	Carrier Replacement Program	1.1	-
RCOH	CVN Refueling Complex Overhaul	1.1	-
LCS	Littoral Combat Ship	0.8	2
T-AKE	Auxiliary Dry Cargo Ship	0.5	1
DDG-51	AEGIS Destroyer	0.4	-
LPD-17	San Antonio Class Amphib Ship	0.3	-

**COMBAT VEHICLES**

FCS	Future Combat System	3.7	-
IAV	Interim Armored Vehicle (Stryker)	0.8	100
FMTV	Family of Medium Tactical Vehicles	0.7	3,988
HMMWV	High Mobility Multipurpose Vehicles	0.6	3,091
ABRAMS	Abrams Tank Upgrade	0.5	23
MC EFV	Expeditionary Fighting Vehicle	0.4	15
FHTV	Family of Heavy Tactical Vehicles	0.4	-

**SPACE PROGRAMS**

		<b><u>FY 07</u></b>	<b><u>Qty</u></b>
EELV	Evolved Expendable Launch Vehicle	1.0	4
TSAT	Transformational Satellite	0.9	-
MUOS	Mobile USER Objective System	0.7	-
SBIRS-H	Space Based Infrared Systems-High	0.7	-
AEHF	Advanced EHF Satellite	0.6	-
NAVSTAR	Global Positioning System	0.6	-
WGS	Wideband Gapfiller Satellite	0.4	1
SBR	Space Based Radar	0.3	-
MLV	Medium Launch Vehicles	0.1	-

**MISSILE DEFENSE**

MD	Missile Defense	10.4	108*
	*quantities are for PATRIOT PAC-3		

**SCIENCE AND TECHNOLOGY**

(2.5% of the FY 07 budget)		11.1	N/A
----------------------------	--	------	-----

**CHEMICAL DEMILITARIZATION**

		1.4	N/A
--	--	-----	-----

<u>MUNITIONS</u>		<u>FY 07</u>	<u>Qty</u>
TRIDENT II	Sub Launched Ballistic Missile	1.0	-
TOMAHAWK	Cruise Missile	0.4	350
STANDARD	Missile (Air Defense)	0.3	75
AMRAAM	Air-to-Air Missile	0.3	365
JDAM	Joint Direct Attack Munition	0.3	10,661
JASSM	Joint Air-to-Surface Standoff Missile	0.2	234
SDB	Small Diameter Bomb	0.2	1,343
JSOW	Joint Standoff Weapon	0.2	397
SFW	Sensor Fuzed Weapon	0.1	305
AIM-9X	Sidewinder	0.1	369
ESSM	Evolved Seasparrow Missile	0.1	108
RAM	Rolling Airframe Missile	0.1	-
WCMD	Wind Corrected Munitions	0.1	250

Après le vote par l'AIEA (4 février 2006) d'une résolution transférant le dossier nucléaire iranien devant le CSNU mais retardant la prise de décision à la publication en mars 2006 d'un rapport du directeur de l'AIEA (Mohammed EL BARADEI), l'assistant adjoint du secrétaire d'Etat Condoleezza RICE, Kurt **VOLKER**, **déclare que les Etats-Unis et l'UE-3** (Allemagne, France et Grande-Bretagne) **pourraient légitimement décider de sanctions contre l'Iran** si le CSNU (*i.e.* ses deux autres membres permanents que sont la Chine et la Russie) rejetait cette option.

**Le directeur du FBI Robert MUELLER entame une tournée au Maghreb** (Maroc, Algérie et Tunisie) destinée à consolider la coopération dans la lutte contre le terrorisme entre les Etats-Unis et trois Etats qui, situés à la charnière entre l'espace arabo-musulman et l'Union européenne, sont réputés être les antichambres de l'immigration illégale en Europe au sein de laquelle s'infiltrent des membres d'organisations terroristes.

Dans le cadre de la bataille de l'innovation livrée par le bouclier coalisé contre l'épée insurgée (la seconde ayant l'initiative), le journaliste du *New York Times* Eric **SCHMITT** **rapporte que le DoD triple le budget affecté à l'activité de recherche de contre-mesures aux *Improvised Explosive Devices* -- IEDs** ([Eric Schmitt, "Pentagon Widens Program to Foil Bombings in Iraq", \*The New York Times\*, 6 février 2006](#)).

Employant 12 personnes en octobre 2003 avec un budget de 600 md\$ en 2004, la lutte contre les IEDs concerne désormais 360 militaires spécialisés, sous la direction du général quatre étoiles de l'U.S. Army Montgomery C. MEIGS, dans le cadre d'une *Joint Improvised Explosive Device Defeat Task Force* dotée d'un budget de 3,5 Md\$ en 2006 (1,2 Md\$ en 2005).

Parce que les militaires sur le terrain ne parviennent à découvrir et désamorcer que 40% des IED alors que leur emploi a doublé entre 2004 et 2005 (de 5607 à 10 593 attaques), ces armes peu coûteuses restent à l'origine de 48% des militaires américains tués en Irak (407 sur 876) et, selon le secrétaire adjoint à la Défense Gordon ENGLAND, de 90% des *casualties* (blessures et pertes). C'est pourquoi la riposte, au-delà des réponses technologiques (le DoD travaille avec 80 contractants sur une centaine de projets de technologies permettant la détection puis la neutralisation des IED -- brouillage des fréquences radio ou explosion *via* micro-ondes), réside principalement dans un renseignement amélioré qui permette de démanteler les cellules d'artificiers.

Le journaliste du *Christian Science Monitor* Charles **LEVINSON** **rapporte que le processus politique amorcé en Irak en 2005** (élections parlementaires le 30 janvier, referendum national sur le projet de Constitution le 15 octobre puis élections législatives le 15 décembre 2005) **favorise la séparation du bon grain -- les nationalistes sunnites voire chiites d'origine irakienne -- de l'ivraie insurgée -- les néo-salafistes sunnites d'origine étrangère** ([Charles Levinson, "Sunni tribes turn against jihadis", \*The Christian Science Monitor\*, 6 février 2006](#)). Les forces de la MNF-I s'efforcent

désormais d'exploiter cette fissure du bloc insurrectionnel en retournant les modérés (irakiens) contre les extrémistes (étrangers).

S'ils ont convergé au niveau tactique pour bouter les Américains hors d'Irak, nationalistes et néosalafistes divergent désormais au niveau des conséquences stratégiques qu'emportent leurs modes opératoires. Il est principalement reproché à l'organisation terroriste d'Abou Moussab AL-ZARQAWI, al-Qaida en Irak, de perpétrer des attentats indiscriminés contre les civils et ciblés contre les Chiites (déclaration en septembre 2005 d'une guerre totale contre les Chiites) ainsi que les forces de sécurité irakiennes (70 recrues de l'armée sont tuées à Ramadi le 5 janvier 2006) qui aliènent une partie des masses irakienne, arabe et peut-être musulmane.

Dans une lettre adressée le 9 juillet 2005 à M. AL-ZARQAWI, l'idéologue Ayman AL-ZAWAHIRI, second d'al-Qaida, avait déjà:

1. averti que les attaques indiscriminées contre les civils (*a fortiori* la guerre déclarée contre les Chiites et les attentats dans des mosquées) ainsi que les exécutions d'otages mises en scène et enregistrées risquaient de miner la cause plus large embrassée par l'extrémisme en lui aliénant les masses musulmanes mêmes qu'il doit mobiliser
2. préconisé d'anticiper le vide politique que susciterait le retrait des troupes américaines en préparant le gouvernement islamique de l'Irak par des actions politiques aussi bien que militaires (cette repolitisation de l'action jihadiste devait favoriser la réalisation de l'objectif d'un émirat puis d'un califat en Irak)

## 5 février

**Les Costa Ricains sont appelés à élire leur président** à l'occasion d'un scrutin dont les deux principaux candidats sont:

1. l'ancien président sociodémocrate et Prix Nobel de la paix, favorable à la Zone de Libre-Echange des Amériques (FTAA pour *Free Trade Area of the Americas*), Oscar ARIAS
2. l'ancien ministre du plan centriste, défavorable à la FTAA, Otton SOLIS

A l'occasion de la 42ème Conférence sur la sécurité qui se tient à Munich (3-5 février 2006), la Chancelière allemande Angela **MERKEL confirme son atlantisme et conforte les Etats-Unis en affirmant la primauté de l'OTAN** pour la définition et la mise en oeuvre d'une politique européenne dans les domaines de la sécurité et de la défense.

Après le vote de l'AIEA décidant de référer le dossier nucléaire iranien au CSNU (4 février 2006), le ministre iranien des Affaires étrangères Manouchehr MOTTAKI annonce que le président radical Mahmoud **AHMADINEJAD a ordonné la reprise de l'enrichissement de l'uranium et la cessation de toute coopération volontaire avec l'AIEA**. Par cette décision, l'Iran:

1. se dédit du protocole additionnel (21 octobre 2003) au Traité de Non-Prolifération Nucléaire (1er juillet 1968)
2. et interdit à l'agence onusienne les inspections surprises de ses installations nucléaires

Dans le même temps, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hamid Reza ASEFI, déclare que l'Iran reste ouvert aux négociations, notamment quant à la proposition russe (11 novembre 2005) autorisant la conversion de l'uranium en Iran mais externalisant en Russie son enrichissement.

Le porte-parole des troupes américaines mobilisées en Irak, le lieutenant colonel Barry **JOHNSON, annonce la libération de 50 détenus irakiens** dans le cadre d'une procédure standardisée.

Ainsi, contrairement à la revendication des ravisseurs de la journaliste du Christian Science Monitor (Jill CARROLL) qui exige la libération de tous les détenus féminins, aucune femme ne fait partie des individus libérés.



Dans le cadre de sa politique d'assassinat ciblé des extrémistes palestiniens, **l'Etat d'Israël mène une frappe aérienne dans la ville de Gaza qui tue trois membres de la branche armée du parti présidentiel Fatah** et blesse cinq personnes.

**L'explosion d'un Improvised Explosive Device (IED) tue six policiers afghans** et en blesse cinq dans la province de Kandahar au sud du pays.

#### **4 février**

A l'occasion de la 42ème Conférence sur la sécurité qui se tient à Munich du 3 au 5 février 2006 (principal thème: les relations transatlantiques), le secrétaire à la Défense Donald H. **RUMSFELD rappelle les contraintes qu'impose l'environnement stratégique de la GWOT:**

- il exhorte d'abord la communauté des "nations libres" à s'unir résolument dans la GWOT (l'Europe est selon lui autant menacée que les Etats-Unis)
- il considère ensuite que les militants islamiques sont sur l'offensive pour instaurer un "empire extrémiste global" (i.e. un califat) de l'Afrique du Nord à l'Asie du Sud-Est
- il reproche par ailleurs au régime iranien d'être le principal parrain du terrorisme international tout en assurant le peuple iranien du soutien des Etats-Unis sur son chemin vers un "futur pacifique et démocratique" (remarque le régime iranien qualifie de "ridicule" et "outrageante")
- il souligne enfin que le budget américain de la défense représente 3,7% du PIB des Etats-Unis tandis que 19 des 25 Etats membres de l'OTAN investissent moins de 2% de leur PIB dans la défense (1,4% pour l'Allemagne); le ministre français de la Défense Michèle ALLIOT-MARIE qualifie "d'indispensable" l'accroissement des budgets européens de la défense

**Les réactions des décideurs politiques américains à la décision de l'AIEA de référer le dossier nucléaire iranien devant le CSNU soutiennent le vote de l'agence.**

Le président George W. BUSH déclare que le vote envoie le signal "clair" que la communauté internationale ne tolérera pas la voie sur laquelle s'engage les nouveaux dirigeants iraniens, celle de la défiance, "des menaces, de la dissimulation et de la transgression des accords internationaux". M. BUSH précise au peuple iranien que la décision de l'agence onusienne n'a pas pour objet de lui dénier le bénéficiaire de l'énergie nucléaire civile et pacifique mais d'empêcher ses dirigeants d'acquérir des armes nucléaires.

S'il approuve le vote, le sénateur républicain John McCain n'en exhorte pas moins la communauté internationale à prendre des sanctions économiques contre l'Iran -- si besoin est en contournant les Nations Unies -- et à conserver l'option d'une action militaire en dernier recours contre les installations nucléaires iraniennes.

Enfin, après la réaction iranienne menaçant d'une reprise de l'enrichissement d'uranium, le secrétaire d'Etat Condoleezza RICE met en garde l'Iran que la communauté internationale ne restera pas passive s'il n'infléchit pas le programme nucléaire litigieux.

Alors que la relation bilatérale américano-vénézuélienne continue de se dégrader, le président Hugo **CHAVEZ avertit les Etats-Unis qu'il fermera les raffineries d'Etat vénézuéliennes installées aux Etats-Unis et vendra le pétrole ailleurs si l'administration BUSH décidait de rompre les liens diplomatiques** entre les deux pays.

Entamée le 2 février 2006, **la réunion extraordinaire du conseil des 35 gouverneurs de l'AIEA se clôt par l'approbation d'une résolution référant le dossier nucléaire iranien devant le CSNU** et accordant (compromis exigé par la Russie) à l'Iran jusqu'à mars 2006 pour se conformer aux prescriptions de l'AIEA.

Préparée par l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, la résolution votée par 27 voix contre trois (Cuba, Syrie et Venezuela) et cinq abstentions (Algérie, Biélorussie, Indonésie, Libye et Afrique du sud) ouvre la voie à une diplomatie plus coercitive que celle menée par l'UE-3 depuis le 21 octobre 2003.

A l'occasion de la 42ème Conférence sur la sécurité qui se tient à Munich du 3 au 5 février 2006 (forum euro-atlantique), le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD déclare que **l'Opération Iraqi Freedom, si elle a fait de l'Irak le "front central" de la GWOT, n'est pas pour autant à l'origine du terrorisme** qu'elle ne fait au plus que révéler.

### **3 février**

**23 détenus s'échappent de la prison de haute sécurité de la capitale yéménite Sana'a**, dont 13 membres de l'organisation al-Qaida soupçonnés d'être impliqués dans les attaques contre le *USS Cole* (2000, bâtiment de l'U.S. Navy) et le *Limburg* (2002, pétrolier français), notamment Jamal AL-BADAWI et Fawaz AL-RABIHI.

Seconde de l'administration BUSH mais première de temps de guerre, la ***Quadrennial Defense Review* (QDR)** -- qui doit être transmise au Congrès avec le plan budgétaire pour l'année fiscale 2007 le 6 février 2006 (Department of Defense, *Quadrennial Defense Review Report*, 6 février 2006, 92 p.) -- **s'inscrit dans la continuité de la *National Defense Strategy* publiée par le DoD en mars 2005 :**

- l'objectif est de maintenir la prédominance des Etats-Unis dans la guerre conventionnelle tout en améliorant leur capacité à traiter les défis non-conventionnels asymétriques (la "guerre irrégulière", le "terrorisme catastrophique" employant des ADM et les "menaces perturbatrices")
- elle préconise des changements incrémentaux plutôt que révolutionnaires tandis que la résistance au changement des corps armés s'oppose à la remise en cause les principaux systèmes d'armes (avion de combat F/A-22, le Future Combat Systems de l'U.S. Army ou le destroyer DD(X) de l'U.S. Navy)

Principalement dirigée par le secrétaire adjoint à la Défense Gordon ENGLAND (l'ancien secrétaire de l'U.S. Navy remplaça Paul WOLFOWITZ en avril 2005), la QDR est une "feuille de route" devant assurer aux Etats-Unis la victoire dans la "longue guerre" qu'est la "guerre globale contre les extrémistes violents" qui emploient le terrorisme comme une "arme de choix", cherchent des ADM ainsi qu'à détruire le "mode de vie" américain.

Cette guerre menée depuis 2001 par les Etats-Unis présente trois caractères singuliers:

1. l'ennemi est incarné par un ensemble de réseaux non-étatiques disséminés
2. l'action se déroule sur le territoire d'Etats avec lesquels les Etats-Unis ne sont pas en guerre
3. et la lutte ne peut pas être gagnée par la seule mise en oeuvre de la force militaire

La QDR met l'accent sur cinq domaines:

1. la réforme institutionnelle du DoD
2. la guerre irrégulière
3. la capacité à construire des partenariats
4. la communication stratégique
5. et le renseignement

Parce que le nouvel environnement stratégique demeure caractérisé par l'incertitude ainsi que la surprise et que le DoD continue d'ignorer les modalités à venir de l'emploi de la force armée, la QDR conserve le *capabilities-based model* (prenant en compte les capacités d'une menace générique: menace traditionnelle, irrégulière, catastrophique et perturbatrice) qui avait officiellement succédé en mars 2005 au *threat-based model* (considérant l'intention d'un adversaire spécifique: terrorisme, prolifération ou crises régionales), afin de disposer d'un jeu capacitaire flexible qui couvre:

1. l'ensemble du spectre de la menace: de l'acteur non-conventionnel anti-étatique (le radicalisme terroriste, la guérilla et l'insurrection) à l'acteur conventionnel hyper-étatique (modernisation militaire de la *People's Liberation Army* chinoise), avec une insistance particulière sur le traitement des menaces asymétriques
2. et l'ensemble du spectre de la conflictualité: de la guerre non-conventionnelle de basse intensité (le contre-terrorisme/guérilla/insurrection et l'opération de stabilité et de soutien) à la guerre conventionnelle de haute intensité (l'opération de combat majeur: sous-marins d'attaque et missiles Trident équipés de têtes conventionnelles), avec une insistance particulière sur les stratégies non conventionnelles (augmentation des effectifs des *Special Forces Operations* -- + 3 700 -- compétentes en matière d'opérations psychologiques comme d'affaires civiles; accroissement du couple mobilité/létalité des forces)

Face aux trois défis non-traditionnels asymétriques de la "guerre irrégulière", du "terrorisme catastrophique" employant des ADM et des "menaces perturbatrices", la QDR fixe quatre objectifs prioritaires:

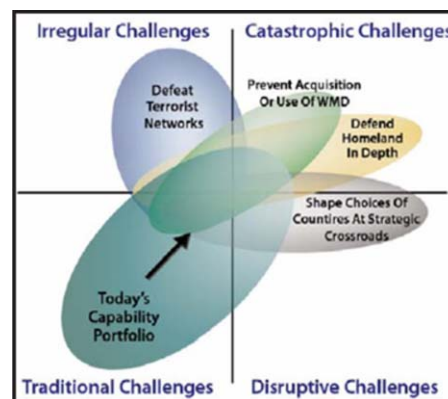
1. vaincre les réseaux terroristes (de type al-Qaida -- répertorié dans plus de 80 pays --, c'est-à-dire à la fois "multi-nationaux" et "multi-ethniques")
2. défendre le territoire américain
3. façonner les choix des pays situés à un "carrefour stratégique" (l'Irak, le Liban, la Libye et l'Iran au Moyen-Orient, le Venezuela en Amérique latine, l'Inde, la Russie et la Chine -- laquelle pourrait concurrencer militairement les Etats-Unis -- en tant que "puissances majeures ou émergentes")
4. et empêcher les acteurs -- étatiques (Corée du Nord et Iran) comme non-étatiques -- de se procurer ou d'utiliser des ADM

D'où cinq principales décisions programmatiques pour l'année fiscale 2007:

1. l'augmentation de 15% des effectifs des *Special Operations Forces*
2. l'augmentation de 33% des *Special Forces Battalions*
3. l'augmentation de 33% (+ 3 700 militaires) des unités chargées des opérations psychologiques et des affaires civiles
4. le développement des options de dissuasion conventionnelle et non cinétique tout en maintenant une "robuste" dissuasion nucléaire
5. et le doublement du nombre de *Unmanned Aerial Vehicles* (UAVs)

Plus précisément, les décisions pour les années fiscales 2007-2010 sont:

- concernant les forces terrestres:
  - créer des brigades modulables dans les trois composantes de l'U.S. Army (117 dans l'Armée régulière, 106 dans la Garde Nationale et 58 dans la Réserve)
  - stabiliser les effectifs de l'U.S. Army à 482 000 militaires d'active et 533 000 de réserve
  - stabiliser les effectifs du Marine Corps à 175 000 militaires d'active et 39 000 de réserve
- concernant les *Special Operations Forces*:
  - augmenter de 33% les *Special Forces Battalions*
  - augmenter de 33% les unités chargées des opérations psychologiques et des affaires civiles (+ 3 700)
  - mettre en place un escadron d'*Unmanned Aerial Vehicle* (UAV)
- concernant les capacités aériennes:
  - réduire la flotte des B-52 à 56 aéronefs
  - moderniser les flottes des B-52, B-1 et B-2
  - doubler la capacité d'UAV (*Predator* et *Global Hawk*)



- concernant les capacités maritimes:
  - accroître la flotte de 11 Carrier Strike Groups
  - accélérer l'acquisition de Littoral Combat Ships
  - procurer les huit premiers navires de la Force Maritime Pre-positionnée
  - rétablir une production de sous-marins d'attaque de deux par an d'ici 2012
- concernant le renseignement, surveillance et reconnaissance:
  - renforcer les capacités MASINT (*Measurement and Signature Intelligence*)
  - étendre la collecte SIGINT (*Signals Intelligence*)

Les principales évolutions induites (==>) par l'incertitude caractéristique du nouvel environnement stratégique sont *in fine* au nombre de 21:

1. menace *unique* ==> défis complexes *multiples*
2. menaces *stato-centrées* ==> menaces décentralisées provenant d'acteurs *non-étatiques*
3. guerres *contre* les Etats ==> guerres menées *dans* des pays avec lesquels les Etats-Unis ne sont pas en guerre
4. dissuasion *générique* ==> dissuasion *sur mesure* (contre les "puissances voyous", les réseaux terroristes et les "quasi-compétiteurs pairs")
5. réaction pour *gérer* la crise (réponse au passé) ==> proaction pour *prévenir* la crise (modelage du futur)
6. planification basée sur les *menaces* ==> planification basée sur les *capacités*
7. attention portée à la *célérité* ==> attention portée aux *effets*
8. forces *prêtes* à la bataille (temps de paix) ==> forces *aguerries* à la bataille (temps de guerre)
9. larges forces *institutionnelles* ==> puissantes capacités *opérationnelles*
10. opérations *de combat majeures* ==> multiples opérations *irrégulières et asymétriques*
11. concepts d'opérations militaires *propres* à chaque armée ==> opérations *interarmées* combinées
12. navires, tanks et avions ==> information, connaissance et renseignement
13. forces de masse ==> effets de masse
14. manoeuvre concentrée ==> agilité et précision
15. mobilisation industrielle *globale* ==> solutions commerciales *appropriées*
16. structures et processus *verticaux* ==> intégration *horizontale*
17. diffusion du renseignement par mise à disposition (*pull*) ==> diffusion du renseignement par adressage (*push*)
18. "alliances statiques" ==> "partenariats dynamiques"
19. analyse *post-opérations* ==> diagnostics diachroniques et leçons apprises en temps *réel*
20. recherche des *moyens* ==> recherche de *résultats*
21. solutions *intra-agence* (DoD) ==> approches *inter-agences*

Dans une lettre adressée au président George W. BUSH un an après l'annonce par le régime communiste de Pyongyang de la possession d'armes nucléaires (10 février 2005), **plusieurs sénateurs démocrates demandent que soit rendu public non seulement le renseignement américain sur la menace nucléaire posée par la Corée du nord mais encore la politique mise en oeuvre par l'administration BUSH** avec l'un des trois membres de "l'axe du mal" dénoncé par le président dans son discours sur l'état de l'Union en 2002.

Le porte-parole du Département d'Etat Sean McCORMACK annonce l'annulation d'une **rencontre de haut niveau entre représentants des Etats-Unis, de l'Union européenne et de la Biélorussie** suite au refus par cette dernière d'accorder les visas nécessaires. Il regrette l'occasion manquée par le régime biélorusse d'un "dialogue ouvert et franc avec la communauté internationale".

**Le Conseil de Sécurité des Nations Unies s'exprime neuf jours après la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes** (25 janvier 2006) en déclarant que tous les membres du futur gouvernement palestinien en formation devront renoncer à la violence armée et reconnaître l'existence de l'Etat d'Israël.

Alors que 14 attentats suicides ont été récemment perpétrés en Afghanistan, le porte-parole des Taliban, le docteur Mohammad HANIF, **confirme dans une interview par téléphone au *Christian Science Monitor* qu'entre 200 et 250 "fedayeen" se tiennent prêts à commettre des attaques suicides en Afghanistan** en vue de délégitimer un gouvernement "esclave des occupants étrangers" et évincer ces derniers ([Scott Baldauf, "Taliban turn to suicide attacks", \*The Christian Science Monitor\*, 3 février 2006](#)).

Le mode opératoire de l'attentat suicide est considéré par la guérilla afghane comme le moyen de compenser ses carences capacitaires par rapport aux troupes américaines (OEF) et otaniennes (FIAS) et d'accroître la visibilité du mouvement.

Tandis que la direction taliban avance bénéficiant du soutien de la population locale en prétendant que les candidats à l'attentat suicide sont autochtones, les autorités afghanes soulignent au contraire l'origine étrangère (notamment pakistanaise) de la plupart d'entre eux ainsi que le transfert d'expérience (mimétisme des modes opératoires) en provenance d'Irak.

## **2 février**

Contrebalançant certains indicateurs de succès au niveau tactique (notamment l'augmentation de 29% du volume global de l'activité insurgée entre 2004 et 2005: de 26 496 à 34 191 attaques et sabotages contre les forces de la coalition, les forces de sécurité irakiennes ou les civils irakiens) l'analyste du *Center for Strategic and International Studies* Anthony H. CORDESMAN **souligne cinq indices des échecs de l'insurrection irakienne** ([Anthony H. Cordesman, \*Iraq's Evolving Insurgency: The Nature of Attacks and Patterns and Cycles in the Conflict\*, Washington, Center for Strategic and International Studies, 2 février 2006, 57 p.](#)):

1. la diminution du taux de succès des attaques insurgées (24%)
2. l'incapacité à préserver des sanctuaires
3. l'incapacité à dominer militairement le terrain
4. l'incapacité à globaliser une activité encore locale (puisque principalement circonscrite à 4 des 18 provinces irakiennes qui représentent 42% de la population irakienne mais sont à l'origine de 85% des activités insurgées et de 59% des pertes humaines américaines)
5. l'incapacité à administrer un secteur une fois tenu (i.e. la limitation de l'activité insurgée à la cause de pertes humaines chez une cible facile -- forces de sécurité et civils irakiens -- par des attentats à la bombe)

M. CORDESMAN conclut toutefois que la provocation d'une guerre civile ethno-confessionnelle ("guerre dans la guerre"), si elle n'apporterait pas pour autant la victoire à l'insurrection, pourrait la dénier au gouvernement irakien et aux Etats-Unis.

**La requête budgétaire de l'U.S. Navy pour l'année fiscale 2007** (1er octobre 2006-30 septembre 2007) **s'élève à 127,3 Md\$**. L'acquisition de 7 appareils est prévue:

- deux destroyers DD(X) (coût unitaire: 3,3 Md\$)
- un sous-marin SSN 774 de la classe Virginia
- deux *Littoral Combat Ships* (LCSs)
- un navire de débarquement amphibien LHA 6
- et un cargo de ravitaillement en munitions AKE

**Le parlement néerlandais vote finalement la participation de 1 400 militaires aux opérations de stabilisation et de reconstruction menées en Afghanistan par la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité** (la FIAS émane de l'OTAN) dont la zone d'intervention s'étend au sud à



mesure que se replie vers l'est les forces américaines conduisant les opérations de contre-terrorisme dans le cadre de l'OEF.

**Le Venezuela expulse un attaché naval de l'ambassade américaine accusé d'espionnage** après ses tentatives pour obtenir de responsables vénézuéliens la révélation de documents classés secrets d'Etat.

A l'approche des *midterm elections* de novembre 2006, le sénateur démocrate et candidat potentiel pour l'élection présidentielle de 2008, Evan BAYH, **exhorte sa formation à remettre en cause le crédit dont jouit le parti républicain en matière de sécurité nationale** en contestant notamment la conduite de l'OIF.

Le directeur du renseignement national (DNI pour *Director of the National Intelligence*) John NEGROPONTE rappelle à la Commission sénatoriale du renseignement que le terrorisme reste la "menace prééminente" d'une GWOT qui continue d'être la "première priorité" et une préoccupation "structurante" de la politique étrangère américaine ([John Negroponte, Annual Threat Assessment of the Director of the National Intelligence for the Senate Select Committee on Intelligence, 2 février 2006, 25 p.](#)).

La difficulté croissante à hiérarchiser les menaces réside selon le DNI dans la multiplication des cibles à identifier: des traditionnels Etats-nations hostiles aux "influences microscopiques" en passant par les groupes terroristes, les réseaux proliférants, les communautés étrangères, les "individus charismatiques ou encore les narcotrafiquants. D'autant que la mondialisation technologique, l'instabilité politique, la montée des puissances émergentes et la propagation du mouvement jihadiste sont autant d'évolutions porteuses de menaces.

Le mouvement jihadiste recouvre trois types de groupes:

1. l'organisation al-Qaida
2. les autres groupes jihadistes sunnites (Jemaah Islamiya en Asie du sud-est, Islamic Jihad Union en Asie centrale, etc.)
3. et les "progénitures" qui, inspirées d'al-Qaida sur le plan idéologique, n'en sont pas moins autonomes sur le plan opératoire

Les Etats qui suscitent la préoccupation des Etats-Unis sont nombreux:

- la Syrie (rejet de l'Occident, alignement sur l'Iran et capacité de direction du président AL-ASSAD), le Liban (tensions communautaires), l'Egypte (persistance du mécontentement populaire) et l'Arabie saoudite (persistance des directions des réseaux terroristes) au Moyen-Orient
- le Pakistan (progrès limités de la démocratisation et puissance nucléaire hors TNP) et l'Inde en Asie du sud
- la Russie (centralisation du pouvoir, emprise croissante sur la société civile et diplomatie du chantage énergétique) et la plupart des anciennes républiques soviétiques (autocratie, corruption et répression) en Eurasie
- l'ensemble des Etats d'Asie centrale (stagnation et répression politiques, corruption, inégalités socioéconomiques, radicalisation de certains mouvements pouvant basculer vers le terrorisme)
- le Venezuela ("étouffement" de l'opposition, diminution de la liberté de la presse et coopérations avec les adversaires des Etats-Unis sur la scène internationale -- Cuba, Corée du Nord et Iran), la Bolivie (signaux équivoques envoyés par l'administration MORALES sur ses intentions) et Haïti (détérioration de la situation sécuritaire par la violence des gangs et pression migratoire vers les Etats-Unis) en Amérique latine
- l'Indonésie (persistance de l'activité de la *Jemaah Islamiya*) et les Philippines (persistance des rébellions et présence de la *Jemaah Islamiya*) en Asie du sud-est
- le Soudan (persistance du conflit dans la province du Darfour et instabilité contagieuse du Tchad) et le Nigeria (risque d'instabilité politique à l'approche de l'élection présidentielle du

printemps 2007: notamment la recherche d'un 3ème mandat par M. OBASANJO et le risque de sécessionnismes) en Afrique

La menace à la sécurité énergétique globale procède, elle, d'une situation structurelle défavorable:

1. l'augmentation de la demande énergétique mondiale
2. l'affirmation géopolitique des principaux producteurs de pétrole: de la "politique au bord du gouffre" iranienne à la "pétro-diplomatie" vénézuélienne en passant par "l'affirmation" russe à l'égard de l'Ukraine et de la Géorgie
3. et la volonté des puissances émergentes chinoise et indienne de sécuriser leurs approvisionnements énergétiques

Le narcotrafic pose enfin deux menaces à la sécurité internationale:

1. un mariage de raison entre narcotrafic et extrémisme
2. et l'impact déstabilisateur des drogues sur les Etats d'ores et déjà affaiblis

Le directeur du renseignement national (*Director of National Intelligence* -- DNI) John **NEGROPONTE qualifie la menace de nucléarisation de l'Iran de "préoccupation immédiate"** pour les Etats-Unis tandis que celle en provenance des organisations terroristes de type al-Qaida reste continue.

Le président George W. **BUSH soumettra au Congrès un budget de la défense s'élevant à 439,3 MD\$ pour l'année fiscale 2007** (1er octobre 2006-30 septembre 2007), dont 84,2 Md\$ pour l'acquisition de nouveaux systèmes d'armes, 73,2 Md\$ pour la recherche-développement militaire et 50 Md\$ pour le financement des opérations *Enduring Freedom* et *Iraqi Freedom*, soit une augmentation de 4,8% par rapport au budget de l'année fiscale 2006.

Le vote d'un crédit supplémentaire de 70 Md\$ est également demandé au Congrès pour le financement d'urgence de l'OEF et de l'OIF au titre de l'année 2006.

La **réunion extraordinaire des 35 gouverneurs du Conseil de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)** doit statuer sur le projet de résolution -- présenté le 1er février 2006 par l'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne) -- demandant au directeur de l'agence onusienne de référer le dossier nucléaire iranien au Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU).

Considérant ...:

1. que l'Iran a commis de "nombreuses infractions à ses obligations" découlant du Traité de Non-Prolifération nucléaire (1er juillet 1968)
2. et que la communauté internationale ne saurait avoir confiance dans l'objectif prétendument civil du programme nucléaire étant donné le "passif de dissimulation des activités nucléaires de l'Iran"

... l'UE-3 demande à Mohammed EL BARADEI de "référer" le dossier nucléaire iranien au CSNU. En contrepartie de l'obtention de l'accord russe, ce projet de résolution prévoit qu'aucune décision ne soit prise au CSNU avant mars 2006. Il n'est pas co-parrainé par les Etats-Unis, la Chine et la Russie.

Dans une interview téléphonique à l'agence *Associated Press*, le gouverneur afghan de la province de Nimroz, Ghumal Dusthaqir **AZAD, soutient que des individus appartenant à -- ou se réclamant de -- al-Qaida pénètrent en Afghanistan en provenance d'Irak pour y perpétrer des attentats suicides commandités par l'organisation terroriste transnationale.**

Si le transfert d'expérience en matière de modes opératoires semble établi par une augmentation du volume de l'activité terroriste en Afghanistan ainsi qu'un mimétisme tactique avec l'insurrection irakienne, les autorités américaines déclarent ne pas avoir la preuve d'un lien direct entre les guérillas irakienne et afghane.

Le journaliste du *Christian Science Monitor* Peter **GRIER** souligne que les objectifs des enlèvements perpétrés en Irak varient selon la cible ([Peter Grier, "What's driving the kidnappings in Iraq", \*The Christian Science Monitor\*, 2 février 2006](#)):

- l'objectif est généralement politique si la cible est étrangère (il s'agit alors d'effrayer l'Occident, d'intimider les Irakiens modérés et de rallier des supporteurs)
- l'objectif est généralement criminel si la cible est autochtone (il s'agit alors de régler un différend, de promouvoir un agenda et de gagner une rançon)

L'enlèvement est souvent perpétré par un groupe criminel restreint aux motivations économiques qui revend ensuite la victime à un groupe insurgé important aux motivations politiques.

Selon l'index de la *Brookings Institution*, 268 étrangers ont été enlevés en Irak entre le 1er mai 2003 et le 31 janvier 2006, parmi lesquels:

- 135 ont été relâchés
- 81 ont un sort encore inconnu
- 44 ont été exécutés
- trois se sont échappés
- et trois ont été secourus

## 1<sup>er</sup> février

Le président du comité des chefs d'états-majors, le général Peter **PACE**, signe le *National Military Strategic Plan for the War on Terrorism (NMSP-WOT)* dont une version expurgée est publiée (Joint Chiefs of Staff, *National Military Strategic Plan for the War on Terrorism*, 1er février 2006, 38 p.)

Face à un ennemi "extrémiste" -- parce que niant la liberté d'autrui et souscrivant au meurtre pour promouvoir ses objectifs -- qui "exploite l'islam et recourt au terrorisme à des fins idéologiques", la GWOT admet un double objectif:

1. préserver la liberté des individus de vivre comme ils l'entendent
2. et protéger la modération des sociétés "libres et ouvertes"

En vue de soutenir l'effort visant à "rejeter l'extrémisme violent", le NMSP-WOT assigne à l'armée la mission d'entreprendre une campagne pour trouver, attaquer ou neutraliser:

1. les directions terroristes
2. leurs sanctuaires
3. leurs réseaux financiers
4. leurs méthodes de communication
5. leurs moyens de déplacement
6. leurs systèmes de collecte de l'information
7. le personnel terroriste
8. et l'idéologie terroriste

La stratégie du contre-terrorisme décline la trilogie fins-voies-moyens aux deux niveaux politique et militaire:

- au niveau politique:
  - le succès (les fins) consiste à créer un "environnement" international hostile à l'extrémisme violent dès lors insusceptible de menacer le mode de vie des sociétés libres et ouvertes
  - les voies sont la continuation de l'effort international visant à dénier aux réseaux extrémistes violents les ressources nécessaires afin d'opérer et survivre, ce qui implique d'abord de protéger le territoire, d'attaquer les terroristes et de soutenir l'effort des Musulmans modérés pour rejeter l'extrémisme violent, ensuite d'étendre les coopérations internationales et de renforcer les capacités pour empêcher l'acquisition et l'emploi par les terroristes d'ADM
  - les moyens réside dans une coopération interne (interagences) et internationale (interétatique) renforcée ainsi que l'intégration de l'ensemble des instruments de la

puissance nationale (diplomatie, information, défense, économie, renseignement, etc.)

- au niveau militaire:
  - les fins restent classifiées
  - les voies sont au nombre de six: dénier (à nouveau) aux terroristes les ressources nécessaires pour opérer et survivre, aider les nations partenaires à contrer le terrorisme, dénier aux terroristes le bénéfice de la prolifération des ADM, saper le soutien étatique et non-étatique au terrorisme par la coopération, enfin instaurer les conditions qui sapent le soutien idéologique au terrorisme (la sécurité, l'aide humanitaire, les contacts entre militaires et la conduite empathique des opérations)
  - les moyens restent à préciser

Lors d'une rencontre organisée par le *Center for Strategic and International Studies* de Washington sur le thème de la *Quadrennial Defense Review*, qu'ils présentent comme une "correction à mi-course" dans la lutte contre l'extrémisme violent destinée à infléchir la culture organisationnelle du DoD, **le secrétaire adjoint à la Défense Gordon ENGLAND et le vice-président du comité des chefs d'états-majors Edmund GIAMBASTIANI soulignent les différentes adaptations qui doivent permettre au DoD de rester pertinent dans un environnement stratégique incertain** marqué par les menaces asymétriques et les stratégies non-conventionnelles. Ces adaptations recouvrent les passages:

- de l'unicité à la multiplicité des menaces
- des menaces provenant d'acteurs étatiques aux menaces provenant des acteurs non-étatiques organisés en réseaux décentralisés
- de la gestion de crise (*crisis management*) à la prévention active (*crisis prevention*)
- de la planification basée sur les menaces (*threat-based model*) à celle basée sur les capacités (*capabilities-based model*)
- de la recherche de la célérité des opérations à celle de leurs effets (*effects-based operations*)
- de l'emploi de forces massives (manoeuvre de masse) à la mise en oeuvre d'effets de masse (agilité, précision et létalité)
- des alliances statiques aux partenariats dynamiques
- des structures hiérarchiques verticales (arborescence) à l'intégration résiliable horizontale (rhizome)
- de la seule implication du DoD aux solutions (coopérations et opérations) interagences

Les trois chercheurs **Ilan BERMAN, Michael EISENSTADT et George PERKOVICH sont auditionnés par la commission des forces armées de la Chambre des représentants sur la problématique du nucléaire iranien.**

Le vice-président de l'*American Foreign Policy Council*, Ilan BERMAN ([Ilan Berman, Confronting a Nuclear Iran, 1er février 2006, 8 p.](#)), soutient d'abord que la reconfiguration de la géopolitique du Moyen-Orient occasionnée par la nucléarisation de l'Iran infléchirait de six manières le calcul stratégique américain:

1. en renforçant l'influence iranienne
2. en provoquant une course régionale aux armements nucléaires (Arabie Saoudite et Egypte puis Turquie et Irak)
3. en étendant la prolifération nucléaire (composants et savoir-faire) à la Syrie et au Liban
4. en encourageant l'Iran à recourir au terrorisme comme outil de politique étrangère
5. en le confortant dans la tentation de monnayer sa souveraineté sur certains points de passage stratégiques (détroit d'Ormuz)
6. en assurant la longévité du régime iranien dès lors capable de réprimer toute dissension à l'ombre de son parapluie nucléaire

M. BERMAN évalue ensuite les options américaines, de la diplomatie (qu'il juge ineffective) à l'action militaire (en dernier recours), en passant par les sanctions économiques (inutiles), le

confinement (difficile à réaliser) et la dissuasion (inapplicable à l'Iran actuel). C'est pourquoi il recommande enfin de combiner diplomatie publique, soutien de l'opposition et actions couvertes en vue de satisfaire l'objectif d'une "transformation politique fondamentale" interne du régime iranien. Le directeur des études de sécurité au *Washington Institute for Near East Policy*, Michael EISENSTADT ([Michael Eisenstadt, Deter and Contain: Dealing with a Nuclear Iran, 1er février 2006, 9 p.](#)), prévoit que trois éléments compliqueront l'application de la combinaison classique dissuasion-confinement à un Iran puissance nucléaire:

1. l'idéologie messianique qui étaye la République Islamique
2. les dynamiques politiques internes à la région Moyen-Orient - Asie du sud-ouest
3. et le recours par l'Iran au terrorisme comme outil de politique étrangère

Avant que d'envisager les options américaines à long (création d'une organisation de sécurité régionale qui garantisse l'équilibre des puissances dans le Golfe arabo-persique et permette d'alléger la présence des Etats-Unis) et moyen termes (renforcer les capacités militaires des alliés menacés par l'Iran et encourager la coopération multilatérale en matière de défenses anti-aérienne et anti-missile), M. EISENSTADT recommande ainsi, dans l'immédiat, l'implication active des Etats-Unis afin de stabiliser la région.

Récusant la croyance dans l'inévitabilité de la nucléarisation iranienne, le vice-président des recherches à la *Carnegie Endowment for International Peace*, George PERKOVICH ([George Perkovich, Testimony of George Perkovich, 1er février 2006, 7 p.](#)), considère toutefois que la communauté internationale peut encore convaincre l'Iran de renoncer à acquérir l'arme nucléaire à condition d'augmenter simultanément les avantages du renoncement et les coûts de l'acquisition, ce qui implique notamment:

- que les puissances chinoise et russe soutiennent une résolution du CSNU autorisant la prise de sanctions contre l'Iran
- que les Etats-Unis garantissent à l'Iran le respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale
- que les cinq membres permanents du CSNU avec l'Allemagne assurent à l'Iran la fourniture du combustible nucléaire nécessaire pour un usage civil

A l'occasion d'une conférence de presse au DoD, le secrétaire à la Défense Donald H. RUMSFELD dresse la liste des échecs subis -- et à subir -- par les terroristes en Irak ([Donald H. Rumsfeld, DoD News Briefing with Secretary Rumsfeld and Adm. Giambastiani, 1er février 2006](#)). Ceux n'ont pas pu empêcher les élections législatives du 30 janvier 2005, l'élaboration du projet de Constitution ainsi que son approbation par referendum national (15 octobre 2005), les élections parlementaires du 15 décembre 2005 et la répartition des sièges du nouveau parlement irakien. Les terroristes échoueront encore selon M. RUMSFELD à empêcher la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Parce que l'environnement stratégique est désormais incertain et que la GWOT, quoique présentant des similitudes avec la guerre froide, est "sans précédents dans sa complexité", les Etats-Unis doivent assumer quatre priorités:

1. vaincre "l'extrémisme violent"
2. défendre le territoire national
3. aider les pays situés à des "carrefours stratégique"
4. et empêcher les terroristes et les "régimes dangereux" d'acquérir des ADM

**La minorité arabe sunnite propose au gouvernement irakien majoritairement chiite un ultimatum en 10 points** dont l'acceptation ou le rejet décidera de la paix ou de la guerre civile.

Reconnaissant expressément par-là une certaine emprise sur l'insurrection sunnite, les formations partisans s'engagent à cesser les attaques contre le gouvernement irakien et ses forces de sécurité (l'armée et la police irakiennes mais non les forces de la *Multi-National Force - Iraq*) à cinq principales conditions:



1. la démission du ministre de l'Intérieur (Bayan JABR) accusé de mener une épuration contre les sunnites *via* le double levier des milices chiites (la Badr Organization) et des forces de police (majoritairement chiites)
2. la délégation de la sécurité des principales agglomérations à l'armée nationale irakienne et non aux forces de police
3. le démantèlement des milices armées
4. le respect des procédures judiciaires d'arrestation et de l'Etat de droit
5. la désethnicisation des médias nationaux accusés d'être les vecteurs de la propagande anti-sunnite

*A contrario*, les formations partisans sunnites promettent des manifestations de masse en cas de rejet de l'ultimatum.

Au lendemain de son discours sur l'état de l'Union (31 janvier 2006), le président George W. **BUSH rappelle que la guerre idéologique dans laquelle sont à nouveau engagés les Etats-Unis** (après celles contre le fascisme puis le communisme) **leur impose de jouer un rôle actif dans les affaires internationales**, notamment en exerçant leur capacité de leadership pour libéraliser et démocratiser le système international conformément à la croyance dans la *pax democratica* -- la démocratie secrète la paix([George W. Bush, President Discusses 2006 Agenda, Grand Ole Opry House, Nashville, Tennessee, 1er février 2006](#)).

Le président loue ainsi la "marche de la liberté" d'ores et déjà amorcée en Afghanistan (élection présidentielle le 9 octobre 2004, élections parlementaires et provinciales le 18 septembre 2005), en Iraq (élections législatives le 30 janvier, referendum national sur le projet de Constitution le 15 octobre puis élections parlementaires le 15 décembre 2005) et en Palestine (élections législatives le 25 janvier 2006).

M. BUSH avait auparavant réitéré sa position sur les dossiers palestinien et iranien à l'occasion d'une interview par l'agence de presse Reuters en route pour Nashville:

1. le soutien des Etats-Unis au nouveau gouvernement palestinien en formation sera conditionné à un triple renoncement de la part du *Hamas*:
  - o renoncer à l'emploi de la violence armée terroriste
  - o renoncer au maintien des milices armées
  - o et renoncer à la destruction de l'Etat d'Israël
2. le soutien des Etats-Unis à l'Etat d'Israël doit s'entendre jusqu'à sa défense militaire si le discours "menaçant" du président radical Ahmoud AHMADINEJAD à l'égard de l'Etat hébreu (appel à sa destruction et révisionnisme de l'Holocauste) devait se traduire par l'agressivité de l'Iran

**L'UE-3 (Allemagne, France et Grande-Bretagne) rend public un projet de résolution demandant au directeur de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) de "référer" le dossier nucléaire iranien au Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU).**

Considérant ...:

1. que l'Iran a commis de "nombreuses infractions à ses obligations" découlant du Traité de Non-Prolifération nucléaire (1er juillet 1968)
2. et que la communauté internationale ne saurait avoir confiance dans l'objectif prétendument civil du programme nucléaire incriminé étant donné le "passif de dissimulation des activités nucléaires de l'Iran"

... l'UE-3 demande à M. Mohammed EL BARADEI de "référer" le dossier nucléaire iranien au CSNU. En contrepartie de l'obtention de l'accord russe, ce projet de résolution prévoit qu'aucune décision ne soit prise au CSNU avant mars 2006. Il n'est pas co-parrainé par les Etats-Unis, la Chine et la Russie.

A l'occasion du 27<sup>ème</sup> anniversaire du retour d'exil de l'ayatollah Ruhollah KHOMEINI, **l'Iran multiplie les déclarations de défiance à l'endroit de la communauté internationale en général et des Etats-Unis en particulier:**

1. d'abord, le président Mahmoud AHMADINEJAD déclare sur le site de la centrale nucléaire de Bushehr que l'Iran jouira de son droit à maîtriser le cycle du combustible nucléaire quelque soit l'intention des "fausses superpuissances" (*fake superpowers*)
2. ensuite, le ministre iranien de la Défense Mostafa Mohammed NAJJAR déclare sur la base aérienne de Bushehr que l'Iran répliquera par une "prompte et écrasante riposte" à tout Etat attaquant ses installations nucléaires "pacifiques"

Le chroniqueur du *Washington Post* Richard COHEN avertit que **l'explication socioéconomique localiste de la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes du 25 janvier 2006** (assurer la fourniture de prestations sociales) **ne doit pas occulter la nécessaire prise en considération de sa rhétorique extrémiste** (islamisation de la société et destruction de l'Etat d'Israël), laquelle est susceptible de se concrétiser -- en dépit de l'argument selon lequel la réalité de l'exercice du pouvoir exercerait un impact modérateur (infirmé selon M. COHEN par le précédent historique du national-socialisme) -- si les conditions sont favorables ([Richard Cohen, "Don't Be Fooled by Hamas", \*The Washington Post\*, 1er février 2006](#)).

Le chroniqueur du *Washington Post* David IGNATIUS considère que **le nouveau "partenariat discret" américano-français reflète une inflexion de la politique étrangère américaine qui, depuis l'affaire irakienne, s'efforce de réinscrire son élaboration dans le cadre de la coopération inter-alliée et onusienne** ([David Ignatius, "Bush's New Ally: France?", \*The Washington Post\*, 1er février 2006](#)).

Ce partenariat "discret" (*quiet*) parce que tissé par des liens diplomatiques privés (notamment entre les conseillers pour la sécurité nationale du président George W. BUSH et du président français Jacques CHIRAC, Stephen HADLEY et Maurice GOURDAULT-MONTAGNE) tire précisément son efficacité, selon M. IGNATIUS (notamment sur les dossiers libano-syrien et iranien), de ce qu'il se reconstruit à l'ombre d'une relation bilatérale américano-française encore perçue par l'opinion publique internationale comme dégradée par le dossier irakien.